**Sommaire**



**AVIS AUX LECTEURS**

***Il est rappelé que cette édition «papier» des Cahiers du CESAT n’est qu’un extrait de l’original de ces Cahiers qui peuvent être consultés sur les sites du CESAT[[1]](#footnote-1) (publications, puis Cahiers).***

***La liste des articles qui n’ont pu être insérés dans le présent extrait (en raison de leur longueur ou de leur date de réception, malgré leur indéniable intérêt) est indiquée en tête de chaque rubrique.***

**Éditorial** **p. 5**

*Par le Général de corps d’armée A. LECERF*

**Adresse du Commandant du CESAT**  **p. 7**

*Le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire**

**Le Général Édouard BRÉMOND p. 11**

*Par le Lieutenant-colonel R. PORTE*

**Articles d’intérêt général**

Agir de manière décisive p. 19

### Par Monsieur L. WOETS

**Pour le meilleur et pour l’Empire p. 27**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

# La Négation du risque p. 33

### Par le Général (2S) É. de La MAISONNEUVE

# La crise contemporaine internationale p. 39

# *Par Madame D. FLOUZAT*

# Géostratégie et armes nucléaires p. 49

*Par le Général de corps aérien (2S) M. FORGET*

# Le Lieutenant-colonel Galula p. 57

### Par le Capitaine (ORSEM) M. MEISSONNIER

**Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

# Dans cette rubrique, sur les sites du CESAT, vous trouverez aussi les articles ci-après:

# - Le droit et le chef, *par le Chef de bataillon L. SALEH*

**- Quel entraînement pour quel combat interarmes?**, *par le Chef de bataillon J. PASCAL*

# - Évolution de la guerre de l’information, *par Monsieur É. de SÉRÉVILLE*

**- Énergie abondante sans pollution,** *par Monsieur J. ROBIEUX*

# L’OTAN en Afghanistan p. 67

# *Par le Général (CR) F. CANN*

**Bataille du renseignement en contre guérilla urbaine p. 69**

### Par le Chef de bataillon P. IANNI

**Unités de réserve «PROTERRE» p. 75**

*Par le Chef de bataillon (ORSEM) L. BECKER*

**Il faut redonner son nom à l’«École de guerre» p. 81**

### Par le Lieutenant-colonel J-M. MEUNIER

**Comment mieux coopérer avec les humanitaires? P. 87**

*Par le Chef de bataillon J-F. LENOBLE*

**Forces armées et SMP p. 89**

*Par le Chef d’escadrons C. LANCRENON*

**Chine: un dragon de papier? P. 91**

### Par le Chef de Bataillon F. CORAS

**Singapour change p. 97**

*Par Madame le Professeur F. THIBAUT*

**Leçons d’histoire**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

# Dans cette rubrique, sur les sites du CESAT, vous trouverez aussi les articles ci-après:

**- Le mouvement des «jeunes turcs»**

**- Savoir sans pouvoir: la France face à l’Allemagne dans les années 1930**

###### Savoir et croire pouvoir p. 103

**Opex en perspective historique**  **p. 107**

###### On a aimé

**50 idées reçues sur les Etats-Unis**  **p. 115**

**Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918 p.117**

**Sans blessures apparentes P. 119**

# Éditorial



*Par le Général de corps d’armée Antoine LECERF*

*Commandant les forces terrestres*



**A**ux stagiaires Terre du CID et à tous ceux du CESAT, que je félicite de leur accession à l’Enseignement militaire supérieur du second degré, je tiens, au travers de ces quelques lignes, à vous convaincre de bien mesurer la chance qui est la vôtre, mais également l’exigence qui en découle.

Vous entrez dans une période privilégiée de réflexion: réflexion personnelle, bien sûr, qui passe par un véritable travail individuel, mais aussi réflexion collective, interarmes et interarmées, d’autant plus importante que nos engagements actuels se font aux côtés de nos camarades de la marine et de l’armée de l’air, dans un contexte multinational très marqué. Je ne peux donc que vous encourager à considérer ces enceintes prestigieuses comme des «auberges espagnoles»: vous y trouverez en effet essentiellement ce que vous y amènerez.

Il me semble en outre important que votre réflexion, pour qu’elle ne soit ni stérile ni incantatoire, se conçoive à l’aune des transformations majeures que connaît notre armée de terre.

* Transformation du mental tout d’abord, avec un retour marqué à nos fondamentaux et nos vertus cardinales pour être capables de faire face aux risques liés à nos engagements. Le tutoiement quotidien de la mort, donnée ou reçue, est un devoir de chef qui ne peut s’improviser.
* Transformation de la préparation opérationnelle ensuite, durcie, plus exigeante, professionnelle. Elle s’accompagne d’une parfaite maîtrise des savoir-faire individuels et collectifs, d’un retour au «drill» trop longtemps oublié.
* Transformation de nos équipements enfin, plus particulièrement au travers de l’adaptation réactive, qu’il s’agisse de la protection individuelle ou de l’évolution de nos matériels de combat, d’appui et de soutien.

À vous qui allez bénéficier du luxe «inouï» du temps donné, permettez moi, pour finir, de vous livrer quelques pistes de réflexion.

* + Que signifie le conflit afghan? Est-ce la fin des affrontements inter-étatiques et conventionnels, remplacés par les seuls conflits intra-étatiques et asymétriques? Ne constitue t-il qu’une parenthèse?
  + Quelles pourraient être les formes d’affrontement des conflits inter-étatiques de demain? Nucléaires, conventionnels, ou dans d’autres domaines, économie, matières premières, cyberespace, …?
  + Quelles conséquences peut-on tirer des éléments de réponse aux questions précédentes concernant l’évolution de notre armée de terre et en particulier dans le débat entre forces lourdes, médianes et légères?
  + L’Homme demeure t-il malgré tout le premier «système d’armes» des opérations de stabilisation en opposition aux projections de puissance?

En un mot, quelle guerre devons nous préparer pour demain afin que l’on ne puisse de nouveau nous reprocher d’avoir préparé celle d’hier?

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division André VAR*

**D**ans son éditorial, le GCA Antoine LECERF vous offre comme sujet de réflexion l’avenir de la guerre, non dans sa probabilité d’occurrence qui est quasi certaine à plus ou moins long terme, mais dans ses formes et modalités. Il vous demande de réfléchir également à l’avenir de nos armées, à leur organisation et leurs équilibres. Pour ma part, je vous suggère de poursuivre dans cet effort d’anticipation en essayant de définir les qualités et les compétences du soldat et du chef qui seront engagés dans ces opérations et d’en déduire des évolutions à proposer en termes d’équipement et d’entraînement.

Par ailleurs, en cette période de profondes réformes pour les armées, le CESAT s’interroge sur la formation supérieure des officiers tant au plan tactique qu’académique, sur sa durée et son contenu ainsi que sur ses modalités et les synergies possibles. Le chef militaire, du temps de paix comme du temps de guerre, trouve dans l’officier d’état-major qu’il fut et donc dans sa formation les ressources dont il a besoin pour conduire son action. Ce socle de connaissances, d’aptitudes et de compétences, acquis au sein de l’enseignement supérieur, est primordial et peut-être déterminant pour sa réussite. Par conséquence, il est pertinent de se demander si cet enseignement est toujours adapté aux circonstances actuelles et s’il utilise bien tous les moyens modernes tels que l’enseignement à distance et la simulation.

Vos idées sur tout ou partie de ces problématiques sont bienvenues. Vos réactions également et la publication des Cahiers par voie électronique, autorisant un rythme accéléré, devrait permettre une plus grande réactivité, facilitant le débat d’idées. En outre, j’attire votre attention sur la création récente du prix Maréchal LECLERC, en partenariat avec la fondation éponyme, destiné à récompenser les auteurs des réflexions les plus audacieuses et modernes dans le domaine de la tactique, du commandement des forces et de l’évolution de leur environnement. Soyez donc créatifs et montrez au général CFT que les officiers ont des choses à lui dire.

La consultation de nos lecteurs pour connaître leur degré de satisfaction à la lecture des Cahiers n’a pas bien fonctionné, le recueil des informations étant jugé trop complexe. Je n’abandonne pour autant pas l’idée et nous réfléchissons avec le comité de rédaction à d’autres méthodes, le sondage restant pertinent sur le fond. En attendant, n’hésitez pas à nous communiquer vos réactions par tout moyen que vous jugerez approprié, en vous inspirant du questionnaire figurant sur les sites du CESAT. Vous trouverez celui-ci toujours en ligne sur INTRATERRE et depuis un poste relié à INTERNET à l’adresse qui vous avait été indiquée.

## Un penseur militaire



# Le Général Edouard BRÉMOND

**1868-1948)**

**ou l’anti-Lawrence d’Arabie**



*Par le Lieutenant-colonel Rémi PORTE[[3]](#footnote-3),*

### Docteur en histoire

**D**ès la fin de la Grande Guerre, la véritable mise en scène, par le journaliste américain Thomas Lowell et l’écrivain militaire britannique Liddell Hart en particulier, de la personnalité fulgurante de T.E. Lawrence et de son action aux côtés de l’émir Fayçal pendant la révolte arabe tend à faire sombrer dans l’oubli le rôle et la place des contingents français déployés au Hedjaz à partir du deuxième semestre 1916. En 1919-1921, au Levant, le difficile établissement du mandat français sur la Syrie et les choix diplomatiques de Paris, qui reconnaît très tôt le gouvernement nationaliste turc d’Ankara, conduisent au peu glorieux retrait de Cilicie.

Dans les deux cas, le représentant de l’autorité française, le Colonel Brémond, victime des soubresauts de l’histoire malgré un engagement personnel sans réserve, doit quitter ces territoires et assister, de métropole, au démantèlement de son œuvre. Aujourd’hui bien oublié de l’historiographie générale alors qu’il a joué un rôle significatif dans l’action politique et militaire de la France autour de l’arc méditerranéen, Brémond accède tardivement au généralat pour assurer d’obscures responsabilités territoriales dans le Sud-ouest de la France au milieu des années 1920 et rejoint la deuxième section des officiers généraux quelques années plus tard. Membre de plusieurs académies scientifiques, il a publié de nombreux articles et plusieurs ouvrages de référence, sur la base de son expérience personnelle et de sa profonde connaissance du monde musulman, qui conservent aujourd’hui tout leur intérêt.

Contemporain de Lawrence, qu’il croise en particulier à plusieurs reprises en Arabie, il est l’auteur d’un «***Hedjaz dans la guerre mondiale****»*, publié en 1931 pour réfuter nombre d’affirmations fantaisistes ou approximatives insérées par l’auteur des «***Sept piliers de la sagesse****»* dans sa «***Révolte dans le désert****»*. Aujourd’hui, il est sans doute temps de dépasser la figure anglo-hollywoodienne imposée par David Lean en 1962 pour retrouver l’action et la pensée de cet officier français dont le Général Paul Azan a pu dire qu’il *«n’était pas l’islamisant de bureau, qui a étudié le Coran dans la traduction de Kasimirski, et imaginé, dans un fauteuil de cuir rembourré, les mesures à prendre pour assurer le bonheur des indigènes. C’était l’homme qui avait vécu au milieu d’eux, sous la tente, dans le bled»*.

# Une carrière exceptionnelle, d’Algérie en Cilicie

Fantassin issu de l’école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1890, le jeune Sous-lieutenant Brémond est d’abord affecté en Algérie avant de participer à la meurtrière campagne de Madagascar en 1895, durant laquelle il se distingue au sein de la colonne volante qui, le 30 septembre, entre dans Tananarive. À l’exception des deux années passées à Paris au tournant du vingtième siècle pour suivre la scolarité de l’École supérieure de Guerre, puis à nouveau de deux années sur le front de France entre août 1914 et août 1916 (au cours desquelles il est blessé au feu, cité et noté comme un *«chef de corps hors pair»*), la totalité de sa carrière s’effectue jusqu’en 1921 dans les confins militaires algéro-marocains (jusqu’en 1907), au Maroc occidental (jusqu’en 1914), en Arabie (septembre 1916-1917) et en Cilicie (à compter de janvier 1919). Comme il l’écrit lui-même lorsqu’il prend, à nouveau, le commandement d’un régiment en 1921, il totalise alors 94 années de campagnes…

Une telle carrière[[4]](#footnote-4) pourtant n’est pas, *stricto sensu*, exceptionnelle en cet âge d’or de l’expansion coloniale sous la IIIème République. Les responsabilités assumées et les postes occupés, par contre, la rendent plus originale et tout à fait intéressante: Brémond alterne commandements militaires et fonctions politiques dans des environnements particulièrement délicats. Il participe d’abord à des opérations de pacification contre les tribus insoumises au titre du XIXème corps d’Algérie-Tunisie ou du corps d’occupation du Maroc, puis à la création des premiers tabors de police marocains, prend en charge la police des ports et l’administration des villes de Rabat-Salé, est officier des renseignements du service des Affaires indigènes pour la région de Meknès. Il soutient ensuite la révolte du Chérif Hussein de La Mecque et apporte le concours des tirailleurs, sapeurs et artilleurs français aux colonnes hachémites qui attaquent la voie ferrée du Hedjaz. Il est enfin nommé administrateur en chef de Cilicie, alors que les irréguliers turcs tiennent les montagnes et que les Kémalistes font pression sur Paris pour que la France abandonne la province.

À ces différents titres, il a été tour à tour engagé dans la lutte contre des révoltes locales et le contrôle de tribus, puis acteur et défenseur d’une guérilla, en charge enfin d’une contre subversion avec des moyens essentiellement autochtones. Passant d’un côté à l’autre du miroir, alternativement représentant de la légalité institutionnelle ou d’une forme de légitimité en lutte contre le pouvoir en place, *«sa grande connaissance de l’élément indigène et de la langue arabe, sa longue expérience, sa fermeté de caractère et son jugement»* donnent à ses écrits une tonalité particulière.

## Un praticien

Les textes publiés au cours de sa carrière par le Général Brémond[[5]](#footnote-5) témoignent d’un souci constant de la situation réelle, du possible, et de la prise en compte des faits. Il ne saurait être question de comparer ici les qualités littéraires des écrits de Lawrence à la prose directe et précise de Brémond. À cet égard, comparé à «***La révolte dans le désert****»* ou aux *«****Sept piliers de la sagesse»*,** son «***Hedjaz dans la guerre mondiale****»* semble parfois tenir davantage du rapport d’opérations que du récit historique. Ce souci du détail concret est illustré de façon marquante dans la très longue série d’articles publiée par la *Revue d’Infanterie* entre 1921 et 1922 et rassemblée ensuite chez Lavauzelle sous le titre «***Conseils pratiques pour les cadres de l’armée métropolitaine appelés à servir en Afrique ou au Levant***». Entrant dans les aspects les plus prosaïques et matériels de la préparation d’une affectation outre-mer, il en aborde tous les paramètres sociaux, familiaux et humains, sans jamais oublier les conséquences, pour l’intéressé dans son emploi futur, de tel ou tel acte, ou de telle ou telle attitude (connaissance du pays, de la culture et de la langue, renseignement, etc…)

Ce pragmatisme se retrouve dans les ordres qu’il donne à ses subordonnés, comme lorsqu’il place à deux reprises en 1916 et en 1917 les détachements français déployés en Arabie aux ordres du commandement britannique, pour la défense de Rabeigh et pour l’attaque de Médine. Même si ses propositions tactiques ne sont pas adoptées par l’état-major du Caire, même s’il craint que la réalisation des ambitions françaises en Syrie n’en devienne plus difficile, il exécute les ordres reçus et témoigne d’une rigoureuse discipline intellectuelle (*«Je puis prendre part à une défaite, mais pas l’empêcher»*). Dans ses directives générales aux chefs d’éléments qui sont engagés aux côtés des troupes égypto-britanniques et hachémites, il insiste sur la confiance qui doit régner entre les officiers français et le commandement anglais, sur la proximité souhaitable entre ces mêmes officiers et les émirs, mais n’oublie ni les conditions de vie de ses hommes (rythme des haltes, alimentation en eau potable, règles d’hygiène, etc...), ni les nécessités opérationnelles (règles d’engagement, connaissance du milieu, etc...): *Vous organiserez un service de renseignement… Rien ne doit se passer sans que vous le sachiez. Il faut avoir 50 ou 60 agents toujours en route»*.

Ses notations de fin de scolarité à l’École Supérieure de Guerre avaient déjà souligné, d’ailleurs, que Brémond était *«assez doué pour l’étude des hautes questions d’art militaire»* et *«apte au service d’état-major, mais sera meilleur dans la troupe… L’action est son fort»*.

## Adaptation à des missions sans moyens, au cœur de l’opposition franco-britannique

En Arabie durant la Grande Guerre ou en Cilicie ensuite, Brémond se trouve d’abord être directement missionné par le Gouvernement français et relève du ministère des Affaires étrangères. Il sera, hélas, rapidement oublié par le monde diplomatique, qui néglige par exemple de le tenir informé des accords Sykes-Picot ou des conversations avec Mustapha Kemal, mais aussi des autorités du ministère de la Guerre, qui négligent de répondre à ses demandes de moyens et de renforcements.

Du côté britannique, la responsabilité du contrôle politique de la péninsule arabique a été retirée à la vice-royauté des Indes et confiée au haut représentant britannique au Caire, à travers son bras armé, le Bureau arabe. Malgré quelques divergences de forme entre les différentes autorités anglaises, l’objectif stratégique est clairement fixé: pérenniser la position dominante de Londres sur la route des Indes et son influence sur les territoires arabes méridionaux de l’empire ottoman. Pour répondre à ces besoins, malgré les difficultés rencontrées sur le front de France et à Gallipoli, le Royaume-Uni entretient plusieurs centaines de milliers d’hommes sur les théâtres d’opération de Palestine et de Mésopotamie et consent aux souverains et émirs d’Arabie de substantielles aides financières comme de nombreuses livraisons d’armes et de nourriture. Dans ce cadre général, on sait que Lawrence, *«officier politique affecté au poste de Yambo»*, devient au début de l’année 1917 le conseiller militaire de Fayçal. En dépit des affirmations rapides qui fleurissent sous sa plume dans «***La révolte dans le désert****»*, son rôle militaire réel reste modeste et ses succès peu nombreux[[6]](#footnote-6): la prise du port d’Akaba, faiblement armé et défendu par une maigre garnison non ravitaillée depuis plusieurs mois, n’a jamais eu le caractère épique que veut montrer le film de 1962; les rares succès des combats autour de Maan sont le fait des artilleurs et mitrailleurs français; les sabotages des voies de chemin de fer (sur la ligne du Hedjaz comme en Transjordanie) doivent plus aux sapeurs de Brémond qu’aux Bédouins de Lawrence.

Pendant l’ensemble de son séjour, Brémond multiplie les déplacements, visitant tous ses subordonnés, assurant la liaison avec les autorités civiles et militaires britanniques et hachémites. Rencontrant tous les deux ou trois jours un nouvel interlocuteur, il précise ses consignes, explique ses positions, rend compte à Paris. Chaque fois, le souci du détail et la finesse des analyses transparaissent chez cet élève de Lyautey.

## Conclusion

Tout oppose donc l’officier de carrière saint-cyrien, blanchi sous le harnais des campagnes coloniales, à l’intellectuel et officier de complément britannique, héros de la littérature au corps et à l’esprit torturés. *«Officier de valeur qui avait un long et brillant passé militaire, … homme cultivé, intègre, excellent arabisant»*, Brémond ne brode pas. Son style est clair, simple, son raisonnement s’appuie méthodiquement sur des faits. Sans doute fait-il moins rêver que cette étoile filante que fut Lawrence, dont Benoist-Méchin parmi tant d’autres fit un héros dans sa collection au titre évocateur (Le rêve le plus long de l’histoire: «***Lawrence d’Arabie, ou le rêve fracassé****»*). Mais son expérience des engagements dans le monde méditerranéen et musulman comme sa connaissance et sa pratique des populations locales donnent indiscutablement à ses écrits une profondeur tout à fait exceptionnelle et leur conservent une grande actualité.

# *Bibliographie indicative*

***«Les armées françaises dans la Grande Guerre»***, (tome IX + annexes)

**Écrits du général Brémond**

*Notes sur le Maroc*, cercle des officiers de Constantine, 1902

*Notice géographique et historique sur l’Arménie*, Le Caire, El Maaref, 1916

*La Cilicie en 1919-1920*, Paris, Gauthner, 1920

*Conseils pratiques pour les cadres de l’armée métropolitaine appelés à servir en Afrique ou au Levant*, Paris, Lavauzelle, 1922

*L’Islam et les questions musulmanes au point de vue français*, Paris, Lavauzelle, 1924

*Le Hedjaz dans la guerre mondiale*, Paris, Payot, 1931

*Choses d’Islam et choses d’enseignement au Maghreb*, Paris, Decerf, 1935

*Marins à chameaux. Les Allemands en Arabie*, Paris, Lavauzelle, 1935

*Yémen et Saoudia. L’Arabie actuelle*, Paris, Payot, 1937

*Berbères et Arabes*, Paris, Payot, 1942

**Écrits de T.E. Lawrence**

The Evolution of a Revolt, *The Army Quarterly*, vol. I, n° 1, octobre 1920, pp. 54-69

*La révolte dans le désert*, Paris, Payot, 1929

*Les sept piliers de la sagesse*, Paris, Payot, 1936

*Lettres de T. E. Lawrence*, Paris, Gallimard, 1948

## Articles d’intérêt général



# Agir de manière décisive



*Par Monsieur Ludovic WOETS,*

*du Cabinet de conseils en risques géopolitiques «GEO-K»*

**E**n tant qu’historien, je voudrais ici définir les lignes de forces et de tensions d’une politique de défense à venir. Les questions qui se posent à l’historien sont de trois natures: quelles sont les modifications géopolitiques auxquelles nous assistons? De quels moyens disposons-nous pour y faire face? Quelles sont les perspectives et les volontés à mettre en œuvre?

La politique de défense de la France se situe aujourd’hui face à des mutations importantes: une transformation radicale de nos armées au travers du LB[[7]](#footnote-7), de la RGPP[[8]](#footnote-8) et de la LPM[[9]](#footnote-9); la poursuite de la mondialisation et dé-mondialisation avec leurs implications géopolitiques; une crise du système de décision politico-militaro-diplomatique des pays occidentaux; une remise en question du système financier planétaire, et le retour de la guerre au cœur des *relations internationales.*

Dans le contexte géopolitique d’une société internationale régie et constituée d’États, le principe d’usage du recours à la force est à l’origine de la notion de défense. Or, les États ne sont plus maîtres de la guerre.

Parce que les occidentaux se sont laissés entraîner malgré eux dans des opérations militaires camouflées sous cet extraordinaire concept d’intervention humanitaires qui, 15 ans plus tard, les met face à la réalité de guerre dure dont ils ne voulaient plus entendre parler et face auquel, tant sur le plan des capacités que sur le plan psychologique, ils sont mal préparés.

Cette situation: refaire des guerres alors même que nous y sommes mal préparés, est sans doute le prix le plus lourd à payer au concept actif développé après la chute du mur de Berlin: la fin de l’Histoire!

C’est aussi la conséquence de ce que les Européens, ces 20 dernières années, avec sincérité et une certaine légitimité, sous l’œil parfois ironique des Américains, ont développé comme conception nouvelle des règles devant désormais régir les relations internationales dans un monde de progrès civilisés: l’idée que désormais le droit prédomine sur la puissance; la discussion et le compromis, sur la force.

Les opinions publiques européennes, globalement repues et démographiquement vieillissantes évoluent dans ce sens: leur soif de tranqui-sécurité n’a jamais été aussi forte. Le réalisme politique sur lequel les Américains ont de l’avance nous oblige et nous obligera de plus en plus souvent à l’échelle des pays européens à nous engager sur des conflits de types régionaux, convenablement circonscrits dans le temps et dans l’espace, et dans lesquels nous devrons l’emporter rapidement et significativement sur le terrain avec des pertes raisonnables.

Près de vingt ans après la chute du mur de Berlin, alors que nous ne savons rien de l’ordre mondial qui naîtra de la période de transition ouverte par la chute du mur, qui se poursuit avec les guerres en Afghanistan et en Irak; les crises de type Balkans et Beyrouth qui essaiment à travers la planète pour recomposer les équilibres régionaux; mais aussi les volontés de recouvrance de puissance qu’elle soit russe au travers de la crise géorgienne ou chinoise via la présentation des J.O; force est de constater que l’environnement de la France et de l’Union européenne, ainsi que la nature des menaces qui guettent le Vieux continent ont changé, dans un monde semblant pour certains aspects devenir post-américain.

Ces trois éléments: émergence de nouvelles forces, mise en marge hypothétique de l’Amérique, et nécessité objective pour l’Union européenne de se donner les moyens d’engagements inévitables, quand bien même ces engagements se limiteraient à des postures de dissuasion, doivent être sérieusement approfondis. Tout autant, plus que l’Afghanistan en guerre civile, il est à craindre que des crises plus dangereuses encore, à l’instar de la résolution de la crise iranienne, ne constituent la fin de la période de transition, avec toutes les conséquences que l’Histoire nous enseigne.

Le très brutal réveil de la France face à des risques proches, majeurs pour ses intérêts vitaux, que nous savons ne pas être nouveaux, mais qu’elle a eu la naïveté de croire appartenir au passé, sont une réalité.

L’eau, la terre, le bois engendreront des guerres de survie. Accroissement démographique, vieillissement, littoralisation, urbanisation des populations, pollution, changements climatiques, s’y ajouteront. Parallèlement, les conditions agricoles et alimentaires influeront encore durablement sur les inégalités de développement génératrices de tensions et de déstabilisation.

Dans certaines zones, les médias seront des acteurs de communication de masse incendiaires, instrumentalisant religion, culture ou ethnicité afin de masquer les conflits d’intérêts. À cela s’ajoutera un accès toujours plus grand et rapide à l’information et à l’image qui exacerbera des frustrations de populations favorisant une géopolitique du ressentiment. Moins choc des civilisations que choc des représentations; moins fin de l’Histoire que fin de l’occidentalisation du monde.

De fait, un des grands traumatismes pour les populations occidentales de ces dix dernières années a été l’obligation de prendre conscience que nous n’étions plus, que nous ne serons jamais plus, dans une logique de domination hégémonique exclusive héritée des grands impérialismes coloniaux et qu’il y a devant nous, désormais, de nouveaux partenaires émergeants incontournables, peut-être même redoutables.

De plus, les risques liés à la prolifération des armements, des missiles balistiques aux technologies duales, des Armes de Destruction Massive au simple kamikaze, élargiront considérablement le spectre des possibles. Les perturbateurs, étatiques ou non-étatiques, locaux mais aussi régionaux, voire mondiaux, profiteront de ces technologies, se dégageront du droit, et porteront le conflit sur tous les champs d’applications, matériels et immatériels.

Parallèlement, alors que l’économie mondiale restera fortement dépendante du pétrole et du gaz, une réorientation des flux des échanges énergétiques, ainsi qu’une concurrence accrue entre les différents pays consommateurs émergeront. L’accès à l’énergie restera donc l’un des grands enjeux invariants.

Pour autant, nous ne sommes pas, non plus, dans une situation, où notre unique ambition doive être de nous protéger d’un monde extérieur hostile, et de «sécuriser» notre population. Partie prenante de ce monde, nous y jouons un rôle important et il nous est indispensable.

Nous devons absolument cesser de penser le monde dans les termes de la guerre froide et ne pas hésiter à promouvoir et adapter de nouvelles règles politiques, diplomatiques et militaires pour faire face à la nouvelle réalité.

Nous sommes en fin de période de transition. En ce sens, nous vivons un moment sans précédent. Il nous faut penser un nouveau monde alors même que nous vivons une conjonction inédite de menaces et de vulnérabilités.

Les armées françaises ont été remodelées en fonction de priorités politico-budgétaires et sur le pari, risqué, de leur non-engagement militaire ou d’un engagement limité et en coalition.

Aujourd’hui, la France mesure la relativité de sa puissance et de sa latitude d’action. Notre impuissance stratégique à agir pour nous-mêmes en accord avec nos alliés, notre dépendance tactique sur le terrain de nos engagements actuels, conduit inéluctablement à l’actuelle politique d’alignement et de réintégration à terme de la France dans l’OTAN.

Les conflits les plus récents, montrent la nécessité d’une très importante mobilisation de moyens militaires afin d’obtenir supériorité, contrôle et potentiellement gain. Pour la France, ce paradigme implique de définir les missions en fonctions des capacités militaires, c’est-à-dire, détermine l’acceptation de la mission. L’enjeu est devenu secondaire au regard de sa réussite potentielle.

Ce paradigme juxtaposé à la quête de coalition va entraîner à terme une spécialisation des forces armées françaises (le mouvement est identique pour les autres armées européennes). Sans harmonisation stratégique, cette spécialisation nous conduira à devoir nous adosser aux États-Unis, et *in fine*, aboutira à des missions de sous-traitance militaires avec les risques d’impasse opérationnelle que cela suppose.

Or, malgré pour certains peuples la permanence d’une extraordinaire fascination, attirance, admiration inavouable, vis-à-vis de l’Occident et le désir en définitive d’en être; nous sommes haïs pour ce que nous sommes, ce que nous représentons, et non pas pour ce que nous faisons.

Pour beaucoup de peuples dans le monde, notre défaite, française ou américaine, représentera le début de la liberté, car les «opinions publiques» de ces pays, ne sont favorables, ni à nous, ni à nos idées. Et, pour les rares qui nous sont favorables, ils ont à notre égard des exigences qu’ils n’auraient jamais vis-à-vis d’autres régimes, systèmes et idées.

**Aussi, pour agir de manière décisive**, nous devons mettre en œuvre une combinaison d’actions stratégiques au sein de laquelle plusieurs règles transparaissent:

* **Comprendre la réalité de la guerre**

On fait la guerre pour avoir la paix, c’est à dire pour rentrer dans la légalité des relations internationales. Nos adversaires actuels ne se battent pas pour ce qui est acquis mais pour ce qui est en devenir. Dès lors, les guerres ne prennent fin que lorsque les facteurs qui les ont déclenchées ont disparu. Dans tous les autres cas, nous serons dans un intermède.

Or, les facteurs des tensions actuelles sont profondément ancrés dans un monde inégalitaire et les acteurs de ces conflits actuels sont d’évidence dans cette partie du monde engagée dans une régression dont on voit mal comment l’en sortir. De fait, et c’est bien là notre faiblesse, nos guerres à nous ne semblent pouvoir n’être que défensives et de position tant idéologique qu’économique, que géopolitique et militaire. Nous sommes plus ou moins condamnés à une logique d’attentisme même si nous devons inverser cette spirale.

* **Le *statu quo* diplomatique ne peut-être une solution**

La diplomatie se doit de faire concilier idées et intérêts de différent pays, différents peuples. Pour ce faire, elle se doit d’être active et utiliser les événements afin de produire des conséquences. Elle doit donc devancer les événements et ne pas être dépassée par l’opinion publique, ses passions, peurs et colères, car soixante millions d’ignorances n’ont jamais constitué un savoir.

Une diplomatie se fonde sur la recherche de garanties positives, d’équilibre de puissance, de légitimité partagée. Il nous faut penser et fonder notre diplomatie sur des réalités géopolitiques et non sur de bonnes intentions. Les solutions diplomatiques ne peuvent prendre le pas sur la réalité stratégique. Les temporisations ainsi que les s*tatu quo* diplomatiques avec nos adversaires ne peuvent conduire qu’à l’inaction stratégique au mieux, à l’inconséquence guerrière au pire.

En conséquence, la diplomatie française ne doit pas être fondée sur une conception idéologique des relations internationales, ni sur l’amitié, le désir d’être apprécié et/ou reconnu mais sur deux notions ambivalentes: ce qui nous est juste, et ce qui constitue notre intérêt national.

* **Toute menace d’emploi de la force doit être crédible et suivie d’effets**

Ce qui est dangereux pour notre pays et nos concitoyens, c’est le simulacre de l’action. Nos adversaires viseront prioritairement à faire perdre la face à notre puissance, à humilier notre force, et non à nous battre définitivement sur le plan militaire. Alors que nos adversaires privilégieront sans nul doute le découragement face à tout recours à la guerre et à la bataille dans une logique d’affirmation de pertes; nous devons pouvoir imposer à notre adversaire le repli sur soi au sein du conflit.

Or, en matière d’engagement, la distance est grande entre les déclarations, les intentions et leurs concrétisations sur le terrain. Non que nos soldats engagés sur les différents théâtres d’opérations constituent des forces insignifiantes ou velléitaires; leur engagement est partout reconnu comme très professionnel et significatif, mais nous savons à quel point en amont manquent les moyens et qu’en aval l’inconstance de la volonté nous ont fait trop souvent perdre une grande partie de nos acquis sur le terrain.

Ce que nous faisons aujourd’hui, y compris en Afghanistan, est suffisant pour nous faire haïr, non pour nous faire respecter.

* **Refuser la focalisation et entrevoir l’avenir**

Ainsi des océans. C'est l'espace stratégique majeur pour toute puissance qui veut continuer à jouer une influence au XXIème siècle, tout particulièrement pour la France qui a hérité d'un des premiers territoires maritimes du monde.

Plus que jamais, plus certainement encore dans ce XXIème siècle en construction qu’au XIXème siècle ou encore au XVIIIème, (à une époque où nos grands rois n’hésitaient pas à ordonner de couper tous les arbres des forêts domaniales pour construire la première flotte du monde en quantité sinon en qualité face à l’empire britannique).

La mer comme enjeu stratégique essentiel aussi parce qu’elle est devenue le premier vecteur commercial. Autant de facteurs qui font que les océans sont devenus de véritables autoroutes stratégiques et que nous devons plus que jamais les sécuriser pour les garder ouverts, en particulier dans ces espaces à très haute sensibilité que sont les canaux, les détroits et autres couloirs d’étranglement…

Les océans constituent un espace ouvert; espace disponible à travers lequel nous pouvons encore espérer projeter des forces dissuasive ou d’engagement sur de très grandes distances et pour des durées prolongées pour la défense de nos intérêts majeurs.

C’est aussi et surtout, avec un ensemble de forces terrestres et aériennes combinées (second volet de puissance), un atout pour les politiques qui veulent avoir les moyens de faire entendre leurs voix au-delà de nos simples frontières et d’une focalisation sur la protection, nouveau Limes.

Le nucléaire étant le troisième volet de ce rapport d'autorité au monde que nous ne devons pas perdre.

* **Modifier notre approche politico-militaire**

Les armées ont cessé depuis longtemps dans nos démocraties d’être le ciment qui assure l’existence d’un gouvernement, et sont trop souvent devenus de simples outils militaires dépourvus de tout poids politique et civique. Le rabaissement du militaire au rang de simple exécutant, associé à la volonté du décideur politique de conduire au plus près les opérations militaires sur le terrain imposant des décisions tactiques sur la base de raisonnements politiques ou économiques, produiront des échecs stratégiques lourds de conséquences. Il convient donc, à mon sens, de réintégrer la fonction/décision militaire au plus haut niveau de l’État.

* **Retrouver nos fondamentaux du combat**

Nos armées, multidimensionnelles, semblent inefficaces face à des forces unidimensionnelles et au caractère anachronique. Aussi inefficaces loin des champs de batailles traditionnels et taillés à leur mesure que redoutables et invincibles quand sont réunies les conditions qui leur conviennent. Nos adversaires s’efforceront constamment d’innover et d’inventer de nouvelles méthodes, non pour gagner la guerre, mais plus simplement pour ne pas la perdre.

La perception occidentale de combattre «loyalement» est contradictoire avec le souci de la simple efficacité militaire, qui pour nos adversaires actuels consiste à tuer le plus de gens possible dans un temps et lieu définis. Il convient de favoriser, dans les temps à venir, la chute de certaines barrières morales occidentales traditionnelles, et notamment privilégier la fin des longues listes restrictives d’engagement permettant de démultiplier l’ingéniosité guerrière de nos soldats. Bref, il convient de retrouver nos fondamentaux.

Il nous faut, soit accepter les conséquences de ce que l’on veut faire et obtenir, soit subir les conséquences de ce que l’on n’a pas voulu faire.

* **Enfin, ne jamais oublier un triptyque**

Ne jamais combattre seul; ne jamais combattre longtemps; ne jamais combattre le même ennemi.

**Pour conclure**, la guerre peut être utile à résoudre des problèmes, et en ce sens, elle peut posséder une sorte de logique. La guerre est aussi une inévitable nécessité, même si elle est subie, de l’engagement à un moment donné d’un rapport de forces pour contenir ou subvertir la menace.

Or, ces vingt dernières années nous n’avons fait que des guerres de «containment», jamais de subversion et d’anéantissement. L’intrusion d’une conception moraliste et humaniste de la guerre nous en empêche et justifie la longue liste restrictive d’engagement qui prétend réduire les troupes occidentales à un travail plus proche de celui de la police que de celui d’une armée en campagne et cela le plus souvent à la stupeur d’abord de celui que nous prétendons combattre.

Ainsi, au moment même où les politiques décident de leurs engagements, nos ennemis ont l’idée raisonnable que nous pouvons perdre moins du fait d’une faiblesse intrinsèque de nos troupes que de la quasi certitude de notre désengagement avant ce qui aurait dû en être la conclusion: c’est ce que nous avons fait en 1991; ce que les Américains s’apprêtent à faire et que nos alliés ont déjà fait aujourd’hui en Irak; ce qu’une partie de l’opinion publique française attend que nous fassions en Afghanistan…partout on ne parlait, partout on ne parle, que de partir, et jamais de vaincre…

Mais la guerre est surtout celle des hommes qui la font. Non pas des chefs politiques comme l’Histoire trop souvent le retient, mais celle des hommes qui sur le champ de bataille se doivent de résoudre par la force ce que la raison n’est pas parvenu à faire.

Il était imprudent de dire que la guerre n’était plus possible, mais il me semble plus dangereux encore de le croire.

# Pour le meilleur et pour l’Empire

**(1815-1914)**



*Par le Lieutenant-colonel GOYA,*

*de l’État-major des armées*

**L**a France est devenue une île stratégique lorsque les menaces ont disparu à ses frontières. Simultanément, elle n’a jamais été aussi ouverte économiquement sur un monde qui tend à remplacer l’affrontement bipolaire par un nouveau «grand jeu» entre de nombreux rivaux. Placé dans un situation similaire au début du XIXème siècle, le Royaume-Uni est parvenu en quelques dizaines d’années à régner sur le quart de la population du monde. À une époque où la France s’interroge sur sa stratégie nationale, il n’est peut être pas inutile d’examiner les raisons du succès britannique au cœur de la première mondialisation.

##### Britannia, rule the waves

L’Empire britannique ne s’est pas édifié sur un projet cohérent mais sur un état d’esprit qui considérait que la meilleure protection était encore la puissance économique et qu’il fallait en trouver les sources au loin. Cet empire a donc été conçu dès l’origine comme un réseau et raisonné en termes de flux, commerciaux ou financiers, et de sources de richesse. Dans ce cadre conceptuel, l’outil militaire était avant tout un outil de projection de force et de puissance dont la mission première était de défendre et promouvoir les intérêts britanniques dans le «monde faible» entre les différentes puissances. Éventuellement, cette force expéditionnaire pouvait servir à faire face à un retour d’une menace majeure contre le sol national, ce qui ne sera pas à l’ordre du jour avant le début du XXème siècle.

Dans ce contexte, la Royal Navy, *«l’arme à longue portée la plus puissante que le monde ait connu»* (Times, 25 juin 1897), tout à la fois instrument premier et produit de l’expansion, a eu un rôle primordial. En polarisant les moyens assez réduits du royaume[[10]](#footnote-10), la Navy a d’abord permis de ravir à la France la prétention à dominer le monde[[11]](#footnote-11). Par la suite, le principal de l’effort britannique au cours du XIXème siècle a consisté à préserver cette suprématie navale tout en restant à un budget militaire de 3% du PIB. En s’appuyant sur la supériorité de son ingénierie navale[[12]](#footnote-12), la Navy s’est donc efforcée de rester à la pointe de la technologie (vapeur, hélice, construction en fer puis en acier, blindage, canon à chargement par la culasse, torpilles, contre-torpillage, tir lointain), puis, la richesse venant, de disposer d’une supériorité numérique écrasante jusqu’à dépasser en volume ses deux rivales immédiates(*two powers standard*). En 1897, lors de la parade du Jubilé de diamant, la Reine Victoria a vu défiler devant elle 165 bâtiments dont 24 cuirassés de première classe (sur 38) et 54 croiseurs. Les navires sont alors capables de traverser l’Atlantique en dix jours contre un mois au temps des voiles, ce qui réduit les besoins en points d’appui et, combiné à d’autres innovations comme la télégraphie ou les câbles sous-marins, autorise les interventions rapides.

##### Le «gendarme impérial»

L’Army est parfaitement intégrée à cette stratégie mondiale en tenant le réseau des 33 points d’appui (et dépôts de charbon) le long des axes stratégiques et en servant de «gendarme impérial» lors des 72 campagnes de l’ère victorienne. Les moyens humains nécessaires pour toutes ces tâches restent néanmoins modérés. En 1898, le Royaume-Uni contrôlait le quart du monde avec 140.000 soldats déployés (dont 75.000 aux Indes) et 100.000 en métropole.

Cette économie des forces s’explique d’abord par le fait que les territoires d’émigration britanniques assuraient leur propre sécurité, avant de prendre leur autonomie sous forme de Dominions, et que dans de nombreux autres parties de l’Empire, en particulier aux Indes, la puissance britannique prenait soin de s’appuyer sur les autorités locales. Elle s’explique aussi par une vision particulière de l’organisation des forces terrestres. Alors que l’ampleur des investissements imposait une «nationalisation» de la Navy, au sens de contrôle étatique étroit, l’Army a conservé encore l’esprit des régiments privés de la guerre en dentelles. Ces troupes mues par un esprit de corps très fort étaient les parfaits instruments pour engager des expéditions sans être obligés de les travestir de principes. Dans le même esprit, il n’y a eu aussi aucune réticence à faire appel à des «sociétés militaires privées» en particulier en Afrique. L’actuel Zimbabwe a été ainsi conquis à partir de 1885 par les mercenaires de la «British South African Company». On s’appuyait aussi beaucoup sur des corps hybrides formés avec des troupes locales mais commandés par des Britanniques. Cette souplesse organisationnelle a ainsi permis d’économiser les soldats de Sa Majesté, qui, par ailleurs, mouraient assez peu dans les expéditions coloniales du fait de la supériorité de leur technologie (comme la mitrailleuse Maxim) mais aussi de leur discipline.

##### La guerre comme continuation de l’économie par d’autres moyens

Dès le règne d’Elizabeth II, l’impérialisme anglais a cherché le retour sur investissement dans ses expéditions lointaines[[13]](#footnote-13). La première exploitation des colonies, notamment aux Amériques, a permis de dégager le capital nécessaire au «décollage» de la révolution industrielle à la fin du XVIIème siècle. À cette époque, un changement radical de perspective économique s’est opéré, détournant le Royaume-Uni du mercantilisme (les colonies considérées comme des marchés captifs et des sources de matières premières à exploiter) au profit du libre-échange (rôle moteur de la concurrence, avantages comparatifs). Le Royaume-Uni a levé peu à peu toutes ses barrières aux échanges commerciaux et financiers et s’est efforcé de convertir le reste du monde à cette idéologie libérale ouvrant la voie à la première mondialisation[[14]](#footnote-14).

Dans ce nouveau contexte, l’impérialisme britannique n’a pas cherché à conquérir systématiquement des territoires mais plutôt à développer, à son profit, des flux économiques, physiques ou financiers, assumant parfaitement l’emploi de la force pour cela. Le comble de ce libéralisme impérial a sans doute été atteint avec les deux guerres de l’opium (1839-1842 puis 1856-1860[[15]](#footnote-15)) puisqu’il s’y est agît d’obliger par la guerre un état souverain, l’empire chinois, à s’ouvrir totalement au libre-échange et donc à accepter les importations d’opium des Indes et de produits manufacturés à bas coûts d’Angleterre. La Chine, qui n’a jamais oublié cette humiliation, a vu son artisanat et sa paysannerie ruinés par la concurrence étrangère et l’inflation tandis que plusieurs millions de sujets devenaient opiomanes.

Mais si la puissance économique est l’objectif premier de l’emploi de la force, elle en constitue aussi un des moteurs. En premier lieu, parce que après la guerre contre les Pays-Bas (1652-1674), le gouvernement britannique a adopté le système financier sophistiqué des Hollandais et a toujours pu disposer de crédits à bas coût de la part d’institutions qui «jouaient» sur la victoire de l’Angleterre[[16]](#footnote-16). Ce système a permis de financer les campagnes mais avec l’obligation que celles-ci soient rentables, ce qui imposait une certaine limitation dans l’emploi de la force (pour en réduire les coûts tout en n’endommageant pas trop le territoire «cible»). Dans cet esprit, l’emploi des «dons en argent» comme outil de «maîtrise de la violence» («la cavalerie de Saint-Georges»[[17]](#footnote-17)) était parfaitement admis du fait de son excellent rapport coût-efficacité par rapport aux expéditions militaires.

Cette vision impériale et libre-échangiste a suscité une génération d’«entrepreneurs» mélangeant prosélytisme protestant et humaniste (Livingstone), entreprises économiques (Cecil Rhodes) et aventures avec des personnages comme l’explorateur Richard Francis Burton (explorateur parlant 29 langues, premier européen à pénétrer à La Mecque ) ou «Gordon Pacha» (général au service de l’empereur de Chine pour mater la révolte Taïping, mort en 1885 en défendant Khartoum contre la révolte mahdiste). Derrière ces quelques noms illustres, les «petits aventuriers», militaires, administrateurs coloniaux, industriels, etc... ont été innombrables constituant les «atomes» assurant la cohésion et la force de l’Empire.

##### Les failles de l’Empire

Cette puissance a fini cependant par créer des fragilités. Au nom du libre-échange le Royaume-Uni est devenu dépendant de ses flux en particulier alimentaires, faisant de la guerre de course une option envisageable pour l’abattre. Le recours à la protection navale s’en est accrue d’autant; or, dans un monde ouvert comme celui de la fin du XIXème siècle tout instrument de projection trop puissant est une menace pour les flux des puissances rivales. Comme le souligne Mahan en 1902: *«la Grande-Bretagne ne peut s’empêcher de contrôler les eaux allemandes par la pure et simple possession des moyens essentiels à sa propre existence en tant qu’État de première grandeur»*. Cette menace a convaincu les Allemands de se lancer eux aussi dans la création d’une flotte de haute mer, enclenchant ainsi une course aux armements qui, avec la guerre des Boers (1899-1901)[[18]](#footnote-18), a soumis le budget britannique à de fortes tensions. Elle a contribué aussi, avec l’impossibilité psychologique de passer à une armée de conscription, à l’incapacité à aller au-delà de la «misérable petite armée» dont se gaussaient les Allemands, et dont la faiblesse a incité ces derniers à se lancer à l’assaut de la Belgique et de la France en août 1914.

##### Enseignements

L’Empire n’est pas le fruit d’une «hyperpuissance» s’imposant au monde mais de l’esprit d’entreprise des sujets de Sa Majesté. Politiques, industriels et militaires britanniques raisonnaient en termes mondiaux et considéraient la mondialisation naissante comme une occasion d’aventures et de profits. Comme les Français mais au contraire des Américains, notamment actuellement, ces hommes s’intéressaient aussi à leurs conquêtes, quitte même à les mythifier. Nombrilisme et impérialisme ne font pas bon ménage.

Comme aujourd’hui, ils ont utilisé l’outil militaire avec un souci de limitations des pertes (tout en les acceptant sans état d’âme) et des dégâts mais aussi, et c’est une différence majeure, sans aucun complexe pour la défense de purs intérêts économiques ou politiques. Dans leur forme et leur culture, les forces armées impériales étaient parfaitement corrélées avec les capacités financières et technologiques du Royaume-Uni et ses objectifs. À cet égard, un effort budgétaire à 3% du PIB semble être un seuil historique en deçà duquel un outil militaire sérieux ne peut se maintenir longtemps faute de base industrielle.

Au regard de cette expérience britannique, on voit bien que «le problème français» actuel relève surtout de la psychologie. Avec une économie ouverte et dépendante d’une multitude de flux, un environnement où la menace vitale avait disparu mais qui restait plein de défis, le Royaume-Uni de 1815 s’est lancé à l’assaut du monde. Dans la même situation nous apparaissons bloqués par nos complexes et nos repentances jusqu’à envisager un repli sur notre sécurité intérieure en contradiction avec la défense d’intérêts propres que nous n’osons même plus évoquer.

# La négation du risque



# *Par le Général (2S) Éric de La MAISONNEUVE[[19]](#footnote-19)*

***Cet article est déjà paru dans «Agir», revue de la Société de Stratégie[[20]](#footnote-20) dont l’auteur est le Président.***

*La Rédaction remercie le Général de La Maisonneuve d’avoir permis aux Cahiers du CESAT de le reprendre pour ses lecteurs.*

**L**a «soute à munitions» du système économique libéral est en train d’exploser! Les pompiers parviendront-ils à stopper les déflagrations avant qu’elles ne transforment notre cadre de vie en champ de ruines? Telle est l’interrogation majeure en cet automne 2008 et rien n’indique – pour l’instant – qu’on doive s’attendre à une accalmie sur le front des explosions. Il faut dire que, si les plans de la soute sont tenus correctement et à jour, en revanche la comptabilité des munitions laisse à désirer: personne ne sait vraiment ce que contiennent les diverses et nombreuses alvéoles. Dans une telle configuration, les secours paraissent bien démunis et leur action fort aventureuse.

La crise de septembre 2008 n’a pas explosé par surprise et dans un ciel calme; depuis des années, tous les clignotants étaient au rouge et les avertissements ne manquaient pas. Pour notre part, c’est à «*la crise financière*» que nous avions consacré le premier dossier de la revue AGIR, en septembre 1999; les articles d’André Cartapanis (*Pour un plus grand contrôle de la libéralisation financière*), de Michel Aglietta (*Fragilité financière, crises et enjeu du contrôle prudentiel*), d’André Orléan (*Contagion spéculative et globalisation financière*), ou de Patrick Artus (*Crise financière récente et crise financière future*) étaient prémonitoires et sont toujours actuels. Est-ce à dire que les avis des experts les plus compétents et les mieux reconnus dans leur spécialité étaient inutiles et que le système courait sur son erre sans aucun garde-fou? Sa propre logique de croissance rendait-il ce système, en outre mondialisé, globalisé, virtualisé, sourd et aveugle à toute analyse raisonnable?

C’est probable et c’est le constat qu’il nous faut faire aujourd’hui d’un système autiste, livré à lui-même, mis en pilotage automatique sans recours possible à un mode alternatif, et dont la chute, à plus ou moins brève échéance, était à la merci d’un incident de parcours. En perturbant profondément les équilibres, l’irruption brutale des pays émergents dans le système-monde – entre autres – a déclenché cet incident, déchaînant la spéculation notamment sur les matières premières et le pétrole. À partir de là, le feu ne pouvait que se propager dans la soute à munitions mondiale, en commençant par les secteurs les plus sensibles, le crédit immobilier en particulier, dont l’explosion a déclenché l’engrenage fatal. S’il paraît inutile de spéculer sur des événements dont personne ne maîtrise ni les tenants ni les aboutissants, en revanche il est indispensable de dénoncer les mécanismes par lesquels cette catastrophe a pu se produire, mécanismes dont il faudra envisager le remplacement à défaut de pouvoir les réparer.

**La responsabilité du risque**

La crise du système économique libéral est due pour l’essentiel à la ***démission du politique***. Depuis 1971 et la fin des parités fixes, puis avec l’abandon par les États de leur souveraineté sur les monnaies, enfin avec la dérégulation des mécanismes financiers, les États occidentaux en général, les États-Unis et la Grande-Bretagne au premier chef, ont laissé les rênes du système économique aux financiers. Ils ont tout simplement démissionné de leurs responsabilités politiques au profit – et c’est le terme exact – de techniciens de la finance, c’est-à-dire d’organismes irresponsables. Ils ont rompu le lien essentiel qui doit exister dans toute société entre risque et responsabilité. Les «politiques», qui se sont rendu coupables de cette désarticulation, se sont défaussés de leurs responsabilités en transférant la quasi-totalité des risques sur des techniciens, financiers et autres banquiers qui, aussi astucieux fussent-ils, n’en sont pas moins, par nature, des irresponsables. Les uns ont dénié leur légitimité sans pour autant en recouvrir les autres: le monde en crise dont nous sommes aujourd’hui les spectateurs inquiets est pratiquement abandonné aux aléas de la conjoncture.

Plus que la financiarisation, plus que l’endettement outrancier et la création de richesses fictives, c’est la «dépolitisation» de nos sociétés qui est en question. Comment, dans des sociétés qui se disent démocratiques, c’est-à-dire dont le mode de fonctionnement est fondé sur le libre choix des citoyens, accepter d’abandonner à la technique, aussi sophistiquée soit-elle, la responsabilité de la vie quotidienne? Une majorité de ces citoyens ne s’y trompe pas d’ailleurs qui ne participe plus aux élections ou qui y vote pour les extrêmes, façons de montrer leur désintérêt ou leur mépris pour un système qui ne les concerne plus.

La démission du politique en matière monétaire et financière a entraîné *ipso facto* l’abaissement de l’État ou son impuissance. En France, on connaît le pouvoir des financiers de Bercy qui s’autorisent, par bien des procédés, à s’affranchir de la loi de finances lorsque celle-ci ne leur convient pas. Les militaires en savent quelque chose, habitués qu’ils sont à voir chaque année le budget de la Défense, pourtant porté par le Gouvernement et voté par le Parlement, systématiquement remis en cause par des annulations ou des reports de crédits. Lorsque le technicien de Bercy se croit en droit d’influencer la politique de la nation, c’est que quelque chose ne fonctionne plus dans notre belle république française.

Dans un pays où la société civile est insuffisamment structurée, ou dont les organismes comme les syndicats sont insignifiants et archaïques, la rigidité de l’État liée au défaut de politique laisse le champ entièrement libre aux technostructures, c’est-à-dire au matérialisme le plus brutal et aux intérêts corporatistes. Lorsque le politique s’effondre et que le technicien s’empare en quelque sorte du pouvoir, alors il s’agit du pouvoir de l’*avoir*, d’un monde sans vertu ni idées dans lequel tout est possible par définition et dont une grande partie est nécessairement factice. Si la politique est, comme le disait Huxley, «la science du bonheur humain», alors sa disparition nous cantonne dans la quête du seul bien-être et dans la satisfaction de besoins matériels, par nature toujours inassouvis.

## Un monde aseptisé

Nous avons laissé se constituer, depuis une trentaine d’années et surtout depuis que la fin de la guerre froide nous a fait croire à la fin de l’histoire, une société artificielle, fondée sur du vent, celui des promesses électorales et des valeurs virtuelles, celles de richesses potentielles mais inexistantes. Dans ce type de société, tout est garanti: nous sommes assurés de la naissance à la mort pour tout ce qui pourra survenir, que ce soit fortuit ou volontaire. Ainsi, si vous vous mettez en tête d’entreprendre l’escalade du Mont Blanc, course estivale réputée facile mais nécessitant un bon entraînement et une connaissance sérieuse de la haute montagne, vous savez qu’en cas de défaillance ou d’accident l’hélicoptère du PHM viendra à votre secours au nom de la solidarité et des principes intangibles du secours en montagne. Quels sont donc le goût de la liberté, le sens de l’engagement, l’étalon même du courage, lorsque le risque est masqué, dissous, annihilé?

On nous fait croire partout, et les médias véhiculent cette croyance, que le monde moderne est un monde où les risques sont maximaux et permanents. Rien n’est plus faux que cette assertion. Que nous vivions dans un monde profondément injuste, cruel et désespérant pour les plus faibles et les naïfs, est – hélas – une évidence, mais ce monde ne cesse d’être aseptisé par tous les marchands d’illusions. Qu’est-il donc arrivé aux citoyens américains livrés aux intermédiaires immobiliers? «Vous n’avez ni logement ni moyens financiers pour vous loger! Peu importe, nous allons vous procurer ce que l’État est bien incapable de vous fournir et nous allons pratiquement vous l’offrir. Il suffit de tirer des traites sur l’avenir, avenir sur lequel vous n’avez aucune prise. Le seul risque pour vous, si vous ne pouvez rembourser le prêt bancaire, c’est de vous retrouver dans la rue, c’est-à-dire dans la situation de départ; ce risque est donc quasi nul». De garantie en assurance, le citoyen devenu consommateur peut faire ce qu’il veut – ou presque: il est libre de prendre tous les risques, les plus insensés, puisqu’il ne «risque» rien ou si peu. C’est ainsi qu’en France, pendant des décennies, chaque chauffard, s’il souscrivait un contrat d’assurance, était libre chaque dimanche de Toussaint ou de Pentecôte de tuer ses compatriotes sur les routes. Qu’on s’étonne aujourd’hui de devoir placer des radars par milliers sur ces lieux de carnage!

Pourtant, il est avéré que l’accélération du temps et la complexification des sociétés modernes accroît dans tous les domaines la part du hasard et donc des risques encourus; de la même façon, la multiplication des activités et des déplacements augmente mécaniquement les chances – ou les malchances – d’un accident. Si on reprend l’exemple financier et la gravité des problèmes qu’il fait surgir aujourd’hui devant nous, il est évident que cet «Himalaya» de produits financiers plus ou moins pourris, car liés à des insolvabilités foncières, a fait prendre à tous les banquiers qui ont joué à cette roulette russe des risques ahurissants. Mais, comme je l’ai dénoncé plus haut, aucune autorité politique légitime ne s’est opposée à ces irresponsables, bien au contraire, car, même en trichant et en empochant des bénéfices fabuleux, ces banquiers faisaient le boulot que les politiques étaient incapables de faire. Conscients toutefois de jouer avec le feu, ces mêmes banquiers ont alors inventé la «machine à dissoudre le risque». Plutôt que d’assumer des responsabilités qui n’étaient d’ailleurs pas les leurs, ils ont découpé et dilué leurs produits pourris en tranches fines et les ont glissés dans la masse innombrable des produits créés par la spéculation; ils ont ainsi contaminé le monde entier. Ils y ont été en outre encouragés par de nombreux analystes qui avaient perdu le sens commun, par les copains que l’avidité du gain rendait aveugles aux réalités, en réalité par tout un système qui s’était mis à marcher sur la tête. La morale de l’histoire, si morale il peut y avoir, c’est qu’on ne peut ni jouer avec le risque ni faire semblant de l’ignorer. On ne peut avoir la liberté sans le risque. Mais il faut avoir le courage de le mesurer, de l’évaluer et de l’assumer. Mais, pour ce faire, il faut être responsable. Or, le seul qui soit légitime et donc responsable – qui doit «répondre» devant les citoyens – c’est le politique.

Que le monde soit dangereux, que la vie soit tragique, nul ne peut et ne doit le nier. Cela dit, l’honneur de l’homme, face aux risques de l’existence, qu’ils soient naturels et impondérables, qu’ils soient dus à nos propres erreurs d’appréciation, est d’avoir le courage de les affronter.

## La liberté et le risque

Dans ces conditions particulièrement incertaines, il n’est guère étonnant que le politique se soit empressé de faire inscrire le principe de précaution dans le préambule de la Constitution. Cette démarche, par ailleurs fort argumentée, reflète parfaitement le désordre intellectuel et le désarroi moral dans lequel nous nous trouvons. Tout principe de précaution bu, nous allons subir la pire crise de l’histoire moderne. Ce principe n’a aucun sens dans un système où «les coupables ne sont pas responsables», selon l’adage fameux d’une de nos anciens ministres.

Comment, lorsque l’orage sera passé et que nous en aurons compté les victimes et les dégâts, remettre le système sur ses pieds et le rendre à nouveau viable? Sur le plan pratique, il y aura beaucoup de réunions et de discours, peut-être des mesures de régulation et des règles prudentielles pour mieux encadrer l’imagination créatrice et calmer les ardeurs des financiers. Sur le plan des principes, il faudrait réaffirmer l’ordre normal des choses. Autant il paraît vain de proclamer la moralisation nécessaire du capitalisme, celui-ci ayant pour seule vocation d’être efficace, autant il paraît utile d’appliquer strictement à nos sociétés le principe de subsidiarité: que chacun assume les responsabilités de son niveau et évite la confusion des genres.

Les démocraties libérales sont des régimes où doit prévaloir la primauté du politique. Nous appartenons en théorie à des *sociétés politiques*, dont la raison d’être et l’idéal sont le «bonheur humain». Ces objectifs ne peuvent en aucun cas être confiés à des techniciens, aussi talentueux soient-ils; ceux-ci doivent rester à leur place, c’est-à-dire au service de la société. Comme disait un slogan congolais éculé: «servir et non se servir». Nous avons laissé les financiers – et beaucoup d’autres – se servir de façon scandaleuse, sous prétexte de risques considérables qui, dans la réalité, n’existaient pas pour eux, puisqu’ils les avaient dissimulés et transférés en douce sur le dos des citoyens, en l’occurrence les contribuables.

Le politique, et pas nécessairement la structure étatique, lourde et enfermée dans ses rigidités, doit reprendre la main, affirmer son autorité et maintenir des liens permanents avec les citoyens – le referendum est fait pour cela. S’agissant de la conduite des nations et des difficultés considérables qu’elle induit dans ce début de XXIème siècle et surtout dans la crise systémique dans laquelle nous sommes précipités, le politique a pour fonction principale de nous éclairer sur les pistes praticables, d’éviter les plus périlleuses et, pour le reste, de choisir entre les inconvénients. Le politique a pour responsabilité principale d’évaluer les risques. À nous, experts et analystes, de lui fournir des travaux objectifs et de lui proposer des idées innovantes.

**\***

**\* \***

La survie de nos régimes politiques – les démocraties libérales – dépendra sans doute de la manière dont cette crise sera gérée. Il n’est pas insensé d’être pessimiste, connaissant le tropisme des systèmes à se reconstituer selon leurs tendances propres. Mais il n’est pas interdit de rêver et de croire que nous pourrons affirmer à la fois la liberté comme principe fondamental et la capacité d’en assumer les dérives et aussi les risques. Être libre ne signifie pas pouvoir faire n’importe quoi et le faire payer ensuite par la collectivité. Être libre suppose d’abord d’avoir l’intelligence du monde et d’y trouver sa place; être libre a nécessairement un prix, qui est celui de la responsabilité et du courage de l’assumer. Vaste programme!

# La crise contemporaine

# internationale[[21]](#footnote-21),

**Origine, développement et sortie**



*Par Madame Denise FLOUZAT OSMONT d’AMILLY[[22]](#footnote-22)*

**L**a crise que nous vivons choque par le niveau d’illusion (croire ou faire croire à l’augmentation sempiternelle des prix de l’immobilier américain), de naïveté (croire à l’autorégulation de financiers dépourvus d’appétit de profits extrêmes), d’incompétence s’alliant à un haut degré de sophistication des instruments, tout cela conduisant finalement à une perte de vue totale de la notion de risque.

L’histoire paraît invraisemblable. En fait, les excès de la finance sont la conséquence de déséquilibres économiques profonds au sein d’une économie mondialisée entre pays développés (États-Unis principalement) et pays émergents (Chine notamment) à l’abri d’une large liquidité issue de ces déséquilibres. On va essayer de démêler cet écheveau en analysant les causes, les différentes phases et les conditions de la sortie de la crise.

### **L’environnement: la globalisation financière**

La décennie 1990-2000 a été marquée par un changement majeur qui constitue un nouvel environnement affectant particulièrement le domaine monétaire: la globalisation des marchés financiers. Le processus de mondialisation des économies, en forte accélération depuis la décennie 1980-1990, s’appuie sur l’intégration financière mondiale obtenue grâce à la formation progressive d’un marché unique des capitaux. Sans doute est-il difficile de dater de façon précise cette nouvelle logique financière internationale. Des changements institutionnels dans les années 1980 ont progressivement effacé les différences entre marchés internes et marchés internationaux. Aux États-Unis, le poids grandissant des actionnaires, la montée en puissance des fonds de pension susceptibles de mobiliser des montants très importants, ont permis la construction d’une économie de plus en plus «financiarisée». L’économie mondiale est entrée, très progressivement et sans rupture, à la suite des États-Unis dans un monde nouveau, celui de la finance globale.

La globalisation financière se définit par la mise en place d’un marché unifié de l’argent. Le processus de globalisation s’est fondé sur la révolution intervenue dans les techniques de l’information qui sont au cœur des circuits monétaires et financiers modernes. L’argent circule, grâce aux nouvelles technologies, quasi instantanément. Les notions de temps et d’espace se trouvent par-là même effacées. La diffusion de ces techniques les étend progressivement à un nombre de plus en plus grand d’individus. Leur usage s’est développé avec la baisse du coût du traitement de l’information et des télécommunications de longue distance. La montée en puissance de l’Internet met en contact un nombre grandissant d’entreprises, d’institutions et d’individus.

La révolution technologique a permis l’application de l’informatique aux opérations de banque et aux transactions sur les marchés financiers ainsi que l’électronisation des flux monétaires. Ces *innovations de processus* ont facilité les innovations financières proprement dites, portant sur des *innovations de produit* sous forme de nouveaux actifs financiers. Les années quatre-vingt ont connu un développement très rapide des marchés de ces produits aux États-Unis, puis sur toutes les places financières.

La levée des contrôles des mouvements de capitaux et celle des contrôles des changes ont contribué à la mise en place d’une intégration financière au plan international, donc de la globalisation. Elle a été assurée aussi par deux processus:

* la *déréglementation* avec levée des dispositifs de contrôle des mouvements de capitaux permettant le passage d’un système financier contrôlé par le secteur officiel à un système dominé par les forces du marché.
* *la désintermédiation*: l’action des innovations se traduit par la réduction du rôle des intermédiaires financiers (banques) ou plus exactement par l’évolution de leur rôle au plan interne et au plan international. Leurs activités relèvent moins de la fonction d’intermédiaire entre prêteurs et emprunteurs alors que s’accroissent leurs activités propres sur les marchés. S’est ainsi développé, par exemple dans les banques françaises, dites universelles, à côté du département de banque de particuliers (*retail*) un département de banque de finance (BFI). Pendant les dernières années ce dernier a assuré des profits importants; la crise venue, c’est le département de *retail* qui assure le soutien des banques.

La globalisation ainsi que les innovations financières présentent des avantages mais aussi des risques. Le développement des marchés a conduit à une augmentation de la part des actifs de marché (actions, obligations, titres du marché monétaire) dans le patrimoine des agents non financiers. Le volume des flux de capitaux transfrontières a progressé à un rythme remarquable. La globalisation a accru la compétitivité du système financier international et aussi sa liquidité. Elle a facilité aussi laconvergence des objectifs et des instruments utilisés par les stratégies monétaires. Le recentrage vers l’objectif final de stabilité des prix est devenu une exigence fondamentale des marchés financiers.

Cependant les mouvements rapides des flux de capitaux leur confèrent fréquemment un caractère instable. L’intégration des marchés a entraîné, en effet, de plus fortes fluctuations des prix des actifs financiers. L’interconnexion qui existe entre les différentes places financières risque de les généraliser au monde entier. Des mouvements grégaires d’opérateurs de marché peuvent entraîner les cours des actifs mobiliers (actions, obligations) du plus haut au plus bas, des *bulles* aux *krachs*. Ces tensions peuvent être amplifiées par des variations importantes de taux de change. Le fonctionnement des marchés de capitaux est ainsi perturbé par une grande volatilité des cours qui peuvent dégénérer en crises financières:

* crise asiatique en 1997-1998: à la suite du bath thaïlandais, les monnaies de la région décrochent vis-à-vis du dollar; des plans de redressement sont mis en place sous l’égide du FMI en contrepartie d’une mise à disposition de 110 milliards de dollars mobilisés auprès de la communauté financière internationale; crise de la Russie qui se déclare en cessation de paiement sur sa dette à court terme et dévalue le rouble le 15 août 1998. Risque de crise financière et monétaire internationale, consécutive à la crise asiatique, endiguée grâce au sauvetage du fonds spéculatif (*hedge* *fund*) LTCM et à la baisse des taux d’intérêt décidée par la banque centrale américaine, la Fed.
* éclatement de la bulle boursière en 2000 née sur les marchés américains, stimulés depuis 1996 par les nouvelles technologies, et étendue à l’ensemble des marchés des pays développés.
* éclatement de la bulle d’endettement créée aux États-unis; cet éclatement est à l’origine de l’actuelle crise généralisée au monde entier.

**Les causes de la crise**

L’économie mondialisée a connu une longue période de croissance sur fond de libéralisation des marchés financiers et d’intégration mondiale des économies incluant les pays émergents et notamment de grands pays, Chine, Inde, Brésil. Mais, la croissance de la dernière décennie s’est nourrie des excès d’endettement des pays développés (notamment les États-Unis) obtenus grâce à une large liquidité mondiale et bon marché. Cette abondance de liquidité a suscité les prises de risque financier exagérées avec effets de levier croissants; l’inflation du prix des actifs mobiliers et immobiliers a été la face apparente de la *bulle d’endettement* qui se constituait. Dans ce contexte, la chute du marché immobilier aux États-unis n’a été que le catalyseur d’un ensemble d’inconscience et de refus des réalités. Une bulle dans les esprits s’était développée; tout était devenu possible dans l’oubli total du risque: prospérité dopée par des taux d’intérêt faibles, par des déficits budgétaires, par des taux de profit et de rentabilité croissants, par des rémunérations et bonus grandissants particulièrement dans le monde financier…Le krach est toujours l’aboutissement des bulles et débouche sur la crise qui se développe depuis 2007 en plusieurs étapes.

**Les étapes de la crise**

Unepremière phase a concerné la liquidité du système financier, une deuxième sa solvabilité même, la dernière a vu la diffusion de la crise à l’économie réelle.

## *Première phase: la recherche frénétique de liquidités*

Cette crise de liquidité est apparue le 9 août 2007, lorsque la banque centrale européenne, la BCE, s’est trouvée dans l’obligation d’injecter, à titre provisoire, 300 milliards d’euros alors que les banques commerciales, prenant soudain conscience de leurs propres imprudences, cessaient de se prêter sur le marché interbancaire où s’échangent normalement leurs excédents et leurs déficits. S’ouvrait ainsi une apparente énigme: comment l’illiquidité des marchés pouvait-elle survenir dans un monde caractérisé par d’énormes liquidités? Cette interrogation résulte de la méconnaissance de concepts de base, à commencer par celui de liquidité. Il faut, en effet, distinguer:

* la *liquidité macroéconomique*, c’est-à-dire la quantité d’actifs monétaires disponibles dans l’économie. Elle se caractérise par une certaine permanence, voire même par leur accroissement, c’est le cas des réserves de change des pays émergents.
* la *liquidité de marché* c’est-à-dire la capacité du marché à absorber des ventes d’actifs rapidement, sans baisse des prix. Elle peut manifester une éventuelle fragilité puisqu’elle dépend de la confiance dans la qualité des actifs échangés ou des contreparties.
* la *liquidité bancaire* c’est-à-dire la capacité des banques à faire face à leurs engagements ou à pouvoir dénouer ou compenser leurs positions. Elle dépend de plus en plus de la liquidité de marché en raison de leur recours accru aux financements de marché et à l’importance de leurs engagements hors bilan.

Il n’y a pas d’énigme: un assèchement de la liquidité des marchés peut intervenir à la suite d’une perte de confiance alors même que la liquidité globale de l’économie semble importante. La baisse de crédibilité d’un acteur peut entraîner la perte de confiance générale. Un système largement désintermédié, financé pour une part importante sur les marchés, est plus fragile qu’un système intermédié même soumis au risque de ruée sur les dépôts bancaires.

Dans ce nouveau système, qui a été défaillant? Tous les participants au marché en raison d’un manque général de vigilance, la notion de risque ayant pratiquement disparu de la pensée et du vocabulaire, dans le contexte de la forte liquidité mondiale et de la fascination pour les nouveaux instruments mis au point par l’ingénierie financière et notamment celui de la *titrisation*. Cette technique permet de rendre négociables sur un marché financier des créances inscrites à l’actif d’un agent économique (par exemple pour une banque, deviennent liquides des crédits immobiliers par définition illiquides puisque consentis à long terme). La titrisation peut concerner des crédits aux ménages (logement, crédit à la consommation, cartes de crédit, automobile, prêts étudiants…) ainsi que des crédits aux entreprises.

Cette technique, non condamnable en elle-même, a été employée aux États-Unis notamment pour découpler le crédit immobilier entre l’«originateur» d’un crédit dit *subprime* (l’emprunteur appartenant aux populations à faible revenu) et le prêteur final. Titrisées par les banques, les *subprimes* ont été regroupées avec d’autres créances et logées dans des structures ad-hoc, hors des bilans bancaires. Elles ne se trouvaient pas ainsi soumises au ratio de solvabilité exigé par la régulation internationale (ratio Cooke dit Bâle 1), ce qui permettait aux banques de faire, grâce à ces opérations, plus de crédits qu’elles n’auraient pu en faire dans le cadre prudentiel. Les structures mises en place lors de la titrisation ont pu financer les crédits en émettant des bons à court terme, pratiquant ainsi une transformation des échéances toujours redoutable parce que les titulaires de papier à court terme veulent être remboursés à leur échéance alors que les crédits ont pu être faits à moyen ou long terme. Comme la rentabilité de ces bons s’est révélée nettement supérieure, en période de faible taux d’intérêt, à celle des instruments traditionnels, de nombreuses institutions, fonds de pension, caisses de retraite, hedge funds…et même banques les ont achetés, les plaçant finalement auprès de leur propre clientèle.

La titrisation est entrée en crise à la suite du retournement du marché immobilier aux États-Unis: chute des prix cumulative, défaut des emprunteurs, contamination des différentes tranches de titrisation…Les structures ad-hoc n’ont pu refinancer le papier arrivé à échéance, provoquant une recherche frénétique de liquidité. Nombre de produits structurés considérés comme toxiques ne trouvaient plus preneur et perdaient leur valeur. Les modèles mathématiques de valorisation de ces produits ont donné une fausse impression de liquidité. La valeur de ces instruments s’est effondrée en raison des écarts entre leurs vrais prix (quand il a été possible d’en lire un) et les prix estimés par les modèles.

Qui sont d’ailleurs les investisseurs, qui sont les prêteurs? Des banques mais aussi des établissements non bancaires (par exemple, aux États-Unis, les courtiers, vendeurs de *subprime*). Les uns et les autres ont été défaillants dans la surveillance du risque de crédit. Les établissements non régulés, comme les courtiers américains, n’ont pour objectif que la collecte de commissions. De leur côté, les banques disposant des mécanismes de transfert du risque de crédit (*titrisation*) ont été moins incitées que par le passé à examiner un tel risque. De leur côté, les agences de notation, fortement impliquées dans la conception des produits structurés, n’ont pas joué leur rôle normal d’information auprès des banquiers. Le risque de crédit n’a pas été ainsi correctement évalué par les différents acteurs le long de la chaîne de titrisation du débiteur initial au détenteur final de ce risque. L’incendie venu, les banques centrales ont baissé leurs taux directeurs pour faire baisser l’ensemble des taux d’intérêt et fourni les liquidités aux établissements bancaires. Mais elles-mêmes se trouvent en porte à faux: pour protéger la stabilité financière du système, elles ne sanctionnent pas l’imprudence de certains d’entre eux (*alea moral*). Enfin, elles ne disposent pas de moyens spécifiques de prévention des risques, hormis des incantations tenant lieu d’avertissement.

#### **Deuxième phase: la crise de solvabilité**

La situation a évolué en septembre 2008: le système financier lui-même s’est trouvé mis en cause. À la crise de liquidité est venue se superposer une crise de solvabilité du système financier, risquant de dégénérer en crise systémique, cela à la suite de trois chocs. Submergées sous les *subprimes*, Freddie Mac et Fannie Mae, deux agences privées mais sous garantie du gouvernement américain, en charge de faciliter le financement des crédits immobiliers, ont du être sauvées par les pouvoirs publics. Il en a été de même pour le grand assureur American International Group, AIG. Mais le plus grave des chocs vint de la faillite de la banque Lehman Brothers, provoquant une panique générale dans l’ensemble du système financier. Les pouvoirs publics américains ne sont pas intervenus pour l’éviter, estimant nécessaire qu’un exemple montrât que toutes les banques ne pouvaient être exonérées de leur mauvais comportement. Cette décision, inattendue par les milieux financiers, entraîna aux États-Unis une aggravation de la crise du marché interbancaire, un plongeon des bourses et la recomposition du secteur bancaire. Pour les banques américaines, la baisse de leur portefeuille boursier, le poids de produits impossibles à valoriser en l’absence d’acquéreurs, les ont conduites à déprécier leurs actifs. Elles ont également réintégré certains actifs parce que le risque de réputation devenait trop grand. Finalement, une crainte générale s’est répandue, celle du resserrement du crédit par les banques à l’égard des entreprises et des ménages, le *credit crunch*.

À l’automne 2008, la crise devient universelle, donnant à la situation contemporaine sa spécificité: c’est la première crise financière mondiale. En Europe, la contamination de la crise se manifeste de façon brutale lors de la semaine noire boursière du 6 au 11 octobre 2008, les banques sont à leur tour atteintes, ayant elles-mêmes participé à la débauche des produits financiers douteux. L’Asie, et d’une manière générale, les pays émergents semblaient pouvoir bénéficier d’un découplage par rapport à l’Occident leur permettant même de contribuer à sa sortie de crise et à sa relance. Bien au contraire, on assiste à la propagation financière de la crise: effondrement des bourses, rapatriement de capitaux entraînant la hausse du yen.

Devant les impressionnants dégâts de la crise bancaire, les pouvoirs publics viennent à la rescousse. Les premières formes de l’aide publique ont consisté dans des interventions au cas par cas, mais devant l’intensité de la contagion, ils ont reconnu la nécessité d’avoir une vue globale. L’Eurogroupe du 12 octobre auquel s’était joint le Premier ministre britannique, Gordon Brown, a défini un cadre d’intervention général, aménagé en fonction des spécificités nationales. Étendu aux 27 pays de l’Union Européenne, ce plan global de recapitalisation des banques et de garanties publiques porte sur un montant d’environ 1.700 milliards d’euros. Il s’agit d’une somme qui ne sera probablement – heureusement – jamais mobilisée, mais c’est un ordre de grandeur qui est donné pour l’ensemble du plan, chaque pays étant censé adopter un plan particulier compte tenu de ses spécificités. Les gouvernements ont utilisé une palette d’instruments allant de la garantie de l’endettement bancaire à la nationalisation des banques en difficulté. La création de structures de «defeasance» (*bad banks*) où seraient cantonnés les produits douteux jusqu’à leur éventuelle liquidation est aussi envisagée.

Le plan adopté en France comprend deux volets:

* Le premier vise à soutenir les banques dans leur fonction de financement de l’économie: il s’agit de permettre à la Société de Financement de l’Économie Française, la SFEF, d’émettre des emprunts garantis par l’État. Trois émissions ont été lancées de novembre 2008 à janvier 2009 afin d’aider à la formation de la liquidité bancaire en sus de celle mise à disposition des banques par la BCE.
* Le second volet a pour objectif de renforcer les fonds propres des banques par une recapitalisation par l’État n’impliquant pas que les pouvoirs publics participent à la gestion des banques mais l’État bénéficie d’une rémunération des capitaux prêtés. Deux recapitalisations des principaux groupes bancaires français ont eu lieu à fin janvier 2009, la seconde sous condition de la renonciation des dirigeants à leur bonus pour 2008.

La deuxième partie de l’action des pouvoirs publics devrait progressivement se mettre en place, celle de la régulation financière, cela afin d’éviter que les excès passés ne se reproduisent. À cette fin, le G20 des 14 et 15 novembre a tracé des pistes de travail en vue d’une nouvelle réunion à Londres en avril 2009 qui devrait aboutir à la mise en place de réformes des systèmes financiers. La crise actuelle, partie de l’immobilier américain est devenue financière et mondiale. Elle appelle le retour à une certaine régulation, elle-même à mettre en place de façon modérée et assez fine car le retour brutal à une économie ré-intermédiée, trop contrainte par la surface financière des banques, freinerait la croissance qui, il faut bien le reconnaître, a été financée les dernières années par les innovations financières.

On espérait, fin 2008, que les banques avaient essuyé le pire et qu’elles pouvaient, grâce aux interventions publiques massives accordées à nombre d’entre elles, se concentrer sur leur métier de base, le financement de l’économie. Or, 2009 s’ouvre sur la nécessité de procéder, en Allemagne, à une série de nationalisations partielles pour l’ensemble constitué par Commerzbank et Dresdner Bank, pour Hypo Real Estate, ainsi que sur l’annonce de la perte de 5 milliards d’euros de la Deutsche Bank. Aux États-Unis, Citigroup est obligé de céder 600 milliards d’actifs; Bank of America a beaucoup de mal à absorber comme prévu Morgan Stanley. Cette deuxième vague de crise bancaire aiguë, après celle septembre-octobre 2008, inquiète d’autant plus qu’elle peut se poursuivre avec les défauts d’entreprises touchées par la crise de l’économie réelle.

#### **Troisième phase: la diffusion de la crise à l’économie réelle**

Cette diffusion s’opère à la suite de la détérioration des anticipations des entreprises et de la diminution du moral des ménages, entraînant freinage de la consommation et de l’investissement. En positif, cette situation détermine le ralentissement de l’inflation, contribuant à l’éclatement des bulles sur les prix des matières premières et du pétrole qui passe de 147 dollars, à son pic du mois de juillet 2008, à 40 dollars début janvier 2009, ruinant les spéculateurs à la hausse du baril mais posant aussi de graves problèmes à la Russie. Globalement, on assiste au développement d’une récession avec le risque d’une véritable crise dépressionniste. Aux États-Unis, l’entrée en récession a eu lieu au 4ème trimestre 2007, suivie par la zone euro au 3ème trimestre 2008 et notamment par l’Allemagne, frappée de plein fouet par le ralentissement des exportations. En Chine, production et exportations ralentissent déterminant une baisse du PIB au 4ème trimestre 2008 par rapport au 3ème. La hausse du yen et la diminution des exportations plongent aussi le Japon dans la crise. L’économie française n’apparaît pas alors encore en récession mais tous les indicateurs avancés annoncent un repli de l’activité comparable au moins à la récession de 1993.

La chute de Lehman Brothers, le coup de frein brutal de la croissance mondiale ont fait naître des craintes d’apparition d’une situation de déflation caractérisée non seulement par la baisse des prix mais par la baisse de la totalité des indicateurs, production, investissement, emploi…La menace parait si grave qu’un front anti-déflation s’est constitué dans le monde entier. Il s’agit de lutter contre les anticipations de baisses de prix futures, les agents économiques repoussant leurs décisions d’achat ou d’investissement. Il faut aussi alléger la contrainte de liquidité des agents surendettés, amortir la chute des prix d’actifs risquant d’aggraver la détérioration des bilans bancaires avec pour conséquence le blocage du crédit et une chute supplémentaire d’activité. Deux leviers sont utilisés dans le domaine monétaire et dans le domaine budgétaire.

Des baisses de taux directeurs ont pour objectif de favoriser la consommation au détriment d’une épargne rendue peu attractive et de peser sur l’ensemble des taux à moyen et long terme afin de stimuler des décisions d’investissement. Mais le dysfonctionnement des marchés est si généralisé et l’aversion au risque si fort que les mécanismes de transmission de la politique monétaire ne jouent plus. Les banques centrales ne cessent de baisser leurs taux, la BCE à 2% le 15 janvier 2009 suivant la Banque d’Angleterre qui l’a réduit à 1,5%; la Fed a même adopté la ZIRP, politique de taux zéro, et la Banque du Japon s’est résignée à revenir à cette politique (taux directeur à 0,1%) alors qu’elle avait eu beaucoup de mal à en sortir après une expérience de ce type de 1998 à 2006. Ayant ainsi épuisé toutes ses munitions, la Fed se trouve contrainte d’utiliser une série d’outils non conventionnels pour «reflater» l’économie: le *Quantitative Easing* ou assouplissement quantitatif. Elle achète des titres finançant non seulement le logement mais les crédits automobiles, les cartes de crédit, les prêts étudiants, les prêts aux PME…Ces acquisitions (à l’actif du bilan de la Fed) sont financées par la création monétaire (au passif). Il en résulte un accroissement du bilan de la banque centrale et une augmentation corrélative des réserves excédentaires des banques, ce qui devrait les inciter à prêter davantage aux entreprises et aux ménages. Encore faut-il que les banques puissent prêter, compte tenu de l’accumulation de leurs difficultés contraignant leurs fonds propres, et que se manifeste une demande de crédits.

Devant les difficultés rencontrées par l’utilisation de l’arme monétaire, les pouvoirs publics recourent massivement à l’arme budgétaire. Les estimations des levées de dette donnent le vertige. Le plan Obama ajoute 825 milliards de dépenses de relance au déficit préexistant. Le gouvernement chinois, après avoir lancé une politique restrictive contre la surchauffe (13% de croissance du PIB en 2007), tente lui aussi une relance devant la baisse de la demande d’exportations. Dans la zone euro, tous les États se résignent à lancer des plans de relance, même l’Allemagne avec 50 milliards d’euros, la France avec 26 milliards, plans qui mettront à mal les finances publiques.

Dès 2009, 1.000 à 1.500 milliards de dettes nettes supplémentaires des États-Unis et des pays européens vont arriver sur le marché. Une bulle des emprunts publics serait-elle en train de se former avec des risques d’explosion? Or, début 2009, les gouvernements peuvent émettre des montagnes de dette sur des marchés financiers à de faibles taux: près de 2% pour l’emprunt à 10 ans américain, en dessous de 3% pour le taux allemand. Face aux risques de dépression mondiale, les investisseurs cherchent la sécurité des obligations d’État, en différenciant bien les signatures: en Europe, la Grèce, l’Espagne, doivent rémunérer les investisseurs par des taux d’intérêt plus élevés que l’Allemagne. Se dessine le risque de krach obligataire (forte hausse des taux) dès que l’aversion au risque diminuerait, portant les épargnants vers d’autres placements. Le krach obligataire serait d’autant plus fort que le risque d’inflation se manifesterait. À la crise de l’endettement privé succéderait la crise de la dette publique avec le risque d’une inflation qui permettrait de réduire la valeur des dettes. Les créanciers paieraient l’addition et notamment la Chine. Ce scénario qui n’est pas nécessairement le plus probable, le Japon en monétisant sa dette n’a pas réussi à relancer l’inflation, ne peut être adopté par la BCE car, aux termes du traité de Maastricht, il lui est interdit de monétiser toute dette. En principe…

La réflexion sur la sortie de crise implique que l’on se souvienne de son origine: la croissance de ces dix dernières années s’est nourrie d’un faux équilibre mondial entre endettement provenant principalement du secteur financier et des ménages américains *et* épargne essentiellement asiatique le finançant. Cet équilibre a explosé avec le déclenchement de la crise financière contemporaine. La phase d’ajustement est violente. Elle conduira d’abord à une nouvelle réintermédiation avec des banques qui devront refinancer, elles-mêmes, plus d’actifs ainsi qu’à leur nouvelle supervision. Mais le rééquilibrage global ne s’opérera qu’à partir de mutations profondes telles celles de l’augmentation de la consommation en Chine et de l’épargne aux États-Unis. Pour être réussies, c'est-à-dire pour ramener l’économie à une croissance mondiale plus soutenable, ces mutations doivent être le résultat de politiques coopératives entre États; les réunions du G20 peuvent en constituer l’amorce.

# Le nouveau contexte

# géostratégique et l’avenir

# des armes nucléaires françaises[[23]](#footnote-23)



*Par le Général de corps aérien (2S) Michel FORGET*

*correspondant de l’Académie des sciences morales et politiques*

**J**e vais vous présenter quelques réflexions sur le rôle et le devenir de nos armes nucléaires dans le nouveau contexte géostratégique d’aujourd’hui, sujet qui peut paraître curieux. Alors que la France est engagée dans de nombreuses opérations de «maintien de la paix», dans les Balkans, au Moyen-Orient, en Afrique, opérations somme toute mineures, même si elles sont difficiles et de longue durée; alors que nos forces ont à faire face en Afghanistan à un adversaire faiblement armé dont le style, à certains égards, en rappelle un autre que l’on a connu outre-Méditerranée il y a de cela un demi-siècle; alors que depuis le 11 septembre le terrorisme de masse provoqué par des groupes insaisissables est au premier plan de nos préoccupations, vous pouvez vous demander ce que vient faire l’atome militaire dans un tel contexte.

**Le nucléaire et la guerre froide**

Il faut bien voir en effet ce qu’est l’arme nucléaire. Cette arme, c’est d’abord, dans notre mémoire collective, Hiroshima: un avion, une bombe, une ville détruite en une fraction de seconde. C’est cette contraction du volume des moyens engagés comparée à l’énormité et à l’instantanéité des dommages qui fait de cette arme une arme de terreur. Encore ne s’agissait-il que d’une bombe de quelques 18 kilotonnes. Avec l’augmentation de la puissance – la mégatonne vers le milieu des années 1950 – on en est venu peu à peu à la conclusion fondamentale que cette arme pouvait être en mesure d’arrêter le bras armé d’un adversaire par la seule menace de son emploi. La dissuasion nucléaire était née.

On comprend d’emblée que cette dissuasion n’a de réalité que si, dans une crise donnée, la valeur de l’enjeu est à la mesure de la gravité de la riposte envisagée. Cette condition était parfaitement remplie pendant la guerre froide. Deux blocs – je schématise – représentant deux idéologies opposées, capitalisme et socialisme, s’affrontaient. Chacun d’eux était persuadé que l’autre était prêt à l’anéantir. En conséquence chacun se déclarait prêt à anéantir l’autre, afin que les choses ne bougent pas. Équation stratégique effrayante. Des armées considérables largement dotées d’armes nucléaires couvrant toutes les gammes de portée se faisaient face, figées dans leur position d’attente, sur notre continent coupé en deux. Elles étaient là essentiellement pour valoriser, par la vigueur de leur engagement en cas d’attaque de l’adversaire, la menace de l’apocalypse nucléaire. Cela a duré près de quarante ans, quarante années de paix en Europe, une paix armée certes, mais une paix quand même. La dissuasion a été efficace.

Si elle l’a été, ce fut aussi grâce au sang-froid dont ont su faire preuve les chefs d’État responsables de la conduite de cette stratégie difficile, la dissuasion, stratégie du «bord du gouffre». Le compliment s’adresse aussi aux Soviétiques, lesquels n’admettaient pas, dans leurs discours officiels, le concept de dissuasion, mais en jouaient parfaitement le jeu. La crise de Cuba en a donné la preuve.

En 1962, en effet, quand les Soviétiques ont déployé là-bas des missiles braqués sur le territoire des États-Unis, on a frôlé la catastrophe, évitée grâce à la maîtrise d’eux-mêmes dont ont fait preuve aussi bien Kennedy que Khrouchtchev. Le premier – Kennedy – a su se montrer ferme et résolu tout en évitant toute réaction trop brusque qui ne laisserait aucune porte de sortie au second; le second – Khrouchtchev – a su prendre la mesure de la gravité de la crise ainsi provoquée et a montré qu’il savait «jusqu’où ne pas aller trop loin»... Et les Soviétiques de retirer de Cuba leurs fusées, non sans avoir obtenu des Américains la promesse du retrait de Turquie et de Grande-Bretagne des missiles à moyenne portée *Thor* et *Jupiter* braqués depuis longtemps sur le cœur de l’Union soviétique. Donnant-donnant...

Dans ce contexte de guerre froide, notre pays, de par la volonté du général de Gaulle et au prix d’un effort exceptionnel, a su se donner les moyens de rester maître de sa propre stratégie, basée elle aussi sur la «dissuasion nucléaire» afin à la fois de préserver ses intérêts vitaux et son autonomie de décision, et d’échapper à la logique des blocs, attitude qui a soulevé au départ bien des critiques de la part de nos alliés, lesquels ont pourtant fini par reconnaître très officiellement lors du Conseil atlantique de 1974 à Ottawa que notre dissuasion contribuait à renforcer celle de l’Alliance!

**Bouleversements géostratégiques de l’après guerre froide**

Si je vous rappelle tout cela, c’est pour mieux mettre en évidence combien la fin de la guerre froide a tout bouleversé... ce qui n’empêche pas la dissuasion nucléaire de rester au cœur de notre défense. Il faut voir pourquoi.

Au temps de la guerre froide, les choses étaient graves mais elles étaient claires et simples. L’adversaire potentiel était parfaitement identifié, localisé. Il comprenait la logique de la dissuasion.

Aujourd’hui, la situation apparaît moins grave mais elle est floue et complexe. Elle est moins grave en ce sens que pour nous, Français, pour la première fois dans notre histoire, nous n’avons plus de menace militaire directe à nos frontières ou à proximité immédiate de celles-ci. Nous sommes désormais entourés en Europe de partenaires avec lesquels nous sommes de plus en plus liés par des intérêts politiques, économiques et militaires communs. Le spectre des guerres inter-étatiques comme celles qui ont ravagé par deux fois notre continent au siècle dernier a disparu. Les choses se passent désormais «au loin» et dans un contexte d’interventions extérieures où, comme je l’ai rappelé d’entrée, la place du nucléaire n’est pas à première vue évidente.

La situation est néanmoins floue en ce sens que nous n’avons plus d’adversaire potentiel déclaré. Nous ne savons même pas qui nous serions susceptibles de dissuader – à la fois tout le monde et personne –, on en vient au «tous azimuts». Surtout, en cas de crise majeure, nous ne sommes pas certains que nous aurions affaire à des adversaires qui sauraient «jusqu’où ne pas aller trop loin».

La situation est surtout devenue beaucoup plus complexe. Nous sommes passés d’un monde bipolaire – je schématise – à un monde infiniment plus diversifié.

D’un côté émergent des pôles de puissance – USA, Chine, Russie, Inde, Europe, Japon, Brésil –, pôles à la recherche d’un équilibre entre eux et ce dans un climat de forte concurrence politique, économique et/ou militaire, pôles où les armes nucléaires sont le plus souvent présentes ou susceptibles de l’être rapidement si la situation l’imposait – je pense au Japon.

De l’autre côté il y a tous les autres États. Parmi eux, beaucoup sont instables sur fond de régionalisme, de communautarisme, de problèmes économiques, ethniques ou religieux; d’autres sont ce que l’on appelle des États «défaillants» – ou «voyous» – ou «perturbateurs», incapables d’imposer le droit chez eux, ou incapables de reconnaître nos valeurs, quand ils ne sont pas sources de conflits avec leurs voisins, par prétention hégémonique ou toute autre raison.

**Les menaces potentielles**

S’agissant des pôles de puissance évoqués, nous sommes certes en droit d’espérer que la dissuasion nucléaire permettra de tempérer les risques d’affrontements majeurs entre eux. Car le nucléaire rend sage... quand il est entre de bonnes mains, ce qui est jusqu’ici le cas. Pour autant, par delà ce propos optimiste, les risques de crises sérieuses susceptibles de naître entre ces pôles ne sauraient être sous-estimés.

Il faut en effet que les grandes puissances en question fassent preuve de mesure et de prudence dans leurs ambitions et dans leurs comportements. Ainsi le projet d’extension de l’OTAN à l’Ukraine et à la Géorgie, alors que cette organisation est déjà présente dans la plupart des républiques d’Asie centrale et en Afghanistan, est susceptible de provoquer bien inutilement une Russie que nous n’avons aucun intérêt à transformer en un nouvel adversaire potentiel.

D’une façon plus générale, se profilent les problèmes du libre accès aux matières premières stratégiques, au pétrole notamment, dont les réserves diminuent et sont en conséquence de plus en plus convoitées, problèmes qui sont autant de sources potentielles de conflits, sans compter les conséquences des déséquilibres démographiques ou sociaux qui se creusent entre certains de ces pôles.

Dans un tel contexte, nos propres capacités dissuasives sont là pour que nous échappions aux retombées de toute confrontation armée directe entre telle et telle grande puissance, heureusement peu probable. Elles sont là aussi pour que nous échappions à tout risque de chantage nucléaire au cas où une opération extérieure, dans laquelle nos forces seraient engagées, serait considérée comme portant atteinte aux intérêts supérieurs de telle ou telle grande puissance cherchant ainsi à nous faire renoncer à notre action. Souvenons-nous de l’affaire de Suez en 1956: jamais Khroutchev n’aurait pu proférer une menace comme celle qu’il brandit à cette occasion contre nous et le Royaume-Uni si nous avions disposé à l’époque d’un potentiel de riposte nucléaire.

À côté de ces pôles de puissance, il y a ces États instables, dérangeants ou perturbateurs déjà évoqués, ceux qui ont justifié et justifient jusqu’ici nos nombreuses interventions extérieures destinées à apaiser si possible les choses. Ces États-là sont d’autant plus dangereux aujourd’hui que certains d’entre eux sont tentés d’acquérir l’arme nucléaire – d’où la gravité des risques de prolifération – tandis qu’ils servent le plus souvent de soutien ou de relais à des mouvements terroristes, quand ils n’en sont pas à la source même, comme ce fut et c’est encore le cas en Afghanistan. Prolifération/terrorisme: ce sont là les deux problèmes les plus préoccupants qu’il nous faut résoudre, tout en réfléchissant à la façon de dissuader de tels États – si nous devions y être un jour contraints.

**Les risques de la prolifération nucléaire**

J’ai dit pourtant que l’atome rend sage. Ce n’est pas qu’une boutade. L’exemple de l’Inde et du Pakistan l’a montré...tout au moins jusqu’ici. Après les essais nucléaires auxquels ces deux États ont procédé en mai 1998, bien des médias avaient titré sur les risques aggravés de guerre nucléaire entre les deux pays. C’est le contraire qui s’est produit. Le conflit au sujet du Cachemire est resté sous contrôle comme jamais il ne l’avait été jusqu’ici. L’Inde et le Pakistan se sont empressés de passer des accords pour qu’en cas de conflit les centres nucléaires ne soient pas visés, tandis qu’ils ont installé un téléphone rouge entre les deux capitales.

Cet exemple n’est pas pour autant un argument en faveur de la prolifération, et ce d’autant moins que le devenir politique du Pakistan est incertain. Abdul Qadeerkhan, le père de la bombe pakistanaise, islamiste convaincu, a avoué avoir livré des informations confidentielles sur l’arme à la Corée du Nord, à l’Iran et à la Libye! Qu’en serait-il si les islamistes venaient à prendre le pouvoir dans ce pays? Et d’une façon plus générale, plus il y aurait d’États disposant de l’arme nucléaire, plus nous risquerions d’avoir affaire à des responsables qui pourraient ne pas évaluer les limites du tolérable dans la provocation ou qui seraient tentés d’utiliser l’arme comme s’il s’agissait d’un simple projectile d’artillerie. Vis-à-vis de ceux-là, l’exercice de la dissuasion nucléaire risquerait fort d’être beaucoup plus difficile – et pour des résultats incertains.

Quand j’évoque la prolifération, il s’agit non seulement de la prolifération nucléaire mais aussi de la prolifération des missiles eux-mêmes, y compris des missiles dotés de têtes classiques, dès lors que de tels missiles seraient susceptibles d’atteindre notre territoire. Comment ne pas penser à l’étendue des dommages causés par de tels missiles frappant par exemple une de nos centrales nucléaires ou un centre de traitement de matières fissiles ? Nos intérêts «vitaux» ne seraient-ils pas en jeu?

Quelle stratégie adopter dans ces conditions?

Face à la menace d’États perturbateurs capables d’atteindre notre territoire avec des armes NBC, menace qui nous placerait dans la position du fort par rapport au moins fort, on sait que la France n’en est plus à la stratégie «anti-cités» du temps de la guerre froide. «Je vaux 50 millions d’habitants, je dois être capable d’en éliminer autant en face»: tel était le raisonnement de l’époque. C’était simple et de (mauvais) goût, c’était épouvantable mais efficace. Dans la situation évoquée, notre stratégie «anti-cités» du temps de la guerre froide devient ni acceptable, ni même crédible. C’est le Président Chirac qui, le premier, l’a confirmé lors de son allocution devant les auditeurs de l’IHEDN le 8 juin 2001. Il déclarait en effet: «*Et dans ce cas (la menace d’un perturbateur), le choix ne serait pas entre l’anéantissement complet d’un pays ou l’inaction. Les dommages auxquels s’exposerait un éventuel agresseur s’exerceraient en priorité sur ses centres de pouvoir politique, économique et militaire*».

Une telle inflexion de notre stratégie est logique dans la mesure où les populations concernées subissent le plus souvent plus qu’elles n’acceptent le régime qui leur est imposé. Reste à faire en sorte que les dirigeants de ces pays-là susceptibles de ne pas entrer pas dans la logique de la dissuasion – sans qu’ils soient «fous» pour autant – ne sous-estiment pas la gravité des conséquences de nos frappes éventuelles. C’est la condition pour restaurer notre capacité dissuasive vis-à-vis d’eux.

Les dommages causés seraient sans doute plus limités que ceux envisagés dans une stratégie purement «anti-cités», ils n’en seraient pas moins considérables, les centres en question se trouvant le plus souvent dans des cités. Il faut le faire savoir. Et clairement. On ne peut en effet dissuader qui que ce soit en laissant croire que l’on ne fera de mal à personne. C’est dire que la stratégie déclaratoire – le discours – prend dans de tels cas une importance considérable, discours appuyé, lors d’une crise, par des démonstrations fortes et dénuées de toute ambiguïté d’ordre diplomatique, économique...et militaire, démonstrations qui, pour ces dernières, peuvent aller jusqu’à la frappe nucléaire dite «d’ultime avertissement», frappe sélective et limitée montrant que le seuil du tolérable est atteint.

Même des dirigeants, dont les comportements ne répondraient pas à nos critères de rationalité, doivent être capables alors de comprendre ce qu’ils risquent. Sans faire preuve d’angélisme, le qualificatif de «fou» souvent avancé ne peut être accepté sans réserve. Entre d’un côté recruter des volontaires – et il n’en manque pas – pour des attentats suicides et de l’autre, pour un chef d’État, entraîner son pays tout entier, son économie et/ou son potentiel militaire dans une action quasi suicidaire, il y a une sérieuse marge. Encore faut-il ramener à la brutale réalité les dirigeants en question. Ce n’est certes pas facile mais ce n’est pas impossible *a priori* si l’on élimine de notre discours tout propos lénifiant ou toute attitude lénifiante qui pourrait faire douter de notre volonté d’agir ou de l’ampleur des dommages auxquels l’adversaire doit s’attendre.

En mars dernier, dans son discours prononcé à Cherbourg à l’occasion du lancement de notre quatrième SNLE de nouvelle génération *Le Terrible*, le Président de la République Nicolas Sarkozy confirmait le propos, tout en l’élargissant (apparemment tout au moins) à tous les cas de figure, donc y compris celui dans lequel nous serions dans la situation du faible au fort. Visant cette fois-ci tous ceux qui voudraient s’en prendre à nos intérêts vitaux, le président déclarait: «*Ce serait en priorité les centres de pouvoir politique, économique et militaire qui seraient visés*». Il est vrai que du fait de la mondialisation, du développement de l’information, de l’interdépendance qui en résulte entre États, les États modernes, même les plus puissants, deviennent de plus en plus sensibles à toute perturbation de leurs structures politiques et/ou économiques, perturbation susceptible en conséquence d’apparaître d’emblée insupportable face à un risque de frappe nucléaire, même limitée. Pour schématiser, disons que l’on ne dissuaderait pas la Russie d’aujourd’hui, lointaine et sensiblement rétrécie, comme on dissuadait l’omnipotente Union soviétique, dont les forces campaient au beau milieu de notre continent.

**Le nucléaire et la lutte contre le terrorisme**

J’en viens au terrorisme, menace majeure et permanente aujourd’hui et qui a des chances de le rester. Quel rôle notre potentiel de riposte nucléaire peut-il tenir face à ce danger?

Disons d’emblée que, fondamentalement, la dissuasion nucléaire ne peut jouer que vis-à-vis d’un État. On ne dissuade pas par une menace de frappe nucléaire une nébuleuse...comme Al-Qaïda. Il n’y a pas d’objectifs! La lutte antiterroriste est fondamentalement l’affaire des services de renseignement, des services de sécurité de toute nature. Elle est aussi l’affaire des armées, qu’il s’agisse de combattre des États générateurs ou soutiens de mouvements terroristes ou qu’il s’agisse de surveiller chez nous les lieux publics (*Vigipirate*), les approches maritimes de notre pays et surtout notre ciel, sillonné chaque jour par des dizaines de milliers de bombes volantes potentielles: c’est là le rôle de la défense aérienne, en liaison avec les services de contrôle civils de la circulation aérienne; ainsi, en 2007, il y eut plus de 700 décollages, sur alerte, d’intercepteurs déployés sur notre territoire pour surveiller des appareils dont le comportement n’était pas normal...

Pourtant, il y a un rapport entre le terrorisme et le nucléaire. Un État devenu puissance nucléaire, et dont le territoire serait ainsi en quelque sorte sanctuarisé, pourrait en profiter pour amplifier ses manœuvres de déstabilisation à l’encontre de pays voisins en y soutenant par exemple des mouvements subversifs voire terroristes. Car on ne réagit pas vis-à-vis d’une puissance nucléaire comme on le fait vis-à-vis d’une puissance qui ne l’est pas.

C’est bien en cela que le cas de l’Iran nous préoccupe tant. Si l’Iran voulait seulement se protéger de toute attaque extérieure, en se dotant de l’arme, lui qui est entouré, il est vrai, de puissances nucléaires (Israël, Russie, Pakistan, Inde, Chine), lui dont l’importance stratégique est considérable compte tenu de sa situation géographique et de ses réserves pétrolières, son attitude serait acceptable...à la rigueur, car l’Iran a signé le TNP. Mais l’Iran a un lourd passif, lui qui s’est déjà fait remarquer par le soutien qu’il assure au terrorisme chiite et au Hezbollah, tant en Irak qu’au Liban, et dont les déclarations de son chef de gouvernement, Mahmoud Ahmedinejad, même s’il ne s’agit que de rodomontades, aggravent singulièrement son cas. En outre, l’accès de l’Iran au nucléaire militaire serait un très grave échec des actions entreprises contre la prolifération et ne pourrait qu’inciter plus fortement des pays comme la Syrie, l’Égypte, peut-être même l’Algérie, à se doter de l’arme.

Sans doute est-ce en pensant à l’Iran que le président Jacques Chirac a fait, à Brest, le 19 janvier 2006, une déclaration qui a quelque peu étonné, ici et là – je cite: «*La dissuasion nucléaire n’est pas destinée à dissuader des terroristes fanatiques. Pour autant, les dirigeants d’État qui auraient recours à des moyens terroristes contre nous, tout comme ceux qui envisageraient d’utiliser, d’une manière ou d’une autre, des armes de destruction massive, doivent comprendre qu’ils s’exposent à une réponse ferme de notre part. Cette réponse peut être conventionnelle. Elle peut aussi être d’une autre nature...*» – fin de citation. Le propos élargit singulièrement le domaine de notre dissuasion. Il répond sans doute à une parfaite logique. Cependant, pour que la menace de riposte soit crédible en cas d’attaque terroriste conduite dans les conditions évoquées, faut-il encore que l’on puisse avoir la preuve que tel ou tel acte terroriste gravissime ait été commandé par l’État en question alors que le propre des mouvements terroristes est de se fondre dans la masse et d’agir sous le manteau...

Cela dit, il est vrai que, une fois au moins dans l’histoire, un pays en a attaqué un autre suite à un attentat terroriste provoqué par un mouvement dont les camps d’entraînement étaient situés dans l’État agressé: il s’agit de l’action menée par les forces américaines en Afghanistan après le 11 septembre, contre les Taliban. Cette action, il est vrai, a été menée avec des moyens classiques...Qu’en serait-il demain, dans d’autres circonstances?

Ainsi, notre monde reste un monde dangereux. D’où la position de la France qui n’a pas cessé depuis la fin de la guerre froide et ne cesse pas d’affirmer le rôle fondamental de ses armes nucléaires pour assurer sa sécurité. Le Président de la République, dans son discours de Cherbourg en mars dernier, l’a encore rappelé. Je le cite: «*La dissuasion nucléaire est la garantie ultime de notre sécurité. Tous ceux qui menaceraient de s’en prendre à nos intérêts vitaux s’exposeraient à une riposte sévère de la France, entraînant des dommages inacceptables pour eux, hors de proportion avec leurs objectifs (...)*». En revanche, dans le contexte actuel, notre arsenal nucléaire évolue en volume et en performances. Nos armes nucléaires – je viens de le montrer – peuvent être moins nombreuses que par le passé pour garantir leur effet dissuasif, mais il s’agit d’armes dont la portée doit être cohérente avec le caractère tous azimuts des menaces, des armes dont la précision doit répondre aux contraintes d’une stratégie qui n’est plus «anti-cités», des armes enfin dont la montée en puissance, pour certaines d’entre elles, doit avoir un caractère démonstratif, ce qui a justifié le maintien de la deuxième composante de nos forces nucléaires stratégiques, à savoir la composante pilotée.

Une telle capacité de la France est d’autant plus importante qu’elle est appelée à avoir un rôle dans l’Europe de la défense. L’Europe! Je l’ai citée en tant que pôle de puissance mais pas en tant que puissance nucléaire qu’elle n’est pas. Elle n’en a pas la structure. En revanche, elle compte deux États qui disposent en propre de l’arme, la France et le Royaume-Uni. Cette question du rôle de notre propre dissuasion nucléaire dans l’Europe de la défense n’est pas simple. Il faut revenir aux principes fondateurs et d’abord au fait que, compte tenu de l’énormité de ses conséquences, toute décision d’engagement de l’arme nucléaire ne relève et ne peut relever que du chef de l’État qui possède l’arme. Chez nous, c’est le Président de la République, chef des armées, lequel a en effet la responsabilité d’apprécier en permanence la limite de nos intérêts vitaux, une limite qui est et doit rester floue. Certes, plus les liens avec nos partenaires sont étroits, plus ce qui menacerait la vie de l’un d’eux ne pourrait que menacer la nôtre. C’est dire que plus le temps passe, plus s’étend l’ombre sécurisante de notre nucléaire au-delà de nos frontières. Ce n’est pas pour autant une promesse de protection que nous pouvons faire à nos partenaires, promesse que nous risquerions fort de ne pas être en mesure de tenir en cas de telle ou telle crise. Il y a ainsi pour nos partenaires une incertitude sur notre propre réaction. D’où leur tendance à se tourner vers les États-Unis. Mais cette incertitude pèse aussi sur la décision de celui qui voudrait s’en prendre aux intérêts vitaux de nos partenaires ou de l’un d’eux. C’est dire que notre dissuasion est d’ores et déjà un facteur de sécurité pour l’Europe, un facteur sans doute d’une valeur plus ou moins grande selon les cas de figure, mais néanmoins une valeur réelle et qui ne peut que se renforcer avec le temps. C’est ce que le Président Nicolas Sarkozy a souligné dans son discours de Cherbourg. Je le cite: *«S’agissant de l’Europe, c’est un fait, les forces nucléaires françaises, par leur seule existence, sont un élément clef de sa sécurité. Un agresseur qui songerait à mettre en cause l’Europe doit en être conscient».*

N’est-ce pas là la meilleure conclusion?

# Lieutenant-colonel David Galula:

# peut-on être prophète en son pays?



## *Par le Capitaine (ORSEM) Matthieu MEISSONNIER,*

*Administrateur au Sénat*

**Q**ui connaîtrait David Galula si le Général Petraeus n’en avait pas fait le *vade me cum* de tous les officiers américains partant en Irak et en Afghanistan? Son ouvrage principal, *Contre-insurrection, théorie et pratique*, a été publié pour la première fois en 1963, mais sa 1ère publication en France par Économica n’a eu lieu que 45 ans plus tard et c’est une traduction de l’anglais! Le Général Petraeus écrit d’ailleurs dans sa préface à l’édition française: «*C’est un honneur pour nous de participer ainsi à la reconnaissance par la communauté militaire française de l’un des siens*».

Plus significatif est l’estime tout à fait exceptionnelle dans laquelle il tient l’auteur. Paraphrasant Bernard Brodie à propos de «*De la guerre»* de Clausewitz, il écrit: «*De la même façon, on peut dire de l’ouvrage de Galula qu’il est à la fois le plus grand et le seul grand livre jamais écrit sur la guerre non conventionnelle*» et quelques lignes plus loin: «*Il sera considéré un jour comme le plus important des écrits militaires français du siècle dernier. C’est déjà le cas aux États-Unis*».

Face à tant d’éloges et de mystère, on peut se demander qui est ce génie méconnu et ce qu’on peut apprendre de sa théorie et de sa *praxis* alors même que l’armée française est à nouveau placée face au défi de l’asymétrie et de la contre-insurrection?

**\***

**\* \***

De sa biographie, qu’a tentée de reconstituer Philippe de Montenon dans la présentation de l’édition française, on sait peut de choses.

On a toutefois l’impression d’un officier hors norme et au parcours original marqué par des expériences nombreuses de la guerre insurrectionnelle.

Né à Sfax en Tunisie en 1919, il entre à Saint-Cyr en 1939 et est mobilisé en 1940 avec sa promotion. Après l’armistice, il reprend la scolarité à Aix-en-Provence jusqu’à sa radiation des cadres en 1941 pour judaïté. Il retourne alors en Afrique du Nord, où, en juillet 1943, il est réintégré dans l’armée par le général Giraud et participe à la fin de la seconde guerre mondiale. C’est ensuite que son parcours se distingue car plusieurs affectations l’amènent à être en contact avec les guérillas ou les actions de contre-insurrection, plusieurs fois en Chine et en Asie où il s’instruira des expériences malaisienne, indonésienne et philippine, mais aussi en Grèce au moment du conflit contre les communistes. De l’observation, il passera à la pratique en Algérie où il commandera une compagnie à partir de l’été 1956.

Ce parcours et sa manière de servir l’on fait remarquer, ses chefs louant sa vivacité et son esprit d’initiative «*gagnant à ne pas être bridé*» mais qui ne plaît pas à tous.

Son service en Algérie incite l’armée française à l’envoyer aux États-Unis en 59-60 et c’est à cette occasion qu’il noue les contacts, notamment avec la *Rand Corporation*, qui l’amèneront à prendre la plume. C’est justement parce que l’armée lui refuse le détachement qu’il sollicite en 1962 pour occuper un poste de *visiting fellow* à Harvard, qu’il demande sa mise en disponibilité.

C’est au cours de ce séjour aux États-Unis qu’il publie en anglais ses deux seuls livres. Le premier est un récit de son expérience algérienne. Publié en 1962, il est intitulé «*Pacification in Algeria, 1956-1958»*. Il n’a pas encore fait l’objet d’une traduction en français. Le second, publié en 1963, est un ouvrage théorique, c’est le fameux «*Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice»*.

Il meurt en France en 1968.

Les motivations pour écrire de David Galula sont en partie personnelles et politiques. Il fait clairement partie des officiers qui désapprouvent le tournant pris par la politique algérienne de la France, persuadés que la victoire – y compris politique – était à portée. Il y a donc une part de justification. L’aspect politique est également important, il est réellement anticommuniste et veut contribuer à lutter contre son extension.

Il est donc vraisemblable que la proposition de la *Rand corporation*, *think tank* marqué à droite, de venir exposer et publier ses théories en Amérique l’ai séduit au moment où ses aspirations de carrière auraient sans doute été contrariées. Pour la *Rand*, il s’agissait sans doute d’être précurseur car si les États-Unis avaient pu prêter un certain appui à Mao, où aux indépendantistes contre leurs tutelles coloniales, ils se trouvaient à l’époque de plus en plus confrontés au développement de maquis communistes contre des régimes alliés aussi bien en Amérique du Sud (Cuba en 1962) qu’en Asie (Vietnam).

Ces considérations circonstancielles – mais on pourrait en écrire autant d’un Clausewitz – n’ont pas arrêté le lecteur américain et ne doivent pas plus arrêter le lecteur français dans sa volonté de découvrir une pensée militaire profondément novatrice, moderne et plus complexe qu’il n’y paraît. Surtout, elles ne doivent pas estomper l’ambition théorique de Galula et sa volonté de se situer au niveau des principes.

**\***

**\* \***

David Galula se place volontairement dans la lignée des penseurs, qui depuis les origines ont voulu définir les lois de la guerre. S’il ne croit pas possible de disposer d’une martingale, «*Nul joueur d’échec n’a jamais trouvé d’ouverture garantissant la victoire, et nul n’en trouvera jamais*», il croit possible et nécessaire de dégager des leçons de l’expérience qui peuvent être érigées en lois et en principes. Il écrit à ce propos: «*De telles analyses ont débouché, à l’extrême, sur l’idée que nulle leçon ne pouvait être tirée des guerres passées, étant entendu que la conduite de la guerre n’est jamais qu’affaire d’intuition et de circonstances. À l’opposé, elles ont conduit à l’élaboration de doctrines soi-disant incontournables érigées en article de foi*».

Dégager l’originalité de la guerre contre-insurrectionnelle et en établir les lois est donc l’objectif de sa démarche théorique. Là réside son apport et la raison de le lire aujourd’hui.

Il démontre ainsi 7 éléments cruciaux qui changent les cadres de pensée:

* L’originalité de la guerre contre-insurrectionnelle par rapport à la guerre classique;
* La différence de la manœuvre contre insurrectionnelle par rapport à la manœuvre insurrectionnelle;
* La place centrale de la population et ce que cela implique;
* Le rôle du pouvoir civil et politique, plaçant l’autorité militaire dans une position seconde;
* Les conditions militaires de la victoire;
* La grille de lecture de l’insurrection;
* Le mode opératoire idéal.

Le premier apport, c'est-à-dire la différence avec la guerre classique, peut paraître évident, mais il demande à être compris en profondeur.

En effet, dès ce premier élément il s’inscrit en fait en opposition avec «*La guerre moderne»* du colonel Trinquier, sur la question de l’alignement sur la violence de l’ennemi. Compte tenu des dérives qu’une telle conception a pu entraîner, la démarche de Galula est dès l’abord plus moderne et plus éthique, ce n’est pas le moindre de son intérêt. Plus encore, il s’oppose à Clausewitz – on retrouve ce parallèle – en montrant que la guerre contre-insurrectionnelle est tout sauf une montée aux extrêmes. Ainsi à 45 ans d’intervalle, il s’oppose de la façon la plus ferme à la lecture que fait René Girard de Clausewitz[[24]](#footnote-24) et d’Huntington, qui croit voir dans les événements de ces dernières années l’irrésistible montée en puissance de la violence mimétique.

Dans la guerre classique, les mêmes quatre lois s’appliquent aux deux adversaires – la victoire appartient au plus fort, au plus déterminé, à celui qui conquiert et conserve l’initiative et peut bénéficier de l’effet de surprise. En découle, les mêmes trois principes: la concentration des efforts, l’économie des forces et la liberté d’action et la sûreté de la force.

Au contraire, dans la guerre contre-insurrectionnelle un des protagonistes, «*l’insurgé*», y échappe et dénie à celui qui le combat, que Galula dénomme «*loyaliste*», la possibilité de se placer sur ce terrain. Cette guerre obéit donc à ses propres lois, ses propres principes.

Certains ont cru pouvoir les trouver en lisant les manuels de guérilla.

Mais selon Galula, la solution ne s’y trouve pas et c’est là son second apport. C’est ne pas comprendre le conflit que de vouloir nier l’incontournable asymétrie. Il écrit: «*Comment et contre qui, par exemple, pourrait-il [*le loyaliste*] utiliser les tactiques de son ennemi? Il est le seul à offrir des cibles à des opérations de guérilla. Il ne peut pas se muer en guérillero sans disposer du soutien effectif de la population, que seul peut garantir une organisation politique ancrée dans les masses. Si tel était le cas, l’insurgé n’en disposerait pas et donc ne pourrait pas exister. Cela ne signifie pas qu’il n’y ait pas de place dans le combat de contre-insurrection pour de petites opérations de type commando, mais plutôt que ces dernières ne peuvent pas constituer la forme principale du combat de contre-insurrection*». De même, il est pour le loyaliste contre-productif d’employer des forces clandestines.

Cela s’explique par le fait que la dynamique même de l’insurrection est la transformation d’une ressource immatérielle – la cause – en ressources matérielles – les forces armées, le territoire. De ce fait, au moins avant que l’insurgé n’ait atteint un certain niveau de puissance, le loyaliste ne peut se défaire de ce qui le caractérise – la supériorité classique – et de ses corollaires – la rigidité et la disparité des coûts et des efforts. Il ne peut non plus utiliser de manière systématique cet avantage conventionnel contre l’insurgé qui préfèrera abandonner tout point de fixation.

**Si l’insurrection ne peut être contrée par une tactique classique…**

…c’est qu’un tel mode opératoire ne permet pas d’atteindre l’objectif véritable qui est l’ascendant sur la population. C’est l’effet majeur de l’insurgé comme du loyaliste, Galula le formule ainsi: «*Si l’insurgé [ou le loyaliste] parvient à dissocier la population du loyaliste [ou de l’insurgé], à la contrôler physiquement et à obtenir son soutien actif, il gagnera la guerre*».

Cette constatation a des conséquences très importantes qu’il faut comprendre est savoir décrypter. Ainsi, la réussite d’une embuscade et plus généralement «*l’attrition de l’ennemi est un effet secondaire du combat de guérilla mais ne représente pas son but essentiel*» si elle ne conduit à modifier le rapport de force au regard du contrôle sur la population.

Le soutien de la population étant aussi vital pour l’une que pour l’autre partie, c’est le seul moyen pour les loyalistes de contraindre l’insurgé à ne pas refuser le combat. En effet, face à la volonté du loyaliste de reprendre le contrôle d’une zone donnée, le principe même de l’action de l’insurgé est de s’appuyer sur sa faiblesse et sa souplesse pour esquiver à chaque fois qu’il n’est pas en position de force tout en gardant son implantation clandestine. Galula a cette formule: «*Les opérations conventionnelles n’ont généralement pas plus d’effet qu’une tapette à mouches*». Le loyaliste qui ne peut pas adopter une tactique similaire risque en outre de s’épuiser dans des opérations de diversion qui, efficaces dans une guerre classique (bataille de la Somme durant celle de Verdun), sont inutiles voire contre-productives dans une guerre contre-insurrectionnelle comme l’offensive Atlante durant la bataille de Dien Bien Phu.

Cependant, «*Si l’insurgé est fluide, la population, elle, ne l’est pas*». «*En concentrant ses efforts dans la population, le loyaliste compense sa propre rigidité et assure le plein emploi de ses moyens*». Ainsi, «*lorsque le loyaliste met la pression non pas sur directement l’insurgé mais sur la population, qui est la vraie source de puissance de son adversaire, celui-ci ne peut pas réellement refuser le combat car il courrait alors à sa perte*».

**Ces trois premiers éléments expliquent la quatrième grande conclusion de Galula relative aux rapports entre le pouvoir civil et l’autorité militaire.**

Pour lui, la guerre contre-insurrectionnelle est marquée par la prépondérance permanente du politique au cours de la guerre, alors que dans un conflit traditionnel, une fois la guerre déclarée les opérations prennent souvent l’ascendant.

Cette prépondérance a une double dimension opérationnelle et institutionnelle.

En termes opérationnels, la politique prend une place essentielle car le militaire ne représente guère que 20% environ de l’ensemble des missions à accomplir du déclenchement des hostilités à la victoire finale. En effet, la population étant le centre de l’attention, cela nécessite de maintenir un seuil de violence le plus bas possible afin de gêner le moins possible la vie normale et la reconstruction d’un état de paix. Il écrit même: «*La politique devient par elle-même une fonction opérationnelle. Les interactions entre le politique et le militaire deviennent si fortes qu’on ne peut plus nettement les séparer*».

De là réside la tentation, qui est pour Galula une erreur, de vouloir faire faire aux militaires l’ensemble des tâches parce qu’ils ont la maîtrise du terrain et de leur donner de surcroît l’autorité sur l’ensemble du processus. Au contraire, le pouvoir civil doit conserver la primauté sur le militaire à tous les échelons, même le plus bas et assurer la coordination avec l’administration civile. Il s’agit notamment de la police et de la justice mais pas seulement, ce sont toutes les dimensions de l’appareil administratif qui sont concernées et qui permettront le rétablissement d’un processus politique normal.

Le cinquième apport de sa théorie est d’énumérer, sans doute pour la première fois, les conditions d’une victoire dans la partie militaire du conflit.

Elles sont aujourd’hui relativement bien connues mais elles prennent plus de force dans la cohérence d’ensemble de sa pensée. Quatre sont particulièrement notables dans le contexte actuel.

* La première est l’importance des effectifs et leur ratio par rapport à la population et aux insurgés, face à ces derniers il l’estime entre 1 contre 10 et 1 contre 20. Leur insuffisance est d’ailleurs, selon lui, la cause fondamentale de l’échec français en Indochine. La recherche de ce ratio amène souvent à recourir à la conscription.
* La seconde est le fait que «*Une guerre révolutionnaire est avant tout une guerre d’infanterie*». Les armées modernes doivent abandonner la plus grande part de leur organisation et de leurs matériels organiques pour gagner en souplesse et en proximité. Seuls doivent être conservés les matériels utiles par exemple à la concentration rapide des forces contre la guérilla comme les hélicoptères de transport.
* La troisième est la minimisation de l’usage de la force et la maîtrise de la violence, ce qui implique une troupe formée à cela. Elle implique également la limitation au maximum des bavures et, si c’est utile, leur sanction publique et immédiate. En outre, la force doit prévoir la réparation immédiate de tout dommage.
* Enfin, dans ce type d’opérations, le militaire ne peut être politiquement neutre. Il doit s’impliquer personnellement pour le succès et contre la cause utilisée par l’insurrection. Il doit donc adhérer non pas aux aspects politiciens circonstanciels du pouvoir, mais aux principes qui sous-tendrent les institutions loyalistes.

### Décryptant les différents types d’insurrection et leur fonctionnement…

…Galula fournit une grille de lecture et d’identification de son stade d’avancement. Ce point n’est pas seulement théorique, il est directement opérationnel, car il convient pour le loyaliste d’agir le plus vite possible avec succès. En outre, si l’insurrection en arrive au stade de la violence déclarée, il lui faudra engager à bon escient et avec l’ampleur nécessaire la force armée.

Galula relève que trop souvent les gouvernements ne prennent pas la juste mesure des événements auxquels ils sont confrontés et ne parviennent pas à mobiliser les moyens légaux, financiers et militaires pour contrer l’insurrection au moment où elle est la plus faible.

Il distingue deux modèles d’insurrection: «*L’orthodoxe communiste*» qui vise non seulement à la prise du pouvoir mais aussi à la transformation de la société et un second, «*bourgeois nationaliste*» qui n’a que le renversement du gouvernement loyaliste pour but. Pour ne donner qu’un exemple, il est frappant de noter dans un livre de 1963 cette analyse de ce qui serait la première étape de son second modèle, dite du «*terrorisme aveugle*»: «*Le but de cette étape est d’obtenir de la publicité pour le mouvement et pour sa cause et, en focalisant l’attention du public, d’attirer des supporters potentiels*». Ces attentats qui demandent peu d’effectifs doivent être «*aussi spectaculaires que possibles, en vagues concentrées, coordonnées et synchronisées*». Comme précédemment, l’attrition de l’ennemi n’est qu’un objectif secondaire.

**Enfin, Galula propose un mode opératoire idéal**…

…en 8 étapes, pour réduire une guérilla. Il est très fortement inspiré de la pratique française en Algérie mais prend une dimension supplémentaire du fait de sa cohérence avec les apports théoriques évoqués ci-dessus.

Ainsi dans la première étape du processus visant à reprendre pied dans un secteur donné et à détruire la guérilla armée, on comprend pourquoi le résultat de sa simple expulsion est satisfaisant puisque le vrai objectif à ce stade est de retrouver la possibilité d’exercer son ascendant sur la population, la destruction de la guérilla en résultant nécessairement *in fine*. Cela implique donc un mode opératoire spécifique, notamment un ratissage en double sens, extérieur-intérieur puis intérieur-extérieur visant certes à détruire mais également à expulser les guérilleros qui soit refuseront le combat s’ils pensent pouvoir revenir par la suite, soit l’accepteront conscient de la volonté du loyaliste sur la population.

La chronologie qu’il préconise, prend également plus de force. À cet égard, il est intéressant de noter que les élections locales n’arrivent qu’en 5ème étape et l’organisation d’un parti national en 7ème étape, ce qui implique que la contre-insurrection soit à un état avancé dans de nombreuses autres régions. Cela inciterait certainement à la prudence au regard de la pratique occidentale plutôt inverse dans les opérations récentes comme en Irak et en Afghanistan où les élections ont été organisées rapidement et présentées comme le couronnement d’un processus alors même que le travail de pacification n’était pas réellement en voie d’achèvement.

**\***

**\* \***

Au final, se pose la question de la pertinence de la théorie de Galula dans les engagements d’aujourd’hui et la portée de son travail.

Si l’on veut bien ne s’attacher qu’aux éléments circonstanciels, Galula apparaît bien comme un précurseur et, par la profondeur de sa réflexion, comme un théoricien incontournable. Il fait percevoir la «*révolution copernicienne*» nécessaire à la victoire contre une guérilla, c'est-à-dire le changement de centre de gravité des opérations militaires par rapport au conflit classique.

Lui reprocher de ne pas prendre en compte le terrorisme islamiste post-11septembre, est un anachronisme et vraisemblablement une injustice. En effet, les deux modèles de guérillas qu’il distingue ne sont pas sans points communs avec ce terrorisme et peut-être aurait-il introduit un troisième modèle intermédiaire s’il avait été à même de le faire.

Une lacune plus importante est peut-être la faible prise en compte des spécificités de la guerre contre-insurrectionnelle en milieu urbain, mais là aussi il ne faut pas en exagérer la portée car il s’agit plus d’une dimension plus opérative que théorique.

Découvrir et déjà relire et travailler la pensée du Lieutenant-colonel Galula apparaît donc opportun. Il faut souhaiter que sa célébrité récemment acquise permette de rendre disponibles ses archives, travaux préparatoires, articles ou cours qu’il n’a pas manqué de rédiger aux États-Unis ou en France. Pourra ainsi être complétée et préciser une pensée dont l’apport est considérable ne serait-ce que par l’influence qu’elle exerce auprès des Américains et par sa diffusion croissante à tous leurs alliés.

S’il n’a pas été prophète en son pays, David Galula mérite assurément d’intégrer le cercle des «*pères fondateurs*» de la «*pacification à la française*» aux côtés de noms plus illustres comme les maréchaux Gallieni ou Lyautey.

## Libres opinions[[25]](#footnote-25)



# L’OTAN en Afghanistan



*Par le Général(CR) François CANN*

*Président de l’Amicale du «8» et du «7» (RPIMa)*

**L**e Commandant suprême des forces militaires de l’OTAN est toujours un général d’armée américain: le premier fut le général Eisenhower avec comme second – excusez du peu – le maréchal Montgomery. Ce général porte «deux casquettes», celle du SACEUR (commandant suprême des forces de l’OTAN) et celle d’USAREUR (commandant des forces américaines stationnées en Europe et en Turquie).

En 1991, les Américains, pour la conduite de la guerre dans le Golfe, firent appel à l’USAREUR (casquette américaine) pour le support logistique, médical et administratif, d’abord de la mise en place des forces en Arabie saoudite et ensuite des opérations de guerre en Irak…avec succès. J’étais alors le chef de la Mission militaire française au SHAPE (état-major de l’OTAN) et, comme nos forces françaises étaient engagées dans le Golfe aux côtés des Américains, j’ai pu, tout à loisir, observer, de l’intérieur, comment fonctionnaient les Américains. Ainsi ai-je été convié tous les matins à huit heures dans le Bunker souterrain, devenu une sorte de réplique, à distance, du P.C. du général Schwarzkopf en Arabie saoudite. Dans ces moments de précipitation, voire de confusion, que vivent quelquefois les état-majors soudainement plongés dans l’incertitude, le doute et l’urgence, notre général en chef, le général Galvin, réagissait sans trop se demander quelle casquette il portait alors («otanienne» ou américaine). Mais tout le monde s’en fichait puisqu’il décidait pour le bien commun!

Dix ans plus tard, au lendemain de la destruction des tours du World Trade Center, le 11 septembre 2001, les Américains se lancèrent à corps perdu, avec l’approbation quasi unanime du monde occidental, dans la chasse contre Al Qaïda, en Irak et en Afghanistan. Ils réactivèrent alors le système OTAN qui avait si bien fonctionné vers le Moyen Orient et, une nouvelle fois, le généralissime se retrouva impliqué d’abord avec sa casquette «américaine» pour l’Irak et puis avec sa casquette «OTAN» pour l’Afghanistan avec, ce qui était une première, des responsabilités opérationnelles sur ce nouveau théâtre d’opérations. Et c’est ainsi que, par une dérive qu’expliquent les évènements, le commandement des opérations de l’Alliance est, aujourd’hui, exercé par le SACEUR (casquette OTAN) à partir du Bunker (que je viens d’évoquer) situé à Mons en Belgique.

Ces opérations ont beau être placées sous mandat de l’ONU, presque aucun Afghan ne le sait ou, ce qui revient au même, tout le monde feint de l’ignorer, d’autant que l’image de marque de l’OTAN au Moyen Orient est déplorable. Nous nous en sommes aperçus à Beyrouth en 1983 et nous en avons fait les frais. Cette image souffre d’un amalgame simpliste, habilement colporté auprès du musulman de base: OTAN = États-Unis = Satan. De toute évidence, nos forces françaises engagées en Afghanistan pâtissent aujourd’hui de cet amalgame largement entretenu et amplifié dans la population.

Depuis le 11 septembre 2001, Al Qaïda a multiplié ses attentats de par le monde en frappant plus de pays «non-otaniens» que de pays membres de l’OTAN...les derniers pays frappés étant l’Algérie et la Chine mais on peut rappeler le Soudan, la Tunisie, l’Australie via l’Indonésie etc…, etc... Dès lors, dans la mesure où Al Qaïda affiche une menace de dimension planétaire, on est en droit de se poser la question de savoir pourquoi l’OTAN aurait la charge exclusive des opérations en Afghanistan, si, de surcroît, on observe qu’au delà de ce cul-de-sac que constitue le sanctuaire d’Al Qaïda se trouve la moitié de l’humanité, soit trois milliards de personnes: Pakistan, Inde, Chine, Indonésie, Japon...tous aussi concernés par le terrorisme que le sont les pays européens.

Ne serait-ce pas plutôt à l’ONU, dont la Charte de 1945 a pour but la «sécurité internationale», de déléguer à son Conseil de Sécurité la responsabilité d’opérations menées sous le chapitre VII de la Charte (ouverture du feu en configuration «guerre») et non pas le chapitre VI («légitime défense», comme au Liban)?

Resterait alors à trouver une structure d’état-major appropriée: dans l’état actuel des choses, celle-ci ne pourrait être fournie que par l’Union de l’Europe Occidentale dont l’image de marque au Moyen Orient est encore à peu près préservée à ce jour.

# La bataille du renseignement

**en contre guérilla urbaine:**

## L’exemple de la bataille d’Alger



### Par le Chef de bataillon Pascal IANNI

**A**u moment où l’armée de terre s’apprête à diffuser un manuel de contre-rébellion, traitant notamment des spécificités des engagements en zone urbaine, il semble intéressant de s’interroger sur la pertinence de certains modes d’action développés par l’armée française lors de la lutte contre l’appareil politico-militaire du FLN[[26]](#footnote-26) en 1957, à Alger.

Objet de nombreuses controverses, la recherche du renseignement fut un succès global en Algérie et mérite une attention particulière à l’heure où certaines armées occidentales sont d’ores et déjà confrontées à ce type d’opérations, notamment au Moyen-Orient (Irak, Territoires Palestiniens…).

Si l’usage de la torture est inacceptable il reste néanmoins certain que les méthodes d’infiltration et de déstabilisation des réseaux adverses, de collecte, de partage et de synthèse du renseignement mises en œuvre en Algérie pourraient nourrir une réflexion pratique qui pourrait être développée dans l’avenir.

**Rappel du contexte**

Le 7 janvier 1957, après une vague d’attentats sanglants contre la population algéroise, le Ministre résidant Robert Lacoste convoque le Général Massu, commandant la 10ème division parachutiste, de retour de l’opération avortée sur le canal de Suez, et lui attribue tous les pouvoirs de police normalement impartis à l’autorité civile.

Le général Massu est désormais détenteur de pouvoirs discrétionnaires dont le contrôle de la circulation des personnes et des biens, l’institution de zones réglementées et interdites, l’assignation à résidence, surveillée ou non, l’autorisation de perquisitions à domicile de jour comme de nuit. Les soldats français, parachutistes et zouaves pour l’essentiel, appuyés par les policiers et les gendarmes se lancent dans de nouvelles missions, très éloignées des modes d’action appliqués dans le reste du territoire contre la guérilla du FLN. Notons dès à présent que certains officiers seront, dès le début, extrêmement réticents face à cet engagement[[27]](#footnote-27).

**Le contrôle de la population d’Alger**

Pour remplir cette mission, l’armée française établit un contrôle étroit de la population via **le dispositif de protection urbaine (DPU)**, mis en place par un des adjoints de Massu, le Lieutenant-colonel Trinquier. Chaque maison est numérotée, une fiche est établie par maison, cette fiche précise le nombre et le nom des occupants, leur position (absent, présent). «*Un responsable par maison doit tenir la fiche à jour et expliquer les absences. Les chefs d’îlots surveillent ce recensement permanent qui veut enserrer la population dans un gigantesque filet*»[[28]](#footnote-28). Lorsqu’un habitant est absent ou qu’une personne n’habitant pas dans l’îlot est présente, le chef d’îlot doit en rendre compte aux autorités. Cette mesure visait à contrôler les mouvements de la population algéroise et à limiter les possibilités d’hébergement et de déplacements des activistes du FLN. Dans la Casbah, la 10ème division parachutiste dispose d’une compagnie du 9ème régiment de zouaves, sous les ordres du Capitaine Sirvent, algérois de naissance, parlant couramment l’arabe. «*Ses hommes, en revanche, sont des appelés métropolitains, surtout des ruraux originaires des départements du Nord. Ils s’adaptent vite à la mission, déambulent dans la Casbah pour en découvrir les coins et les recoins, discutent avec les commerçants et les tenanciers de cafés maures, quand ils ne veillent pas aux chicanes ou n’assurent pas la protection des perquisitions effectuées par la PJ. Ils sont dotés de talkies-walkies les reliant à leur capitaine qui a organisé un efficace réseau radio depuis le palais Klein, sur le toit duquel il a installé un phare sur pivot qui permet de surveiller les terrasses*»[[29]](#footnote-29). Cette compagnie fournit aux unités d’intervention des renseignements d’ambiance et reste en mesure de «donner le pouls» de cette zone clé d’Alger.

L’ensemble de ces actions est coordonné lors de réunions quotidiennes tenues à la préfecture rassemblant les commandants d’unités, les commandants de secteurs et les responsables civils qui participent au maintien de l’ordre: les polices judiciaires et urbaines, les renseignements généraux et la DST. Le Général Massu obtiendra aussi le détachement d’inspecteurs de police auprès des officiers renseignement des régiments. Il propose de leur faire porter la tenue de combat, certains le feront.

**Le Capitaine Léger et la «bleuite»**

Simultanément, le Lieutenant-colonel Trinquier s’attache les services d’un jeune capitaine, ancien des services spéciaux, ayant servi en Indochine au sein des régiments parachutistes coloniaux, rompu aux techniques de subversion et de contre-guérilla, le Capitaine Paul-Alain Léger.

Celui-ci comprend rapidement que les exactions du FLN peuvent être utilisées pour retourner des personnes contre lui. «*Parmi les hommes au nez coupé, aux lèvres coupées, parmi les veuves de ceux qui ont été égorgés, il y en a beaucoup qui brûlent de se venger*»[[30]](#footnote-30). Léger va «travailler» la population en exploitant au maximum les renseignements fournis, en privant l’adversaire de ses moyens d’information. Il va retourner contre le FLN ceux qui en ont été victimes, complices ou agents.

Il crée dans un premier temps **le groupe renseignement exploitation (GRE)** et s’installe dans la Casbah près du PC de Sirvent. Le GRE est composé de 5 personnes, renforcées rapidement pas deux anciens membres du FLN (dont une ancienne activiste du FLN emprisonnée après avoir été dénoncée par son époux). Le GRE va remplir deux missions:

* lutter contre les groupes qui imposent les règles du FLN à Alger (interdiction des jeux dans les cafés maures, interdiction de l’alcool et du tabac…). «*En juillet 1957, l’objectif était atteint. Les habitants de la Casbah fumaient, jouaient aux dominos, écoutaient la radio comme dans le passé*»[[31]](#footnote-31),
* utiliser les transfuges pour identifier parmi la population, en surveillant les issues de la Casbah, les membres de l’appareil politico-militaire du FLN à Alger. Les hommes du GRE, cachés, rendaient compte aux zouaves du Capitaine Sirvent qui intervenaient pour arrêter les rebelles ainsi démasqués.

Progressivement, le capitaine Léger, sous la direction du colonel Godard, va noyauter l’organisation de la zone autonome d’Alger (ZAA), nom donné à la structure politico-militaire du FLN dans la capitale, avec pour objectif d’en faire tomber le chef puis de la détruire pour mettre un terme aux attentats aveugles. Le 24 septembre 1957, l’arrestation de Yacef Saadi, chef des poseurs de bombe du FLN à Alger marque le succès total des méthodes du GRE et une victoire déterminante des militaires français dans leur lutte contre la guérilla urbaine.

Les actions du GRE vont également être conduites hors d’Alger. L’une d’entre elles mérite une attention particulière: la zone rebelle de la Wilaya III, en Kabylie, va être intoxiquée par ce qui est encore aujourd’hui appelé la *«bleuite»[[32]](#footnote-32).*

Les rebelles capturés, originaires de cette wilaya sont retournés, manipulés puis renvoyés dans leurs unités pour y collecter des renseignements. Léger parvient si bien à infiltrer la structure de commandement qu’il dispose finalement d’un de ses hommes à la tête de la Wilaya III! Pendant six mois, les officiers français contrôleront l’ensemble des activités du FLN à Alger. Les dirigeants rebelles se demanderont d’ailleurs à de nombreuses reprises pourquoi le nombre d’attentats et d’attaque était si faible.

À la fin de l’année 1958, Léger introduit un virus mortel, le virus de la «*bleuite»*. Il explique à d’authentiques maquisards à quel point les maquis sont infiltrés, use de pseudo-messages radio puis favorise ensuite l’évasion de ces maquisards «intoxiqués». La manipulation sera renforcée par l’abandon de faux ordres de mission français sur des cadavres de vrais maquisards. Le chef de la Wilaya III, Amirouche, convaincu de l’existence de traîtres dans les rangs de sa Wilaya, va alors se lancer dans une purge aveugle qui aurait coûté plus de 2.000 combattants au FLN.

**Enseignements**

Même s’il convient de rester prudent et de ne pas chercher à calquer de façon mécanique ces modes d’action, plusieurs enseignements pourraient être utilisés lors de futures opérations de contre-rébellion en zone urbaine.

* Le renseignement constitue la première exigence de ce type d’engagement. L’exemple de la bataille d’Alger souligne l’impérieuse nécessité d’une coordination du renseignement (collecte, analyse, synthèse, diffusion) autour du commandant de l’opération, quelle que soit son origine (tactique, opérative ou stratégique). De plus, l’appui de spécialistes de lutte contre les crimes en zone urbaine (policiers, gendarmes) est indispensable pour organiser le quadrillage d’une zone urbaine, l’analyse du renseignement.

Il existe aujourd’hui une réelle volonté de pallier cette difficulté, la création attendue d’une base de donnée centrale, l’organisation régulière de comité de renseignement de théâtre (CRT), la définition de mesures de «déconfliction» par les G2X vont dans ce sens. Cependant, le respect d’une certaine étanchéité reste prégnant pour assurer la sécurité des opérations.

* Le contrôle de la population, à l’image du DPU du Lieutenant-colonel Trinquier, semble également indispensable. L’établissement de pièces d’identité peut permettre de recenser l’ensemble de la population et d’en contrôler les mouvements, l’objectif étant d’isoler les rebelles et terroristes, de les identifier puis de les neutraliser. Le recensement pourrait être effectué avec des prétextes variés (téléphone, vivres, internet…). L’action des opérations psychologiques (*psyops*) pourrait être déterminante.

Néanmoins, une réflexion pourra être initiée sur les contraintes politiques et stratégiques qui pourraient peser sur la force engagée en contre-rébellion au regard du respect de certaines libertés fondamentales comme la libre circulation, la libre expression… Le poids et le rôle des médias ne peut également pas être occulté.

* L’efficacité du GRE et des «bleus de chauffe» du capitaine Léger montre qu’il est possible de «retourner» des victimes de la rébellion et de les utiliser soit pour comprendre l’organisation des groupes rebelles, leurs motivations, leurs modes d’action, soit pour collecter du renseignement au sein de la population. La force pourrait utiliser ce type d’auxiliaires pour lancer des campagnes d’action psychologiques répondant exactement aux messages des rebelles et aux attentes de la population locale.

Les officiers «traitant» ce type de source devront avoir été formés en amont à ce type d’action.

Afin d’éviter de potentielles dérives, ces manipulations ne pourront être mises en œuvre qu’au plus haut niveau (stratégique et opératif) et s’inscrire dans la durée en s’affranchissant des discontinuités crées par les relèves.

* Enfin, l’emploi de groupes locaux, d’unités constituées de forces locales pourrait être envisagé. Ils permettraient de s’affranchir de barrière culturelle, linguistique et d’avoir des éléments «amis» immergés au sein des quartiers et de préparer un désengagement. À l’aune de l’exemple actuel des tribus sunnites, armées, rétribuées par l’armée américaine en Irak, le problème du contrôle de ces unités, de leur financement, de leur collusion éventuelle avec des groupes rebelles, de l’impact politique et stratégique de leurs actions devront être étudiés avec une attention certaine.

En amont de la crise ou de l’intervention, un travail d’identification des groupes, des leaders associé à de possibles coopérations ou aides ponctuelles pourra préparer l’engagement dans la zone urbaine. Pilotées par des spécialistes du renseignement, ces actions auraient trois formes:

* assistance et conseil (OMLT),
* soutien de maquis d’opposants (Alliance du Nord en Afghanistan),
* constitution de commandos de ralliés (Algérie avec le commando Georges).

**Conclusion**

Les enseignements qui peuvent être tirés de la bataille d’Alger peuvent donc nourrir une réflexion sur les particularités de la lutte contre une rébellion en zone urbaine.

Ces enseignements doivent être tempérés à l’aune de la permanence de la présence française dans la principale ville d’Algérie. Les réseaux de renseignements, la connaissance du milieu, l’hétérogénéité relative de la population locale (population d’origine européenne nombreuse) facilitaient l’action des forces françaises.

De telles opérations supposeraient donc aujourd’hui de bénéficier du temps nécessaire à l’obtention de résultats durables parfois opposés au besoin de résultats rapides induits dans les opérations actuelles.

Pourtant, est-il réellement possible de vaincre une guérilla urbaine et de stabiliser une grande agglomération en temps contraint?

# Unités de réserve «PROTERRE»[[33]](#footnote-33):

**un concept a revoir?**



*Par le Chef de bataillon (ORSEM) Luc BECKER*

**L**es Unités d’Intervention de Réserve (UIR) ont été crées il y a plus de 10 ans sous le vocable d’Unités de Réserve de Régiment Professionnel (URRP). Constituées à l’origine de trois sections de combat et d’une section de commandement armées par du personnel sous ESR[[34]](#footnote-34), elles ont évolué vers une structure à deux sections de combat et une section de commandement formées par des personnels sous ESR, plus deux sections de combat dont les personnels sont des «disponibles». Dans le même temps, les sections de combat ont perdu leurs armes collectives et une partie de leurs véhicules.

Par ailleurs, l’apparition du concept «PROTERRE», en créant une structure d’unité élémentaire à deux sections, a provoqué une confusion entre la structure organique des UIR et celle des UE PROTERRE. Cet état de fait, dû peut-être à la prééminence des engagements en OPINT[[35]](#footnote-35) (type VIGIPIRATE) tend à centrer l’entraînement des UIR sur le format PROTERRE. Or, cette dérive cause une diminution des capacités et des savoirs faire des unités de réserve, alors même que le durcissement des conflits dans lesquels nos forces sont engagées et la baisse des effectifs devraient inciter à maximiser les capacités des UIR.

En la matière, si l’état des lieux ne semble guère reluisant, il n’en reste pas moins que des solutions sont à notre portée et doivent être mises en œuvre.

# L’emploi contraint au format PROTERRE

Deux des quatre sections de combat des UIR sont formées de personnels soumis à l’obligation de disponibilité. Force est de constater que ces deux sections ne sont jamais entraînées.

La réglementation actuelle, en limitant les possibilités d’activité de ces sections à cinq jours par période de cinq ans y est pour beaucoup. Pourtant, ces personnels disponibles, non obligatoirement issus du régiment où ils sont affectés, ne se connaissant a priori pas, auraient besoin d’un entraînement adapté pour pouvoir être engagés rapidement avec les autres personnels de l’UIR.

Par ailleurs, l’absence de lien avec leur unité d’appartenance fait craindre qu’en cas de rappel, une partie de l’effectif ne rejoigne pas ou tardivement. L’expérience des convocations verticales des régiments de réserve a démontré qu’il existe toujours un taux de fuite, variable suivant les circonstances et les régions.

Enfin, une fois les effectifs complets, ces sections devraient obligatoirement subir une mise en condition opérationnelle, ne serait ce que pour permettre à chacun de retrouver ses marques et de créer un minimum de lien tactique[[36]](#footnote-36). On peut, sans s’avancer outre mesure, estimer que ce processus durerait de six à huit semaines.

Par conséquent, il devient évident que les UIR seraient, au moins dans un premier temps, engagées sous un format «PROTERRE» ou «PROTERRE renforcé» (avec la section commandement complète).

**Les faiblesses du modèle proterre**

Avec un effectif calculé sur celui de la plus petite unité élémentaire de l’armée de terre, la compagnie PROTERRE souffre de nombreux défauts.

* En premier lieu, la réduction à l’extrême de la section de commandement – réduite à moins d’un groupe – interdit toute constitution d’un train de combat. L’unité n’a donc pas d’autonomie logistique, ce qui signifie que soit l’échelon supérieur assure l’essentiel des fonctions du TC1[[37]](#footnote-37), soit les sections consacrent des moyens pour assurer des tâches logistiques. Dans le premier cas, le glissement de tâches vers le TC2 contraint à augmenter la taille de celui-ci pour assurer l’intégralité de la manœuvre logistique. Dans le second cas, cela implique de désengager périodiquement une section pour effectuer les recomplètements. En finale, les deux solutions limitent l’autonomie de l’unité PROTERRE.
* En deuxième lieu, le commandant d’unité n’ayant pas d’adjoint, la permanence du commandement ne peut être assurée sur la durée. L’unité PROTERRE ne peut donc pas assurer de missions dont la durée ou le rythme dépasseraient la capacité de durer du seul commandant d’unité. Là encore, cette contrainte limite les possibilités d’emploi de l’unité.
* En troisième lieu, on relève que l’unité PROTERRE ne dispose d’aucun armement collectif, bien que la notice sur l’entraînement des unités PROTERRE précise qu’elle peut en être dotée en fonction des circonstances. Pour autant, ce type d’armes ne figurant pas au DUO[[38]](#footnote-38), la tendance est de ne plus s’entraîner à les mettre en œuvre et à les employer. Or, une dotation en armes collectives – ANF1 et LRAC ou AT4[[39]](#footnote-39) – permettrait de compenser en partie le faible effectif des unités PROTERRE.
* En quatrième lieu se pose le problème des véhicules: les sections d’une UIR ne disposent que de deux camionnettes «TRM 2000» pour trois groupes. Cette dotation indigente, outre le fait que la camionnette tactique n’assure aucune protection aux personnels, fait peser une contrainte démesurée sur la mobilité des sections. Du coup, le commandant d’unité se voit contraint de créer un échelon de transport et de déplacer ses sections une par une.
* En dernier lieu, la compagnie PROTERRE n’est composée que de deux sections, défaut majeur qui réduit de manière très conséquente les options tactiques offertes au capitaine. En effet, avec deux sous-unités, le commandant d’unité est réduit à un rôle de coordinateur[[40]](#footnote-40). Il se retrouve face à un choix binaire: soit engager ses deux sections et se passer pratiquement d’élément d’intervention (sauf à jouer sur l’articulation, mais l’élément en réserve sera de faible volume), soit engager une seule section et conserver l’autre en soutien[[41]](#footnote-41). Ce faible nombre de possibilités de base limite la capacité d’adaptation des unités PROTERRE et ce phénomène semble ne déranger personne. On peut noter à ce sujet que les rédacteurs de la notice sur l’instruction des unités PROTERRE ont éludé le problème en proposant, au chapitre sur le combat de la compagnie, aux commandants d’unités de se reporter au combat de la section, laquelle est constituée de trois groupes!

# Vers des solutions

Malgré ce bilan peu satisfaisant, il est possible de compenser, au moins partiellement, les défauts cités supra.

Toutes les solutions immédiatement à portée de tout capitaine commandant une UIR ont pour objectif la rentabilisation maximale des moyens existants. À ce titre, toutes les mesures de nature à atteindre cet objectif reposent sur deux piliers: l’entraînement et le choix de l’articulation.

Un des buts principaux de l’entraînement doit être, d’une part, de permettre aux chefs de laisser à leurs subordonnés une marge d’initiative suffisante et, d’autre part, d’apprendre à ces derniers à l’utiliser au profit de la réalisation de la mission.

Précisément, il s’agit d’abord de développer les compétences tactiques des cadres (commandant d’unité, officier adjoint, chefs de section et SOA[[42]](#footnote-42), chefs de groupe) en combinant des exercices en salle – thèmes tactiques, logiciels de simulation, caisse à sable – et sur le terrain. Pour ce qui est du commandant d’unité, ces séances doivent, entre autres choses, lui donner l’habitude de manipuler un nombre variable de sections, afin de conserver ou d’acquérir la capacité à manœuvrer plus de deux sections.

Simultanément, il faut développer un lien tactique fort entre chaque chef et ses subordonnés. Ce lien, qui ne s’acquiert qu’au fil d’un long travail commun est le corollaire de la confiance qui doit exister entre chaque membre de l’unité. C’est ce lien qui permet à un subordonné – chef de section ou chef de groupe – de réagir rapidement dans le sens de l’intention du chef à une situation inopinée. C’est donc un élément clé de la capacité d’adaptation de l’unité. C’est aussi ce qui permet au chef de laisser à ses subordonnés une autonomie de plus en plus indispensable.

Par ailleurs, et toujours dans le cadre de la rentabilisation des moyens, un effort particulier est à faire en faveur de l’entraînement des groupes de combat, afin de les amener à un degré d’autonomie peu pratiqué jusqu’ici.

Pour ce faire, les activités doivent mettre l’accent sur le combat du groupe, le tir (l’ISTC), l’aguerrissement et la rusticité. De plus, il est nécessaire d’entraîner les groupes de combat à la mise en œuvre et à l’emploi des armes collectives disponibles: ANF1, LRAC, mitrailleuse de 50[[43]](#footnote-43). En tout état de cause, et malgré les difficultés liées à l’irrégularité de la présence de certains personnels, le perfectionnement des groupes de combat des UIR doit être une priorité absolue du commandant d’unité[[44]](#footnote-44).

L’articulation est – rappelons le – fixée par le commandant d’unité pour adapter son unité à la manœuvre qu’il envisage. Une vieille habitude veut que l’on utilise l’articulation organique, ce qui simplifie les choses dès lors que l’unité dispose de suffisamment de pions (trois ou quatre). Malheureusement, les UIR PROTERRE ne sont pas dans ce cas. Or, ne pas se contenter de l’articulation organique, c’est ouvrir de nouvelles possibilités tactiques:

* Et ce tout d’abord dans le domaine du soutien logistique. En la matière, il paraît indispensable de disposer d’un TC1 suffisamment bien calibré pour que l’unité dispose d’une autonomie suffisante. Chaque UIR disposant d’une section de commandement sous ESR, il faut par conséquent systématiquement inclure cette section au DUO «opérationnel» de l’UIR[[45]](#footnote-45)
* Ensuite dans le domaine du commandement. Comme toute unité élémentaire, les UIR disposent d’un officier adjoint. Nonobstant la structure PROTERRE, cet officier doit être engagé avec son unité, tant il est partie prenante de la capacité de commandement. Car sans adjoint au commandant d’unité, il ne peut y avoir de permanence du commandement, donc pas d’engagement sur un mode continu, sauf au prix d’une «combustion» rapide du capitaine.
* Enfin en ce qui concerne l’articulation des sections de combat. En cherchant à adapter son outil aux circonstances, le commandant d’unité peut être amené à créer une troisième sous-unité. Par exemple, en retirant 1 groupe à chaque section – ce nouveau pion étant placé aux ordres d’un SOA, ou bien en coupant une section en deux, ou bien encore en retirant des trinômes à chaque section. Même si toutes ces formules ne remplacent pas une troisième section, elles peuvent permettre de disposer momentanément d’un élément de couverture, d’appui ou de recueil. Si l’unité dispose d’armes collectives, les possibilités sont plus nombreuses, allant de la constitution d’une base de feux en rassemblant au sein d’une nouvelle sous-unité tout ou partie des ANF1, à la création d’une entité anti-véhicule ou anti-blockhaus sur la base des LRAC. Dans le même ordre d’idées, on peut envisager aussi le regroupement des meilleurs tireurs au sein d’un groupe chargé d’une action particulière. En bref, il s’agit d’adapter des moyens réduits aux nécessités de la mission pour en tirer la meilleure efficacité.

Toutefois, quelque soit la créativité des commandants d’unité d’UIR, l’exercice aura tôt ou tard ses limites. C’est pourquoi l’effort de rentabilisation des moyens ne doit pas nous dispenser d’une réflexion sur la structure des UIR, leurs moyens et leur doctrine d’emploi.

# Quelques perspectives

Compte tenu du contexte actuel de restructuration de l’armée de terre, il semble difficile de pouvoir échapper à une remise en question des structures des UIR.

Dans ce cadre, il serait envisageable de constituer des UIR à trois ou quatre sections de combat formées de personnels sous ESR. De ce fait, ces unités pourraient être engagées avec un préavis assez court. De plus, ces unités élémentaires de réserve pourraient plus facilement qu’aujourd’hui mettre sur pied une unité PROTERRE standard, pour des engagements de type VIGIPIRATE.

Par ailleurs, les disponibles pourraient être affectés à des UIR de «deuxième réserve», opérationnelles après une mise en condition plus longue.

Ainsi, il serait possible de mettre sur pied 40 à 50 UIR de première réserve et un nombre égal d’unités de deuxième réserve. Les deux types d’unités étant de même pied et disposant de capacités valables.

En complément, il sera nécessaire de revoir l’équipement des UIR en adéquation avec des hypothèses d’emploi élargies pour anticiper les engagements futurs. Revoir les dotations en armes collectives, en moyens de transmission, en véhicules – en dotant par exemple les UIR de VAB – est un exercice qu’il faudra faire sans trop tarder.

Au-delà, l’armée de terre doit entamer une réflexion sur la doctrine d’emploi des unités de réserve, sans se limiter aux OPINT de type VIGIPIRATE, pour prendre en compte l’éventualité d’engagements plus durs.

Dans ce chantier qui s’annonce, les officiers de réserve doivent prendre toute leur place, faire part de leurs idées et de leurs expériences, afin d’arriver à des solutions optimales, dans l’intérêt de la défense de la France.

# Il faut redonner son nom

à «l’École de guerre»



# *Par le Lieutenant-colonel Jean-Michel MEUNIER*

**Introduction:**

La scène se passe à Paris, un matin du mois de juin 2008 dans les salons d’une grande entreprise du CAC 40. Notre groupe de la 15ème promotion du Collège Interarmées de Défense (C.I.D.) est en visite d’information. Nous sommes accueillis par le Directeur général, le Directeur des ressources humaines et des cadres supérieurs français et étrangers. Mes camarades me regardent avec amusement essayer de présenter le C.I.D. à nos hôtes. Par défi et par curiosité, je ne prononce pas le nom historique de l’école. Après de fastidieuses explications sur le parcours professionnel d’un officier en 2ème partie de carrière, le programme de la scolarité, le Directeur général me demande soudain s’il ne s’agit pas tout simplement de «l’École de Guerre». À ma réponse affirmative, tous les visages s’éclairent, l’incompréhension dédaigneuse qui s’installait dans les regards s’estompe et les questions fusent. Encore une fois, je mesure avec étonnement l’effet de ce simple nom sur des générations d’hommes et de femmes, français et étrangers assez éloignés du monde militaire. Je crâne fièrement jusqu’à ce qu’une stagiaire innocente mais cruelle me demande s’il s’agit d’une annexe de l’École de guerre économique installée dans le VIIème arrondissement de Paris.

Cette anecdote authentique nous incite à nous demander si l’appellation «C.I.D.» est réellement adaptée pour désigner l’institution qui forme chaque année les futurs chefs militaires? N’est-il pas légitime et utile de restaurer le nom «École de Guerre» sous une forme ou sous une autre? Des enjeux de fond se révèlent derrière ce qui ressemble de prime abord à une modeste question de forme.

Il apparaît à la fois possible et nécessaire de redonner au C.I.D son nom historique d’«École de Guerre» dans la mesure où la réalité du monde contemporain nous y engage et parce qu’il s’agit de rappeler de façon claire et lisible la place spécifique des armées dans notre société. Bien loin d’un retour en arrière, réhabiliter le nom «École de guerre» c’est saisir la double chance d’un nom hérité et choisi à la fois. La réforme en préparation de l’enseignement militaire va nous offrir cette possibilité.

Défendre l’opportunité de cette démarche, c’est d’abord comprendre pourquoi le nom «École de Guerre» a été abandonné dans les années 90. C’est ensuite reconnaître que le nom de C.I.D. n’a pas réussi à s’imposer après 15 ans d’existence. Enfin il faut souligner l’intérêt pour les armées et pour notre pays de retrouver le vrai sens du nom «École de guerre».

**Un nom rejeté dans le contexte particulier des années 90.**

Le 1er septembre 1993, l’abandon du nom «École de Guerre» au profit de l’appellation «Collège Interarmées de Défense» intervient dans un cadre géopolitique et un contexte sociétal spécifiques.

Le C.I.D. succède aux quatre anciennes Écoles Supérieures de Guerre, à l’École supérieure de la Gendarmerie Nationale et au Cours Supérieur Interarmées dans une période marquée par de profonds bouleversements stratégiques. Cette réforme de l’enseignement militaire supérieur était rendue nécessaire par la conduite d’opérations militaires nouvelles et dans la perspective d’une défense européenne.

Plus largement, l’ambiance du moment était celle de l’illusion d’une «fin de l’histoire[[46]](#footnote-46)», dans une société espérant enfin profiter des «dividendes de la paix». Si la légitimité de ces adaptations n’est pas en cause, il est inquiétant de constater qu’elles participent à une évolution qui conduit à éradiquer le mot «guerre» du vocabulaire militaire.

Or, le monde réel se rappelle à nous (récemment douloureusement) pour signifier que la guerre n’est pas morte. Le militaire a une responsabilité à l’égard de la société dont il est une émanation. Les sociétés modernes souffrent d’un mal chronique qui consiste à effacer de leur vocabulaire les mots qui évoquent les problèmes et difficultés auxquels elles ne veulent plus faire face. Il s’agit de proposer des périphrases ou des euphémismes ou pire, d’établir des tabous. Ainsi, supprimer le mot permettrait de faire disparaître les maux. Le problème est aussi sérieux qu’ancien puisque Platon analysait déjà que «la perversion de la cité commence toujours par la fraude des mots».

Il y a plus: on n’a pas seulement assisté à la disparition d’un mot ou d’un nom du vocabulaire militaire, mais aussi à son glissement vers un champ lexical civil. Il est significatif à cet égard que l’appellation «École de Guerre» qu’abandonnent les armées s’est déplacé en quelques années vers le domaine économique. C’est en effet en 1997 qu’est créée à Paris l’École de Guerre Économique. À mesure que les armées opéraient une «pacification» de leur champ lexical, le vocabulaire du monde civil et spécifiquement celui de l’économie s’est largement militarisé.

Il est toujours courant de rebaptiser un organisme pour éviter de le moderniser réellement. Concernant l’enseignement militaire supérieur, sa rénovation profonde et courageuse dans les années 90 s’est concrétisée par un nom nouveau. On constate malheureusement que le recours à l’appellation «Collège Interarmées de Défense» très descriptive fait finalement perdre le sens général et supérieur de ce qui devrait être signifié. Depuis 15 ans, bien loin de s’être vraiment imposé, l’acronyme «C.I.D.» fait courir à l’enseignement militaire supérieur le double risque de la banalisation dans le monde universitaire et de l’anonymat dans celui des institutions de l’État.

Le remplacement du nom «École de Guerre» par l’appellation «C.I.D.» s’accompagne d’une perte de notoriété et de sens.

Après 15 promotions, on mesure encore un déficit d’image et de lisibilité du «C.I.D.». Puisque la référence au monde civil est aujourd’hui de rigueur, il faut admettre qu’aucune grande entreprise n’aurait abandonné un label aussi respecté, vecteur d’une notoriété internationale. Cette perte de lisibilité est évidente, puisqu’il est pratiquement impossible de présenter le C.I.D. sans référence explicite à «l’ancienne École de Guerre».

Le nom «École de guerre» reste un label reconnu que les armées ont pourtant abandonné. Il suffit pour s’en convaincre de comparer l’occurrence des noms en question sur «Google». Le terme «École de Guerre» apparaît 308.000 fois et l’«École Supérieure de Guerre» est référencée dans 1.430.000 articles ou documents. L’expression «Collège Interarmées de Défense» renvoie quant à elle à 6.070 occurrences,

Le mot «défense» s’est substitué au mot «guerre» qu’il nous faudrait pourtant bien continuer à prononcer. Il recouvre une réalité du monde dans lequel nous vivons et définit le fondement spécifique de l’enseignement militaire supérieur. Ce mot «défense» qui est le contraire du mot «attaque» ne nous condamne-t-il pas à n’agir qu’en réaction aux menaces du monde qui nous entoure? Notre société juge sans aucun doute le mot «guerre» trop agressif! Justement, le mot *agressere* en latin évoque l’idée «d’aller vers». La préservation de nos valeurs et de nos intérêts, se définit aujourd’hui comme une manœuvre de l’avant, bien au-delà des limites physiques du territoire national. C’est ce qui se joue en Océan Indien ou en Afghanistan. L’enfermement défensif derrière une nouvelle ligne Maginot ou le repli égoïste sur un «soi collectif» seraient les pires des postures pour notre sécurité.

C’est aux militaires, et plus particulièrement aux élites de chacune des armées que revient la responsabilité de rappeler cette réalité à la nation.

**Restaurer le nom «École de Guerre» pour exprimer la nécessité de penser l’engagement de la force au service du monde tel qu’il est: «si vis pacem, para bellum»[[47]](#footnote-47)**

La société française et l’institution militaire méritent des repères clairs. Restaurer le nom «École de guerre» est une opportunité à saisir pour rappeler ce qui fonde l’identité du militaire et son rôle dans la cité. Cela paraît important pour permettre aux armées de faire face aux défis que la nation attend qu’elles relèvent. Reprendre sous une forme ou une autre le nom «École de guerre» permettra encore aux chefs militaires de rappeler à leurs soldats et à leurs officiers que la finalité ultime de leur engagement pour le pays reste inchangée: se préparer à faire la guerre, le cas échéant malheureusement la faire et par-dessus tout la faire bien. À ne plus affirmer clairement leur contribution originale à la sécurité de la nation, les militaires risque de ne plus savoir faire leur métier. Il est flagrant aujourd’hui qu’un master en management (certes important et nécessaire) soit plus valorisant pour un officier supérieur que la connaissance approfondie de la planification opérationnelle…

L’appellation de «C.I.D.» provoque aussi un manque de lisibilité pour le citoyen. L’enseignement militaire supérieur est pourtant le cadre où ces questions graves, celles de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort doivent être abordées sans tabou. Le mot «guerre» fait peur et dérange parce qu’il évoque une réalité terrifiante de destruction, de souffrance, et de mort. C’est exactement pour cela que ce mot doit apparaître dans le nom de l’école qui forme les futurs chefs des armées. Ceux-ci doivent être imprégnés des responsabilités qui sont les leurs et de la gravité des décisions qu’ils auront à prendre dès le temps de paix. Malheureusement, l’expression «Collège Interarmées de Défense» est porteuse d’une connotation administrative et universitaire bien loin de correspondre complètement au regard que les militaires doivent porter sur le monde réel.

On pourra objecter que tout cela n’est que pure forme. Mais «la forme, c’est le fond qui remonte à la surface»[[48]](#footnote-48). Les armées doivent impérativement annoncer à la société française ce qu’elles font pour elle. Il est indispensable de réaffirmer la spécificité du métier militaire car les opérations d’aujourd’hui sont des opérations de guerre.

Face à des évolutions stratégiques rapides, il s’agit simplement de faire preuve de bon sens et de former nos chefs militaires selon le principe de réalité. Comme l’a rappelé le Président de la République, «il faut regarder le monde tel qu’il est: sans paranoïa, ni excès d’angélisme. Projeter 30.000 hommes, c’est déjà accepter le principe que notre pays pourrait s’engager dans une guerre, car avec 30.000 hommes c’est bien de cela dont il s’agit»[[49]](#footnote-49).

**Conclusion**

En définitive, il apparaît à la fois possible et nécessaire de redonner au C.I.D son nom historique d’«École de Guerre» dans la mesure où la réalité du monde contemporain nous y engage et parce qu’il s’agit de rappeler de façon claire et lisible la place spécifique des armées dans notre société.

Une référence claire au nom historique de l’école permettrait en outre de manifester et d’accompagner le renouveau actuel de la pensée et de l’expression militaire. Revendiquer le nom «École de guerre», c’est assumer un héritage, fait de défaites et de victoires, mais qui inscrit nos armées dans une continuité. Les militaires doivent porter la responsabilité d’évoquer pour leur pays les questions de la guerre et de la paix. Ils ne sont évidemment pas seuls à la porter mais ils ne peuvent s’en abstenir. À l’aube d’une nouvelle réforme de l’enseignement militaire supérieur et en contrepoint de toute tentation de crispation, voilà une occasion de montrer que rien n’est ni impossible ni inéluctable.

Dans un monde où la rupture est devenue un mode d’action finalement très conformiste, proposer de renouer avec une continuité historique n’est-ce pas là une vraie originalité?

# Je t’aime, moi non plus

## ou comment mieux coopérer

## avec les humanitaires



# *Par le Chef de Bataillon Jean-Frédéric LENOBLE*

**L**es relations entre la communauté humanitaire (ONG et Organisations Internationales) et l’armée de terre doivent devenir celles de deux partenaires. Certes, les identités sont distinctes et les métiers diffèrent mais les logiques convergent parfois et les objectifs sont souvent complémentaires.

Il existe une méconnaissance, voire parfois une méfiance entre ces deux communautés. Il y a peu d’échanges et pourtant, la situation humanitaire d’une région intervient dans la décision d’envoyer des troupes et l’opinion publique française est sensible à cette question.

L’absence «apparente» de points communs entre les jeunes gens choisissant d’embrasser le métier des armes et ceux entrant dans la communauté humanitaire, explique sans doute cette situation. L’opposition de nature entre le militaire détenteur de moyens armés, possédant la compétence et le droit de les employer, et l’humanitaire appliquant strictement le principe de neutralité complète vraisemblablement cette explication. Mais la convergence des contraintes entraîne celle des intérêts. Il existe des similitudes entre les deux entités en termes de logistique, de préoccupations budgétaires, de quotidien et parfois de prises de risques. Acteurs humanitaires et troupes au sol se croisant sans cesse en opérations, leur coopération devrait apporter une plus-value tactique et surtout opérative à leur action.

Sans surestimer l’altruisme et le professionnalisme de certaines ONG et en ayant soin d’identifier les interlocuteurs les plus crédibles pour éviter toute instrumentalisation, un système d’échange d’informations doit être instauré.

La répartition géographique et l’origine des informations des soldats et des «humanitaires» sont souvent complémentaires et ceux-ci ont besoin d’analyse sécuritaire et de points de situation actualisés.

Une intégration claire et médiatisée de la problématique et des données humanitaires dans la planification et la conduite d’opérations militaires pourrait renforcer l’image de l’armée de terre et favoriser son recrutement. Les métiers, les moyens et les logiques sont indéniablement différents mais y a-t-il un risque pour le moral ou la compétence technique des soldats à protéger un camp de déplacés dans une région dangereuse?

Inversement, la prise en compte des contraintes et des méthodes de travail des troupes au sol par la communauté humanitaire est indispensable. Elle permet de comprendre le vocabulaire, les non-dits, de savoir quoi et quand demander, de prévoir quelles actions mener et lesquelles éviter.

Surtout, sans remettre en question l’impartialité des humanitaires, une coopération active réduirait le pouvoir de «nuisance» de certains observateurs malveillants. Elle améliorerait les relations entre les soldats et la population locale car les acteurs humanitaires restent un excellent relais d’opinion vis-à-vis de celle-ci et de l’opinion publique internationale.

La sortie de crise, en permettant la relève partielle de l’armée de terre par les humanitaires, milite pour que cette coopération ait lieu au plus tôt et de manière permanente.

L’inscription d’un paragraphe «activités humanitaires» dans les différents ordres écrits permettrait de sensibiliser les officiers les plus jeunes à cette réalité des engagements contemporains. La participation d’officiers au programme NOHA[[50]](#footnote-50) serait une autre évolution logique car, comme les autres, cette coopération pour être fructueuse, exige confiance et connaissance mutuelle.

# Forces armées

# et sociétés militaires privées

**…vers un mariage de raison**



# *Par le Chef d’escadrons Corentin LANCRENON*

**E**n 1991, lors de la première guerre du Golfe, les effectifs déployés par les sociétés militaires privées s’élevaient à 1% du volume total de la coalition. Fin 2003, après la chute de Bagdad, le ratio était passé à 10%. Aujourd’hui, plus de 150 000 contractuels privés opèrent en Irak aux côtés d’autant de soldats. Cette réalité, souvent choquante, parfois dangereuse, est devenue une constante des conflits modernes. **Les forces armées, qui avaient déjà appris à vivre avec les médias puis avec les organisations non gouvernementales, doivent désormais s’inventer un mode de relation, coexistence, cohabitation ou coopération, avec ces nouveaux acteurs privés, mais surtout armés.**

**L’ignorance**, pour des raisons morales ou juridiques, **n’est plus possible** tant cette forme larvée de privatisation de la guerre est prégnante. Elle reste avant tout un phénomène ancien, au Moyen-Âge les condottieres vendaient déjà leurs lances au plus offrant, et n’a jamais cessé d’exister. Elle est aujourd’hui amplifiée par la nature asymétrique de conflits désormais appréhendés sous l’angle du continuum coercition, stabilisation et normalisation, sans que les forces armées n’aient vocation à conduire seules les processus à leurs termes. Surtout, cette inflation répond à des impératifs politiques et économiques. Les guerres modernes coûtent cher, les guérillas nécessitent de déployer des effectifs en nombre et les enjeux financiers, en particulier liés à la reconstruction, sont nombreux. Par conséquent, les Etats ne peuvent supporter seuls la conduite des conflits modernes et la présence d’acteurs privés devient nécessaire.

**Pour autant, les sociétés militaires privées n’ont pas vocation à se substituer aux forces armées**. D’abord, la guerre se caractérise par des actes violents dont seul l’Etat peut assumer la légitimité, la violence exercée à des fins privées relevant quant à elle des juridictions criminelles. Ensuite, lors des phases initiales de coercition, seules des armées, agissant isolément ou en coalitions, détiennent la capacité à coordonner leurs actions dans le temps et l’espace, garantissant ainsi le meilleur résultat au moindre coût, notamment humain. Au demeurant, il reste aujourd’hui difficile d’invoquer la spécificité militaire pour différencier le soldat de métier de celui de fortune. Au-delà de couvertures juridiques différentes, tous deux meurent, sont volontaires et contractuels, mus par le goût de l’aventure ou de l’argent, leur engagement moral envers leur pays restant discutable au regard d’opérations menées loin de chez eux.

**Dans ce contexte**, entre ignorance et substitution, **la coopération raisonnée entre les différents acteurs s’impose**. Les Etats-Unis, qui viennent de créer une structure de coordination entre leurs forces armées et la galaxie militaire privée proliférante, ne s’y sont pas trompés. En France, la loi de 2003, relative à la répression de l’activité de mercenaire, limite la création de sociétés militaires privées et contraint le soldat français en opération à cohabiter avec des groupes pour l’essentiel anglo-saxons. Face à une véritable mosaïque juridique et profitant de sa présidence de l’Union européenne, la France pourrait, en 2008, ouvrir le débat de l’harmonisation nécessaire des réglementations relatives à la privatisation de la guerre. L’UE pourrait ensuite défendre une position consensuelle dans les instances internationales. Au-delà du signe fort d’unité politique retrouvée que représenterait une telle action, il en va de la qualité du lien qui unit de fait soldats et opérateurs privés sur le terrain, et, in fine, de vies humaines.

# Chine: un dragon de papier?



*Par le Chef de bataillon Frédéric CORAS[[51]](#footnote-51)*

**L’**excellente organisation des JO 2008 donne de la Chine populaire (RPC) une image d’incontestable modernité. La Chine auréolée de sa première place aux JO s’est montrée unie autour d’un projet commun.

Déterminée à gagner un statut de grande puissance[[52]](#footnote-52), la Chine est devenue en une trentaine d’années un acteur économique mondial. Sur la scène internationale, son retour illustre la volonté de Pékin de ne pas laisser les autres puissances écrire l’histoire à sa place. Pourtant, cet immense pays est confronté à des difficultés sociales qui pourraient freiner son développement.

Cet article propose d’évaluer les forces et les faiblesses d’une grande puissance émergente.

## La Chine une puissance mondiale en devenir…

L’ouverture économique du pays entamée en 1979 vise à lui donner les moyens de retrouver une place de grande puissance.

* ***«Peu importe la couleur du chat pourvu qu’il attrape la souris[[53]](#footnote-53)»***

S’inscrivant dans la continuité des réformateurs de la Chine de 1912, Mao avait pour objectif de rendre au pays son statut de grande puissance, perdu au cours du siècle précédent. Pourtant à sa mort, en 1976, le bilan du modèle de développement maoïste censé permettre à l’Empire du milieu de rattraper son retard est jugé désastreux.

Sans remettre en question l’organisation politique de la «Chine nouvelle», le réformateur Deng Xiaoping lance en 1979 la libéralisation progressive du marché et l’ouverture maîtrisée de l’économie chinoise aux investissements étrangers.

Intégrée au système économique mondial depuis l’initiation des réformes, elle entre dans l’Organisation mondiale du commerce en 2001. Même si la Chine sera probablement toujours en voie de développement en 2010[[54]](#footnote-54), elle est néanmoins devenue comme un «grand» dans l’économie mondiale, et une grande puissance asiatique.

* ***Le dragon déploie ses ailes sur la scène internationale***

Les priorités de la diplomatie chinoise sont la reconnaissance du statut de puissance du pays et le respect de sa souveraineté.

* + *Softpower[[55]](#footnote-55)* en devenir, la Chine se dote des moyens d’une grande puissance.

S’appuyant sur le concept de *softpower* développé par Joseph Nye, la Chine veut rassurer le monde sur ses intentions et montrer qu’en devenant une grande puissance elle est prête à s’intégrer dans la communauté internationale.

Dans le domaine de son influence culturelle d’une part, le pouvoir de séduction d’une civilisation prétendument vieille de cinq mille ans est indéniable. Afin de promouvoir la connaissance de cette dernière, Pékin a, en 2004, commencé à déployer dans le monde les instituts Confucius. Ces instituts proposent des cours de chinois, de civilisation ou de cuisine et organisent des expositions sur la culture chinoise. Ils contribuent ainsi à développer le pouvoir de séduction de la Chine et à dissiper les craintes suscitées par la montée en puissance du pays. Les instituts Confucius sont des relais d’influence au service de Pékin.

D’autre part, Pékin s’implique de façon croissante dans les questions internationales et entend désormais être un acteur diplomatique responsable.

Reconnue membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU en 1971, la Chine populaire adhère au Comité spécial pour les opérations de maintien de la paix de l'ONU en 1988. Depuis, plus de 10.000 casques bleus chinois ont participé à des missions dans des pays comme: la République du Congo, le Liban et le Soudan.

En 2001, elle a créé avec la Russie l’Organisation de Shanghai pour contribuer à la lutte contre les talibans, les mouvements séparatistes et fondamentalistes. Plus récemment, la diplomatie chinoise a joué un rôle crucial dans le règlement du désaccord opposant les Occidentaux à la Corée du Nord.

* + Enfin, la Chine devient une puissance maritime[[56]](#footnote-56).

L’implication croissante du pays dans les affaires internationales est surtout remarquée dans les pays au potentiel énergétique avéré. Ainsi la Chine investit dans certains pays africains et d’Amérique latine, selon le principe «monnaie contre matières premières», sans exiger de contrepartie politique[[57]](#footnote-57).

Désirant garantir la sécurité des couloirs pour les importations énergétiques et être en mesure de garantir sa souveraineté territoriale maritime, la Chine reprend la mer en se dotant de la troisième plus importante flotte de combat dans le monde.

**…qui doit s’affranchir de nombreux handicaps pour pouvoir prétendre à la première place du podium.**

La RPC poursuit son ascension vers son objectif, pourtant elle doit veiller à ne pas «tirer sur les pousses pour en accélérer la croissance[[58]](#footnote-58)».

* ***La rigidité du système politique peut nuire à l’image du pays***

La Chine, qui, nous l’avons souligné plus haut, cherche à redonner confiance à ses interlocuteurs, voit tous ses efforts balayés par une gestion souvent désastreuse des crises intérieures.

Le principe politique d’un parti unique ne permet pas la libre expression de la société civile sur des enjeux majeurs. La capacité de décision est concentrée entre les mains des instances centrales et provinciales du Parti Communiste Chinois. La population est encadrée par le parti jusqu’au niveau du quartier. Une telle organisation laisse peu de place à l’initiative citoyenne et bride toute forme normale d’expression de la pluralité. L’unique solution dont disposent les mécontents est la manifestation. Comme dans la plupart des pays totalitaires, les réactions de l’État à la contestation populaire sont souvent violentes. Les événements du mois de juin 1989 (Tian an men) et plus récemment, la crise tibétaine du printemps 2008, en sont deux exemples qui ternissent durablement l’image du pays.

* ***Un développement économique sur fond de difficultés majeures.***

La Chine doit faire face à des défis pouvant entraver le développement du pays.

* Une croissance économique exceptionnelle mais fragile.

Tout d’abord, il convient de préciser qu’un bon nombre des exportations chinoises à forte valeur ajoutée est le fait des sociétés étrangères implantées en Chine. De même, la production chinoise de biens de consommation à bas prix ne présente pas toujours les meilleurs gages de qualité. Ceci peut à terme fragiliser les exportations chinoises vers les pays occidentaux.

Plus grave, le secteur de la recherche et du développement, garant de l’innovation technologique et de la croissance, souffrent d’une paralysie structurelle. En effet, les politiques d’investissement dans ce domaine sont définies par l’État selon des méthodes de planification de type «soviétique» et offrent peu de souplesse d’adaptation aux besoins du marché.

* Par ailleurs, les défis énergétiques et environnementaux pèsent lourdement sur l’avenir de la Chine. La consommation de matières premières et de ressources énergétiques ne cesse d’augmenter. Les conséquences sur l’environnement sont une grave menace pour le développement durable du pays. Ainsi, la très mauvaise qualité de l’air fait peser un risque sanitaire sur l’ensemble de la population[[59]](#footnote-59).

Quant à l’eau, les modes de traitement, d’acheminement et d’utilisation sont en partie responsables de sa mauvaise qualité et de sa raréfaction. Le nord du pays connaît une pénurie d’eau chronique qui oblige le gouvernement à réactiver les anciens canaux construits par les dynasties Sui et Tang afin d’y acheminer l’eau du sud du pays[[60]](#footnote-60). Les grandes villes comme Pékin, épuisent les nappes phréatiques pour subvenir à leurs besoins en consommation courante.

* Enfin, Pékin doit relever le défi démographique d’une population forte de 1,3 milliards d’âmes. Sur le plan social, environ 60% de la population chinoise connaît la précarité alors que 10 millions de Chinois concentrent 40% de la richesse du pays. Rappelons que la Chine côtière est la principale bénéficiaire de la croissance économique alors que la Chine rurale n’en bénéficie que très partiellement. Les problèmes sociaux sont aggravés par le vieillissement de la population induit par la maîtrise tardive des naissances. De plus, le chômage des jeunes diplômés, le financement des retraites, l’absence de protection sociale et de gratuité de l’éducation pour les populations rurales, condamnées à rester à la campagne par le permis de résidence *Hukou* qui interdit tout exode rural, sont autant de questions auxquelles Hu Jintao a promis de répondre.

Pour conclure, on peut dire que la Chine a pris son envol, mais qu’à l’image d’un cerf-volant représentant un dragon de papier, elle reste tributaire du vent des réformes non achevées et du frein exercé sur son ascension par le poids des nombreux défis que Pékin doit encore relever. Aux journalistes étrangers qui vantent la puissance de l’Empire du milieu, nous pouvons dire que le temps n’est pas encore venu où le dragon chinois volera sa suprématie à l’aigle américain.

Ainsi à l’image de son coureur vedette de 110 mètres haies, la Chine pourrait être contrainte de déclarer forfait, victime de son tendon d’Achille: son gigantisme.

# Singapour change…



## *Par Madame le Professeur Françoise THIBAUT*

**L**a Ville-État garde son exotisme équatorial avec précautions. Si la *City* se donne des faux airs de Chicago ou de Hong Kong, elle reste soigneusement circonscrite au front de mer; les berges de la rivière connaissent de plus en plus d’aménagements touristiques, mais ce n’est pas dérangeant, dans la mesure où fontaines, pièces d’eau et bosquets fleuris restent nombreux. Le but avoué des autorités étant que les australiens avinés et autres touristes indésirables ne se répandent dans d’autres quartiers.

Singapour reste provinciale et agreste, poétique, bucolique, avec ses jardins et greens, le *Padang,* immense aire de jeu et de cricket conçue par les britanniques, en plein centre ville, ses parcs d’orchidées et de gingembres, et tout au nord, ses survivances de forêt primaire.

La ville est affairée, commerçante à outrance, le port -immense- active ses installations automatisées jour et nuit, mais dans la moiteur ambiante, perdure cette joie de vivre un peu infantile, instillée par un demi siècle de paternalisme gouvernemental. Même modeste, on apprécie d’être singapourien: on est certain d’avoir un salaire décent, un bon logement, de quoi manger tous les jours, et d’envoyer ses enfants à l’école…Les loisirs gratuits ne manquent pas, les transports publics et les taxis nombreux évitent l’entretien d’une voiture. Si on ne craint pas de transpirer un peu la bicyclette est praticable, sur une île avec peu de reliefs.

Toutefois, Singapour change: la vie s’est «durcie» en une quinzaine d’années; bien avant la fameuse crise importée d’occident en 2007: une certaine crainte, sans doute, que le taux de croissance permanent à 10% l’an ne ralentisse, que ces «années d’or» ne se ternissent. L’obsession d’un «environnement hostile» est durable: avec la Malaisie, l’Indonésie, Bruneï, Singapour est entièrement cernée par l’Islam, d’où des craintes de terrorisme, d’agressions: on est armé jusqu’aux dents; le «bombing» de Mumbaï (Bombay) a terriblement impressionné, fait prendre conscience de la fragilité du calme; la fête nationale est l’occasion de démonstrations militaires et aériennes très spectaculaires, tempérées, il est vrai, par d’harmonieuses chorales et les feux d’artifices.

Les points forts du *système singapourien* – car c’est un système – sont la santé et l’éducation, de grande qualité, et financés parce que les revenus de l’économie sont très performants: si cela ralentissait ou s’arrêtait, tout, sans doute, s’effondrerait: à Singapour on est donc condamné à réussir. La crise mondiale arrive amortie, et l’État compte sur la solidité des ses fonds souverains (Temasek et GIC), les plus importants de la planète pour endiguer une conjoncture défavorable: néanmoins l’activité portuaire (-10%), l’immobilier, les ventes de voitures, souffrent, et on voit un léger recul de la consommation courante. Pour contrebalancer ce tassement, des pubs très persuasives incitent à dépenser ses économies par tous moyens, mais en 2008 les salaires n’ont en moyenne augmenté que de 5à 6% alors que le coût de la vie, lui, a augmenté d’environ 11%.

La sérénité collective et l’harmonie sociale doivent perdurer; il n’y a pas de comportements hostiles à Singapour: pas de grêves sauvages, pas de misère visible. Une action comme celle des «enfants de don Quichotte» est absolument inimaginable…Les ordures sont ramassées ponctuellement, les poubelles vidées deux fois par jour, les chauffeurs de bus ne sont jamais agressés, ni les dames seules. On respecte son voisin, les voitures sales sont hors la loi. On peut laisser sa moto en bas de chez soi pendant des semaines sous sa housse: personne n’y touchera. Et les enfants peuvent aller seuls à l’école, personne n’y touchera non plus.

Toutefois cet Eden oriental s’effrite un peu ces temps-ci: les temps sont plus durs, et la gaieté est un peu forcée. Pour la première fois peut-être depuis 60 ans, les citoyens se demandent si leurs ministres ont tout leur bon sens, car les consignes collectives, toujours si claires et rassurantes, sont quelque peu contradictoires: par exemple «consommez plus avec moins d’argent» et l’encouragement à acheter une voiture (bien inutile, pour aller où dans une île de 50 km de côté?) pour soutenir l’industrie automobile, alors que par ailleurs on encourage à prendre les transports collectifs pour résorber une pollution naissante et faire des économies de carburant. Plus de béton, plus de voitures, moins de parcs en centre ville, et l’air si clair, si léger, si limpide, commence à grisailler…Singapour au bout de sa presqu’île, devenue un anormal pôle de chaleur, suscite des orages plus fréquents, d’une violence extrême et subit les cendres et fumées des incendies indonésiens…là aussi, sournoisement, le climat se dérègle…

On recommande d’économiser l’énergie; le soir les immeubles, les lieux publics sont moins éclairés ; l’air conditionné est dispensé avec plus de parcimonie. Les tarifs de l’électricité ont augmenté de 21% pour les particuliers, (en Australie de 24%, du jour au lendemain), et on incite à renouveler le parc d’appareils ménagers pour des engins moins consommateurs de watts.

Ces petits signes ne sont peut-être que des mesures prophylactiques très raisonnables, mais peuvent aussi être avant-coureurs d’un marasme prévisible encore que dissimulé.

Mais on peut s’interroger plus profondément et sur le plus long terme par une simple réflexion d’ordre démographique: L’île principale, sur laquelle se déploie la ville-État fait 56 kilomètres par 32. Lorsque les britanniques sont partis, il y avait moins d’un million d’habitants; au recensement de 1990: 2,700.000 millions et actuellement environ 4 millions et demi. L’île est dépendante des importations pour une grande partie de son alimentation, de son énergie (notamment gaz et pétrole) et l’eau potable, consommée en abondance, demande une organisation complexe de réservoirs et de distribution. L’activité portuaire, la banque et la finance, le tourisme haut de gamme, le commerce tous azimuts sont ses points forts, hautement dépendants du contexte régional et mondial .Beaucoup de savoir-faire dépend d’étrangers.

Le but visé, pour renouveler les générations est d’atteindre environ 6 millions de singapouriens, car il faudra bien financer les retraites de tous ces joyeux quinquagénaires, qui font l’actuelle fortune de la ville, et vivront bien plus âgés que leurs parents. La nouvelle génération, elle même, devra très bientôt se préoccuper de sa succession. Le problème est déjà pris à bras le corps pour éviter les désastres des pays occidentaux vis à vis de leurs populations âgées, mais les solutions possibles ne sont pas très nombreuses; un évitement de la maladie d’Alzheimer est très encouragé, et le respect des grands parents constamment rappelé afin d’entretenir la tradition chinoise et indienne de la famille «large». La natalité est elle aussi très entretenue: le nombre de femmes enceintes dans les rues de Singapour est stupéfiant, et la naissance d’un enfant est un véritable pactole. Tout cela coûte très cher et repose sur des résultats économiques performants.

En second lieu, – et tous les sociologues le savent – passé une certaine quantité de population, les villes échappent au contrôle, certains éléments deviennent ingérables. Singapour atteint actuellement un seuil critique: 4,5 millions. La gestion devient compliquée: il se crée l’inévitable phénomène des «groupes dissidents», des bandes violentes: la ville commence à être moins propre, moins bien entretenue, il y a des actes d’incivilité qui n’existaient pas il y a 4 ou 5 ans. La surveillance des édiles de quartiers est moins efficace, l’augmentation du trafic automobile rend plus difficile l’entretien de la voirie, et le contrôle de tous par tous.

Enfin, la génération qui a maintenant une quinzaine d’années et qui prendra bientôt les rênes, est certainement moins disciplinée et béate de reconnaissance que celles qui l’ont précédée: d’abord, ces jeunes ont «toujours» – même si leur famille est modeste – connu le confort et les joies de la consommation: ils baignent dans un univers de jeux informatiques, de fringues griffées, de loisirs faciles, d’études et de diplômes à portée de main; on voit depuis peu des «groupes» tout vêtus de noir, avec des emblèmes agressifs, des tatouages rébarbatifs, la peau percée de divers bijoux: ils n’ont rien à voir avec les gentils moutons-bosseurs des années 60/70; ils ont tendance, en groupe, à ne plus respecter les consignes d’hygiène urbaine, de courtoisie élémentaire, et les parents sont franchement dépassés.

Ces signes sont avant-coureurs d’une évolution de société qui n’ira pas forcément vers la sérénité, pour peu que l’économie régionale cafouille, que la Malaisie ne veuille plus envoyer ses fraises, ses haricots verts et ses manœuvres si mal logés dans des dortoirs parfois bien délabrés, l’Australie son bœuf et ses touristes, la Nouvelle Zélande son mouton, Bruneï son pétrole, l’Indonésie ses jardiniers et ses cotonnades, le Vietnam son café et son riz, etc…

Le point positif de ce seuil démographique est une plus grande mixité des différents groupes ethniques et culturels: les communautés ont davantage de contacts, les hindous sortent de leur réserve, les emplois trouvent des personnels beaucoup plus variés, d’où d’ailleurs les occidentaux s‘éclipsent progressivement, les mariages mixtes se généralisent, dans une certaine laïcisation des mœurs et des coutumes; moins de turbans, moins de saris, sauf les jours de fêtes, moins de tuniques à col Mao; seuls restent traditionnels les jardiniers, par myriades, avec leur grand chapeau d’osier et leur balai de bambou…

Que donnera cet étonnant brassage humain? Il est certain que leur «mixité» même donne aux Singapouriens un profil un peu incertain, une personnalité difficile à définir; par moments, on a l’impression qu’ils ne savent pas très bien qui ils sont, s’il faut rouler à gauche ou à droite, s’il faut parler tamoul, chinois ou anglais (ce qui arrive le plus souvent pour les couples mixtes), quelle culture prioritaire il faut inculquer à leurs enfants au delà d’un bouddhisme bon enfant et de Mickey…Les Malaises, dont les cheveux sont toujours aussi sévèrement enveloppés de leur voile, maintenu par deux agrafes, sont postières, conductrices d’autobus, gardiennes de musée, toujours souriantes, et compétentes; parfois, si la tête est couverte, elles arborent des fesses moulées dans un «505» qui leur laisse à peine la possibilité de s’asseoir…et les jeunes indiennes les plus hardies de *Little India* ne montrent plus leur nombril enchassé d’or et de pierreries entre deux voiles arachnéens: elles exhibent leurs cuisses, en dessous d’un short en jean effrangé, ce qui leur donne des airs de gazelles affolées….Je ne suis pas sûre que ce soit un progrès.

## Leçons d’histoire



# Savoir et croire pouvoir:

**l’illusion post-industrielle américaine**



*Par le Lieutenant-colonel GOYA[[61]](#footnote-61),*

*de l’État-major des armées*

**L’**idée du pouvoir supérieur de la «connaissance» est une idée désormais banale dans des sociétés qualifiées de post-industrielles et où les entreprises se concentrent de plus en plus sur l’immatériel et sous-traitent largement la production physique dans des pays à faible coût de main d’œuvre. La classe ouvrière tend ainsi à disparaître des pays les plus avancés, réalisant d’une certaine façon le vieux rêve de Jean Fourastié de l’homme (occidental) libéré du travail de la matière.

**Vers une armée post-industrielle**

Depuis le début de la guerre froide, les Américains disposent incontestablement de l’appareil de renseignement mais aussi d’analyse le plus performant au monde. Cela n’a pas empêché, au milieu de nombreuses réussites, un certain nombre de ratages spectaculaires, par manque de données d’origine humaine, parce que les données ne sont pas correctement interprétées à cause de certains biais (culturels par exemple ou corporatistes) ou simplement parce que les bonnes analyses ne sont pas crues par les décideurs. Parmi d’autres ratés, on peut citer l’attaque de la Corée du nord en juin 1950, l’offensive chinoise en octobre suivant, l’offensive du Têt en 1968, la révolution iranienne de 1979, l’invasion du Koweit par l’Irak en 1990 et les attaques du 11 septembre 2001.

Avec la fin de la guerre froide et la première guerre du Golfe qui consacrent l’ère de l’hyperpuissance, le département de la défense tend, et c’est une constante dans l’histoire militaire américaine, à s’inspirer du modèle économique dominant. On commence donc à imaginer un système de défense fondé sur «l’économie de la connaissance» avec un réseau de surveillance stratégique d’autant plus important et serré que les menaces sont multiples et diffuses, en conjonction avec des forces elles-mêmes rendues omniscientes par les nouvelles technologies de l’information. Son brouillard dissipé, la guerre devient une partie de chasse avec des «capteurs» et des «effecteurs», venant essentiellement d’un ciel parfaitement maîtrisé.

Les armées elles-mêmes se «tertiarisent», c’est-à-dire que le nombre de militaires au service d’autres militaires y devient très supérieur à celui des combattants. Le nombre d’utilisateurs d’ordinateurs dépasse celui des servants d’armes, d’autant plus que l’on sous-traite une partie de la fonction combat à des sociétés privées ou des contingents alliés, notamment dans les pays où on ne veut pas s’afficher trop ouvertement. Les unités de combat américaines, surtout terrestres, diminuent ainsi d’un bon tiers durant les années 1990. Mais même dans le «tertiaire» (ou «back office») on fait de plus en plus appel à des «militaires à temps partiel» (réservistes et gardes nationaux). On aboutit ainsi à un structure proche de l’industrie privée[[62]](#footnote-62).

Dans ce modèle «tertiarisé» appliqué en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan en 2001[[63]](#footnote-63) et, de manière moins «pure» lors de l’invasion de l’Irak en avril 2003, les Américains semblent avoir initié l’armée «post-industrielle», omnisciente et presque exempte de pertes[[64]](#footnote-64). Mais les choses se gâtent par la suite, un peu à la manière de la «bulle internet» et de la «nouvelle économie» en 2000.

**Les déboires de l’armée de «la connaissance»**

Dès le début du conflit en Irak, les choses ne se sont pas passées exactement comme prévu que ce soit au niveau stratégique avec l’opposition à cette guerre par de nombreux pays ou au niveau opératif (*«nous ne combattons pas l’ennemi que nous avions prévu»,* Général Wallace). Mais les situations les plus désagréables sont venues par la suite.

Dès l’été 2003, le théâtre irakien devient celui de la surprise permanente et de l’action en réaction. Tout l’appareil d’analyse et de renseignement est incapable de comprendre que les harcèlements qui prennent de l’ampleur ne sont pas les derniers feux du régime de Saddam Hussein mais le début d’un mouvement de rejet de l’occupation.

Après la capture de Saddam Hussein en décembre 2003, le Général Odierno, commandant la 4ème DI[[65]](#footnote-65), déclare: *«les rebelles restants sont à genoux* […] *les choses seront rentrées dans l’ordre dans six mois».* La relève du printemps 2004 s’effectue donc dans l’optimisme. Quelques jours plus tard, en avril, les Marines sont repoussés à Falloujah, le Sud chiite se révolte, les forces de sécurité irakiennes s’effondrent et les images des sévices d’Abou Ghraïb sont diffusées dans le monde entier. Toutes choses que personne n’a vu venir.

Il faut un an pour reprendre le terrain perdu mais à la fin de 2005, avec le succès des différents scrutins, le général Casey, commandant le théâtre, peut envisager sereinement une relève locale par l’armée irakienne et le repli intérieur sur de grandes bases. Quelques mois plus tard, le pays est en plein chaos. Plus de cent civils sont assassinés chaque jour et près de 10 % de la population a déjà été déplacée. Bagdad est en train de devenir un «trou noir de violence» qui entraîne le reste du pays. Dans l’urgence, une nouvelle opération de reprise de contrôle du terrain est lancée, le *surge* (sursaut), et, en septembre 2007, le général Petraeus peut témoigner une nouvelle fois que la situation est sur la bonne voie.

Le renseignement stratégique et opératif a donc toujours été déficient en Irak. Quant au *Network centric warfare* du niveau tactique, un officier déclarait en 2004: *«On nous avait dit que l’on saurait tout sur l’ennemi avant même de l’aborder. En réalité, dans 90 % des cas on ne le découvre que lorsqu’on voit le départ de la roquette RPG».*

**La remise en cause du modèle**

Il y a désormais 8 fois plus de soldats américains tombés au combat sur ce théâtre que durant toutes les autres opérations qu’a menées l’*all volunter force* depuis sa création en 1973. Incontestablement, il a manqué des combattants au sol. Avec une brigade de 3.500 hommes, les Américains sont capables de contrôler une ville sunnite de 200.000 habitants. Avec une moyenne de 15 brigades, ils ont donc pu contrôler une population urbaine totale de 3 millions d’habitants, or la seule ville de Bagdad en compte déjà 6 millions[[66]](#footnote-66). Ils sont donc condamnés à sans cesse prendre les villes puis à les abandonner (on parle de «guerre de Sisyphe»). La ville de Ramadi par exemple est reprise par les Américains tous les ans depuis 2003.

Depuis 2003, L’US Army et le corps des Marines s’efforcent de reconstituer des unités de combat, mais c’est un processus long et difficile. Il est significatif qu’au moment du déclenchement du *Surge*, le Department of Defense, qui compte 2,2 millions d’hommes et de femmes en uniforme n’a pu dégager (provisoirement) que 30.000 soldats (dont 20.000 combattants) pour renverser une situation en Irak alors très compromise.

Les «sous-traitants»[[67]](#footnote-67), les «temps partiels» et les Alliés posent une multitude de problèmes dans la zone de combats. Les mercenaires obéissent aux logiques de leurs contrats et n’ont que faire de la «bataille des cœurs et des esprits». Leur action peut même perturber gravement celle des armées (cf la mort des volontaires de Blackwater à Falloujah en mars 2004 qui a entraîné en quelques jours le basculement de toute la stratégie militaire dans les provinces sunnites).

Les réservistes et gardes nationaux ont fini par représenter 40 % des effectifs mais comme, dans ce contexte, ils se retrouvent en première ligne, ils sont la source de la plupart des bavures et aussi des protestations dans la presse. Leur moral et donc leur recrutement est au plus bas.

La coalition des bonnes volontés n’a finalement pu réunir que 30.000 soldats (35 contingents) dans le Sud irakien, nombre très insuffisant pour contrôler 12 millions de chiites, même favorables initialement à la coalition. La surprise de la révolte d’avril 2004 a entraîné un reflux massif (division par deux du contingent) et une rétractation sur les bases. Tout le sud chiite est désormais aux mains des milices.

Les forces institutionnelles irakiennes sont peu fiables (cas de l’armée et encore plus de la police) et les non institutionnelles dérivent souvent en «escadrons de la mort» et surtout leur développement contredit l’établissement d’un pouvoir solide avec ses prérogatives régaliennes. Cette multiplication des acteurs militaires (sans parler des acteurs civils) est, au bilan, un grand facteur de désordre qui a entravé toutes les stratégies mises en œuvre.

**Conclusions**

L’illusion scientiste de la connaissance parfaite qui permettrait d’agir avec une grande efficience, et donc d’avoir peu de moyens d’action, a fait long feu. L’action stratégique tant qu’elle reste soumise à la dialectique reste aussi soumise à l’incertitude.

Le «déboulonnage» des entreprises privées, où les ingénieurs sont regroupés et le contact coupé avec le monde de la production, elle même largement délocalisée, a introduit un malaise social. Ce même processus dans les armées américaines a entraîné une inefficacité tactique et donc aussi un malaise.

Comme après le retour à l’économie réelle au début des années 2000, l’US Army et le Corps des Marines, comme l’armée israélienne après son échec contre le Hezbollah en 2006, reviennent à beaucoup plus de classicisme (modification du credo du soldat américain dans un sens beaucoup plus guerrier, redécouverte du combat rapproché, augmentation du nombre des combattants, etc…). L’US Air Force et l’US Navy, moins concernées par les problèmes de guerre au milieu des populations et qui craignent un rééquilibrage en leur défaveur, contestent cette tendance. Il se créé ainsi une nouvelle scission au sein des forces armées américaines.

Les armées professionnelles occidentales, petites et chères, sont taillées pour les opérations limitées. Elles sont beaucoup plus mal à l’aise face à des adversaires qui pratiquent à leur niveau une guerre totale. Ces adversaires, comme le Hezbollah ou l’armée du Mahdi, sont tout le contraire d’une armée post-industrielle. Commandement, renseignement, propagande, actions auprès de la population, combat y sont parfaitement intégrés sous un commandement unique. Les combattants y sont à la fois nombreux, polyvalents (il peuvent tour à tour se battre, aider la population, renseigner, etc.) et sont prêts à mourir.

# Les opérations extérieures

en perspective historique

(1962-2008)



*Par le Lieutenant-colonel GOYA[[68]](#footnote-68),*

*de l’État-major des armées*

**D**epuis la fin de la guerre d’Algérie les forces armées françaises sont engagées dans une période très originale: celle des opérations extérieures. Celle-ci se caractérise par son faible taux de pertes (environ 400 soldats tués en opérations en 45 ans, ce qui en fait de loin la période la moins meurtrière de toute notre Histoire militaire), une grande fragmentation (on compte près de 400 opérations durant cette période, pour la plupart d’ampleur très limitée) et un flou permanent entre paix et guerre.

##### Le temps des guépards

Jusqu’en 1977, la priorité est clairement à la défense du territoire métropolitain dans le cadre de la dissuasion nucléaire. Les interventions à l’étranger sont cependant nombreuses et variées. On y trouve de nombreuses opérations sans emploi de la force, quelles soient purement humanitaires (la première date de 1963 avec l’aide apportée à la Yougoslavie après un tremblement de terre, pour ensuite se succéder au rythme moyen de deux par an: Haute-Volta en 1967, Biafra en 1968, Bengla Desh en 1970, etc...) ou en «soutien» d’actions non-militaires diverses (largage de matériel au profit d'une mission polaire de Paul-Émile Victor en 1967 ou transport de deux étalons comme cadeau au roi Fayçal en 1973).

Mais les interventions sont aussi pour moitié des projections de force, même si son usage est toujours très mesuré. Dans les années 1960, il s’agit surtout d’aider à la stabilisation de l’Afrique noire post-coloniale et d’y maintenir l’influence française. L’aide militaire apportée en décembre 1962 au Président Senghor contre son Premier ministre et rival, Mamadou Dia, est la première du genre après la guerre d’Algérie. Elle est suivie d’une intervention au Gabon en février 1965 pour rétablir au pouvoir le président M’ba, destitué par un coup d’état. Le premier déploiement du «Guépard» a lieu en 1967 pour faire face à des troubles à Djibouti. Mais la «grande affaire» africaine reste le soutien aux présidents successifs du Tchad contre les mouvements rebelles soutenus ou non par les pays voisins. La première intervention date de 1968 (opération Limousin) et elle sera suivie de plusieurs autres d’ampleur croissante.

On assiste aussi à cette époque à de rares interventions hors de l’ancien empire colonial, qui sont surtout le fait de la Marine nationale (protection des pêcheurs de Langouste au large du Brésil en 1964, participation à l’embargo contre la Rhodésie en 1965, envoi ostentatoire du *Redoutable* en Méditerranée orientale durant la guerre du Kippour). 1973 semble marquer le début des opérations d’évacuation de ressortissants (Alexandrie, puis Chypre en 1974, Cambodge en 1975, Mauritanie en 1977).

L’année 1977 marque un accroissement considérable du nombre des opérations sur le continent africain où il ne s’agit plus simplement de maintenir la stabilité ou de défendre les intérêts français mais aussi d’y faire face à l’expansionnisme communiste, dans un contexte de refroidissement des relations internationales. En quatre ans, de 1977 à 1980, les forces françaises interviennent, hors missions humanitaires,14 fois en Afrique, et de manière plus dure qu’auparavant. En mai-juin 1978, 33 soldats français et plusieurs centaines de leurs adversaires tombent lors des opérations Tacaud au Tchad[[69]](#footnote-69) et Bonite au Zaïre. Cela reste à ce jour, la période de combat la plus violente de l’histoire des OPEX françaises.

Ces opérations purement militaires, nationales et en coopération avec des États africains (plus de 50 à ce jour), dont les plus importantes en volume sont Manta en 1983, Oryx en 1992-1993, Turquoise en 1994 et Licorne depuis 2002, voient à peu près le déploiement d’une brigade terrestre et d’une dizaine d’avions de combat.

D’un point de vue tactique, ces opérations sont d’incontestables succès qui témoignent d’un savoir-faire français reposant sur une chaîne de commandement rapide, un consensus général sur cet emploi «discrétionnaire» des forces, des forces pré-positionnées, des éléments en alerte, une bonne capacité de projection à moyenne distance mais aussi sur un décalage qualitatif énorme entre les soldats français et les bandes mal armées et mal équipées qui constituent généralement nos adversaires. Ce système permet à nos forces d’éteindre les incendies au plus tôt et donc d’y consacrer peu de moyens et de ne pas rester sur place outre mesure, comme en témoignent encore les dernières opérations en République Centre Afrique, au Tchad ou pour libérer les otages du *Ponant*. Or comme tout système, si on touche à une seule composante c’est l’efficacité de l’ensemble qui peut s’en trouver affecter.

##### La dilatation du début des années 1990

La fin des années 1970 est aussi marquée par l’intervention au Liban, autre ancienne possession. Les forces françaises y découvrent les missions de maintien ou d’imposition de la Paix sous l’égide des Nations-Unies (Finul en 1978) ou en Coalition (Epaulard, Diodon, Carrelet, d’août 1982 à avril 1984). Cet engagement a coûté la vie à 142 soldats français de 1978 à 2006 (dont 58 pour la seule journée du 23 octobre 1983, la plus meurtrière pour les forces françaises depuis 1954) sans empêcher ni la pénétration des Israéliens au Liban en 1982 et 2006, ni les luttes entre les factions locales. La leçon ne sera pas retenue.

En 1991, l’effondrement soudain de l’URSS est une immense surprise pour la France et cela met très vite à mal son modèle militaire. Tout en réveillant des foyers de crise étouffés jusque là, la fin de la bipolarité crée d’un seul coup un espace de manœuvre à la fois pour le Conseil de sécurité de l’ONU et pour les États-Unis, hyperpuissance par défaut. Cette conjonction de phénomènes entraîne un élargissement soudain des opérations qui cessent d’être «exceptionnelles» pour devenir simplement «extérieures».

L’extension est géographique puisque désormais les forces françaises doivent intervenir dans des endroits inconcevables quelques années plus tôt comme l’Arabie Saoudite, le Kurdistan ou le Cambodge. Elle est aussi dans le volume des forces engagées avec un pic à plus de 20.000 hommes en 1990-1991 mais également dans le spectre des missions avec d’emblée le retour très inattendu de la guerre inter-étatique (Daguet) suivie d’opérations de stabilisation à l’intérieur de pays en crise. Avec le développement antérieur des missions de sécurité intérieure (état d’urgence en Nouvelle Calédonie en 1985, garde aux frontières en 1986, Vigipirate en 1991), on voit ainsi réapparaître le classique «triangle stratégique».

Cette dilatation qui s’accompagne d’un désir de toucher les «dividendes de la paix», met l’outil militaire français sous tension et ce dès 1990-1991 avec l’engagement contre l’Irak. Le choix de la professionnalisation en 1996 est une conséquence logique de ces tensions mais il ajoute encore à la pression budgétaire.

##### Le temps des Casques bleus

Mais il est vrai qu’avec la fin de la guerre froide et la «leçon» donnée à l’Irak, l’ambiance était plutôt «à la fin de l’histoire» par la mondialisation des valeurs démocratiques et néo-libérales sous l’égide bienveillante des pays occidentaux, avec la puissance militaire américaine en *ultima ratio*.

Dans ce contexte très nouveau d’«insularité stratégique», la France pouvait faire le choix de l’isolement et du maintien de son influence dans son pré carré. Elle considéra que son «rang» lui imposait de participer activement à l’évolution générale vers un «nouvel ordre mondial», avec la caution d’un Conseil de sécurité régénéré.

Mais cette vision, valable dans le contexte d’un conflit inter-étatique du type de la première guerre du Golfe, s’est avérée beaucoup plus délicate que prévu lorsqu’il a fallu, comme l’avait déjà montré l’expérience libanaise, s’imposer au milieu même des populations à des factions qui voulaient en découdre. De 1992 à 1996, la France s’engage massivement dans les opérations de l’ONU, avec un pic en 1993 de 10.000 hommes participant simultanément à l’APRONUC au Cambodge, à l’ONUSOM en Somalie et surtout à la FORPRONU en ex-Yougoslavie. Si l’opération, sans opposition, au Cambodge est un succès, les expériences de Somalie et surtout de Bosnie font apparaître l’illusion de vouloir arrêter les guerres sans user de la force et la difficulté pour les Européens de s’accorder sur une vision commune de cet usage de la force. Incapable de s’opposer aux massacres et instrumentalisée par les belligérants, la FORPRONU doit être secourue par l’OTAN, seule véritable organisation régionale militaire, pour imposer la paix par une courte phase de coercition suivie de la mise en place d’un dispositif suffisamment «étouffant» pour imposer la paix aux belligérants. À ce jour, après 16 ans de présence, 105 soldats français sont tombés en Bosnie dont un quart à Sarajevo de 1992 à 1995.

À l’exception de la Finul, renforcée à hauteur de 2.000 hommes bien équipés en 2006, la France se détourne dès lors des missions majeures de l’ONU (mais des Français portent encore actuellement le Casque bleu dans 10 autres opérations mineures) pour privilégier les opérations dans le cadre de structures plus efficaces comme l’OTAN mais aussi l’UE.

##### Les problèmes des opérations multinationales

Les missions de l’OTAN, sont peu nombreuses mais sont souvent de grande ampleur et violentes. Elles impliquent donc une forte participation de la France (jusqu’à 12.000 hommes au Kosovo). Mais celle-ci, qui promeut la PESD, s’implique aussi fortement dans toutes les opérations de l’UE (encore 7 en 2008 soit un quart du total) mais, jusqu’à l’EUFOR-Tchad-RCA, avec des effectifs limités (10% de l’engagement français en 2007). Ces engagements, qui sont plutôt des succès ont consisté le plus souvent en des opérations de maintien de la Paix pendant des phases critiques comme des élections.

Mais ces opérations multinationales ont rapidement dévoilé de nouveaux problèmes qui vont au-delà de la simple interopérabilité. Le principal d’entre eux, comme le montrait déjà l’armée d’Orient immobilisée à Salonique de 1915 à 1918, est la schizophrénie des membres d’une Coalition qui poursuivent à la fois des objectifs nationaux propres et des objectifs communs. Cette schizophrénie est renforcée encore par la supériorité militaire occidentale puisque la disproportion des forces est telle que le succès de l’opération, objectif commun, ne semble faire aucun doute. De la même façon que dans une entreprise non soumise à la concurrence les jeux de pouvoirs internes tendent à prendre le pas sur les autres considérations, dans les coalitions «surpuissantes» la plupart des nations participantes sont plus attentives aux gains politiques à retirer de la participation qu’au succès de l’opération, d’autant plus que celui-ci est généralement flou et lointain[[70]](#footnote-70). Comme ces gains espérés sont eux-mêmes le résultat d’un calcul coût-efficacité, la plupart des acteurs limitent leurs coûts au plus juste (volumes réduits, protection maximale, *caveats*). Chacun d’eux récupère ainsi quelques gains politiques mais le rendement de l’ensemble est faible.

Ce piège logique est encore renforcé par les aléas de la décision collective qui contredisent les critères de succès des OPEX que définissait le Général Servranckx en 1980, à savoir la vitesse et la surprise. Le «feu de broussaille» qui aurait pu être stoppé par une intervention rapide devient alors un «incendie» et exige des moyens beaucoup plus importants et donc éventuellement des négociations, etc…

Il apparaît ainsi que l’efficacité militaire ne peut être retrouvée que si un des participants de la Coalition engage d’emblée des moyens militaires et financiers qui seraient suffisants pour réussir l’opération en «national»[[71]](#footnote-71). Cette masse critique fait de ce pays l’incontestable meneur de l’opération et le rend intéressé à son succès. Autour de ce noyau dur, les Alliés apportent surtout la légitimité du nombre et éventuellement quelques capacités intéressantes[[72]](#footnote-72). L’opération Artemis au Congo en 2003 apparaît comme un modèle du genre. Cela impose de conserver le processus de décision stratégique français, qui a fait ses preuves, mais aussi une réserve de capacités suffisantes, y compris financières, pour lancer rapidement une opération. Cette réserve de capacités ne doit pas avoir non plus de «trous» qui obligeraient de faire appel à d’autres, ce qui nuirait à la rapidité d’action.

Cette capacité de projection immédiate est la jauge des puissances.

##### Quel avenir pour les OPEX françaises?

Ce système de fonctionnement issu des crises des années 1990 est remis en cause par les difficultés rencontrées par les armées occidentales en Irak ou en Afghanistan et qui font réapparaître la possibilité de l’échec, sinon de la défaite militaire. La méthode de l’«étouffement», qui fonctionnait pour des petits pays comme la Bosnie, le Kosovo ou Haïti, demande des moyens démesurés dans des pays de plus de 25 millions d’habitants, surtout pour des armées professionnelles réduites.

Ensuite, on a vu apparaître des adversaires, non gouvernementaux pour la plupart, particulièrement dangereux car d’une part ils n’hésitent pas devant le sacrifice et d’autre part ils ont eu le temps d’analyser les faiblesses des armées occidentales dont la grande majorité s’est rigidifiée sous l’influence conjuguée des contraintes budgétaires, des équipements hérités de la guerre froide (et qui ne changeront pas pendant des dizaines d’années) et de multiples inhibitions. Les innovations rencontrées en RCA (emploi de drones, de mercenaires, de matériels électroniques sophistiqués, gestion de foules et des médias) montrent que même sur le continent africain, notre champ d’action privilégié, on s’adapte.

Par ailleurs, autour de cet «arc de crise» à l’intérieur duquel s’effectue la presque totalité de nos interventions, les budgets militaires sont de nouveau en augmentation (rapide), tandis que des industries de défense non occidentales refont leur apparition et sont de plus en plus en mesure d’équiper nos adversaires potentiels (cf l’armement du Hezbollah).

Il est donc probable que non seulement les opérations françaises ne vont pas diminuer en nombre mais qu’elles seront très certainement plus dures qu’auparavant[[73]](#footnote-73). Or les opérations dures engendrent un accroissement exponentiel des coûts humains et financiers.

La question est donc de savoir quelle est l’ambition internationale de la France, sachant que celle-ci se mesurera largement au niveau des ressources et des sacrifices qu’elle sera prête à engager dans les opérations extérieures.

Lorsque nous organisions les opérations Tacaud et Bonite en 1978, la France dépensait deux fois moins d’argent pour ses OPEX qu’aujourd’hui mais il est vrai que l’on y acceptait le prix du sang. Toujours est-il que l’intervention «à la française» était alors saluée dans le monde entier. Qui se souviendra en revanche des trente contingents de la «Coalition of willing» piégés en Irak pour avoir suivi les Américains?

## On a aimé



# 50 idées reçues

**sur les États-Unis**



**De Messieurs Pascal BONIFACE et Charles LEPRI,**

**de l’Institut des Relations Internationales et Stratégiques**

**C**e livre, d’ Octobre 2008, vaut par son actualité mais ne cède pas à la tentation de traiter des élections américaines (ni de la crise financière, à peine évoquée car le livre était certainement achevé à son déclenchement).

Suivant un plan très simple: 50 idées, 50 chapitres, s’appuyant sur quelques chiffres et statistiques bien choisis, il fournit des clés de compréhension d’une Amérique réelle, de ses valeurs permanentes, de ses références et de ses engagements.

Sur plusieurs thèmes, les nouvelles technologies par exemple, il se risque à quelques prévisions: «*Le secteur des hautes technologies, fleuron de l’économie américaine, pourrait être une des première victime de la crise….*»

Nos «domaines»: stratégies, Empire, Défense sont évoqués simplement mais avec beaucoup de réalisme.

Ce livre, de lecture simple, est plein de repères pour comprendre l’Amérique telle qu’elle est.

*Par le Général de corps d’armée (2S) J-N. SORRET*

# Dictionnaire

**de la Grande Guerre 1914-1918[[74]](#footnote-74)**



**sous la direction de François COCHET et Rémy PORTE**

**L’**intérêt pour la grande guerre, celle qui a marqué un tournant dans les modes d’affrontements armés – une guerre de masse, au corps à corps, pendant 1550 jours, succédant à plusieurs siècles de guerres «policées» – ne se dément pas, alors même que le dernier des «poilus» vient de nous quitter.

Avec François COCHET, le lieutenant colonel PORTE (tous deux docteurs en histoire) signe là un ouvrage collectif de base, fruit de trois ans de recherches, fournissant de nombreux repères, exemples et explications à ceux qui se penchent sur les événements de cette guerre, dont bien des leçons peuvent encore être tirées. L’équipe qu’ils ont dirigée rassemble un grand nombre de contributeurs civils et militaires, spécialistes reconnus ou jeunes chercheurs de talents, français et étrangers. Cette diversité des auteurs – pour la plupart docteurs en histoire, mais aussi agrégés de lettres, professeurs des universités ou anciens du Service historique de la Défense – leurs regards croisés sur cette épreuve, leur compétence et le sérieux de leurs recherches, la richesse de leurs sources et leur objectivité, font toute la valeur de cet ouvrage

Tous à la fois global et détaillé, illustré par de nombreuses cartes, l’ouvrage aborde l’ensemble des théâtres de ce conflit: les «incontournables» (Champagne, Artois, Somme, Front oriental) comme ceux moins fréquemment évoqués (Alpes, Balkans, Dardanelles, Palestine, et même savane africaine ou comptoirs allemands du Pacifique). Précédé d’un très utile rappel introductif sur la méthode et sur les événements, afin de mieux appréhender la grande guerre dans son ensemble, ce dictionnaire présente non seulement les hommes, célèbres ou anonymes, les matériels, les batailles et les territoires, mais aussi les conditions de vie et les phénomènes sociaux du «front», tels que les concepts d’engagement et de contrainte, de patriotisme, d’insoumission, de fraternisation, etc… Chaque terme fait l’objet d’un commentaire clair et précis, complété s’il y a lieu par la mention des sources et la bibliographie s’y rapportant. Aussi exhaustif que possible (2.500 entrées sur tous les thèmes), il est agréable à lire et facile à exploiter.

Ce dictionnaire est donc un «Outil» particulièrement utile pour tous ceux qui s’intéressent à la grande guerre ainsi qu’à ses conséquences pour la suite du 20ème siècle et qui veulent se dégager «des partis pris et des a priori... des réactions passionnées qui, trop souvent, conservent toute leur puissance et polluent encore les débats». Un ouvrage de référence.

*Par le Général de corps d’armée (2S) C. PIROTH*

# Sans blessures apparentes[[75]](#footnote-75)



De Monsieur Jean-Paul Mari[[76]](#footnote-76)

**C**omment affronter l'épouvante, par un des plus grands reporters français?

Depuis trente ans, Jean-Paul Mari a couvert toutes les guerres du globe. Il a parcouru les champs de bataille, de l'Irak au Rwanda, du Moyen-Orient à la Bosnie en passant par la Sierra Leone, la Somalie ou le Sri Lanka. Il a rencontré des héros et des assassins, il a vu des massacres, des villages brûlés, des enfants égorgés dans leur école, des civils découpés devant leur maison. Les plus grandes peurs comme les courages les plus admirables ont passé sous ses yeux.

Il raconte.

Que peut-ont faire de la douleur de la guerre? Cette question obsédante, il l'a posée à des médecins qui tentent de rendre à la vie ceux qui ont vu la mort et s'en sont sortis "sans blessures apparentes". Ceux-là ont vécu un moment d'effroi indicible, une rencontre avec la mort sous des formes diverses: une odeur, un regard, un cri, une vision insoutenable. Après quoi ils se sentent morts bien qu'ils soient vivants. Ils ne font plus partie de ce monde, ils peuvent devenir fous. Des milliers d'anonymes, mais aussi des écrivains, des peintres, des cinéastes ont subi et décrit cette expérience ultime.

L'auteur aussi a vu la mort en face.

Le premier mérite de Jean-Paul Mari est d'avoir affronté l'épouvante pour en témoigner. Le second, probablement plus grand encore, est d'avoir enquêté, réfléchi, analysé. Il n'a pas voulu que restent enfouis l'horreur et les traumatismes. Il a choisi d'écrire pour sortir de ces ténèbres-là et affirmer que la vie peut être la plus forte.

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DEFRETIN,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Lt-col PLAETEVOET,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Lt-col PLATEVOET**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression:

Point d’impression de l’Armée de terre

de Saint-Maixent-l’ École – 08-0390

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-2)
3. *CESAT / ESORSEM / CNRS / CHERPA* [↑](#footnote-ref-3)
4. Dossier individuel: SHD-Terre, 13Yd696. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir bibliographie finale. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir sur ce point par exemple: CohenGustave, «***Affaire Aldington contre Lawrence d’Arabie***», *Homme et Monde*, 3-1956, n° 116, pp. 487-497. [↑](#footnote-ref-6)
7. Livre blanc [↑](#footnote-ref-7)
8. Révision générale des politiques publiques [↑](#footnote-ref-8)
9. Loi de programmation militaire [↑](#footnote-ref-9)
10. Au début du XVIIème siècle, le PIB et la population de l’Angleterre ne représentent respectivement que la moitié et le tiers de ceux de la France. [↑](#footnote-ref-10)
11. Plus de 104.000 marins anglais meurent en mer de 1793 à 1815 dont 6.500 du fait de l’ennemi. [↑](#footnote-ref-11)
12. La marine marchande britannique représente aussi un tiers du tonnage mondial. [↑](#footnote-ref-12)
13. *«Avec de l’argent, on ne fait pas forcément de bonnes troupes mais avec des bonnes troupes, on fait de l’argent»* Machiavel. [↑](#footnote-ref-13)
14. Quitte à supprimer la Compagnie des Indes, pur instrument d’exploitation fermée et mercantiliste et dont le caractère prédateur avait suscité la révolte de son armée privée, les Cipayes, en 1857. [↑](#footnote-ref-14)
15. La deuxième guerre de l’opium voit l’intervention de la France avec 8.000 soldats. [↑](#footnote-ref-15)
16. Des banques hollandaises ont prêté de l’argent à l’Angleterre alors qu’elle était en guerre contre les Pays-Bas. [↑](#footnote-ref-16)
17. Du fait de l’effigie inscrite sur les pièces anglaises. [↑](#footnote-ref-17)
18. Ce conflit, qui a obligé à entretenir un corps expéditionnaire de 200.000 hommes à plusieurs milliers de kilomètres et à employer des méthodes particulièrement dures contre la population a marqué un tournant dans la vision que pouvait avoir l’opinion publique de l’Empire. [↑](#footnote-ref-18)
19. Auteur du «***Précis de stratégie****»*, Dunod, 2008 [↑](#footnote-ref-19)
20. Siège: 21 rue Henri Barbusse - 75005 PARIS [↑](#footnote-ref-20)
21. Texte écrit en février 2009 [↑](#footnote-ref-21)
22. Professeur, ancien membre du Conseil général de la Banque de France, Administrateur de la Fondation de la Banque de France [↑](#footnote-ref-22)
23. Ce texte, aimablement fourni par le Collège d’Enseignement Supérieur AIR, est la reproduction d’un exposé prononcé, le 30 mai 2008, par l’auteur, à l’occasion du 20ème anniversaire de la création des trinômes Université/IHEDN/Armée. Il garde toute sa pertinence.

    La Rédaction remercie vivement le CESA. [↑](#footnote-ref-23)
24. *Achever Clausewitz*, Carnets Nord, Paris, 2007, 363 p. [↑](#footnote-ref-24)
25. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-25)
26. Front de Libération Nationale [↑](#footnote-ref-26)
27. Le Colonel Godard, chef d’état-major de la 10èmeDP, déclara au Général Massu, dès le 7 janvier, «ce n’est pas une mission pour nous» et suivra de très loin la première bataille d’Alger. Il fut opposé à l’usage de sévices physiques et apporta un soutien sans faille aux activités du Capitaine Sirvent commandant la compagnie de zouaves, déployée dans la Casbah. [↑](#footnote-ref-27)
28. «*La bataille d’Alger»*, Jean Delmas, Editions Larousse, page 117 [↑](#footnote-ref-28)
29. Jean Delmas, op. cit., pages 40-41. [↑](#footnote-ref-29)
30. Alger – Eté 1957, une victoire sur le terrorisme, Général Maurice Schmitt, éditions L’harmattan, page 64. [↑](#footnote-ref-30)
31. Général Maurice Schmitt, *op. cit*., page 65 [↑](#footnote-ref-31)
32. Cette expression vient de l’uniforme porté par les hommes du GRE, des bleus de chauffe. [↑](#footnote-ref-32)
33. Protection terrestre [↑](#footnote-ref-33)
34. Engagement sous réserve [↑](#footnote-ref-34)
35. Opération intérieure [↑](#footnote-ref-35)
36. Sur la notion de lien tactique, voir l’ouvrage de G. Hubin, «***Perspectives tactiques***» [↑](#footnote-ref-36)
37. TC1 ou TC2: Train de combat 1er ou 2ème échelon [↑](#footnote-ref-37)
38. Document unique d’organisation [↑](#footnote-ref-38)
39. ANF1: mitrailleuse légère; LRAC: lance roquette anti-char; AT4: lance roquette anti-char pouvant tirer d’un espace clos; armement suédois en service dans l’armée française [↑](#footnote-ref-39)
40. Cf. «***Tactique Théorique***», Général Yakovleff [↑](#footnote-ref-40)
41. Dans le sens de la définition donnée par le Général Yakovleff, «être en mesure d’appuyer ou de prendre le combat à son compte» [↑](#footnote-ref-41)
42. Sous Officier Adjoint [↑](#footnote-ref-42)
43. Calibre 12,7 mm [↑](#footnote-ref-43)
44. Aidé et soutenu par le BOI, c’est indispensable. [↑](#footnote-ref-44)
45. Bien entendu, cette remarque ne vise pas les OPINT de type VIGIPIRATE. [↑](#footnote-ref-45)
46. “The End of History and the Last Man”, Francis Fukuyama, 1992. [↑](#footnote-ref-46)
47. «Si tu veux la Paix, prépare la Guerre», devise de l’actuel Cours supérieur d’état-major. [↑](#footnote-ref-47)
48. Victor Hugo. [↑](#footnote-ref-48)
49. Discours de M. le Président de la République sur la Défense et la Sécurité Nationale, Porte de Versailles, mardi 17 juin 2008. [↑](#footnote-ref-49)
50. Network Of Humanitarian Assistance [↑](#footnote-ref-50)
51. Officier de l’arme du Matériel, terminant une scolarité du brevet technique en langue chinoise à l’Institut national des langues et civilisations orientales. Au cours de sa scolarité, il a effectué deux séjours linguistiques à Pékin. [↑](#footnote-ref-51)
52. Le sinologue Joseph Needham soulignait au XXème siècle que la Chine du XVIIème siècle jouissait d’une avance technique considérable sur les puissances occidentales. Il relevait qu’elle avait apporté à l’Occident vingt-quatre innovations dont: la poudre, la brouette, l’imprimerie, la fonte et le compas magnétique. Cette avance technologique en faisait une grande puissance mondiale. [↑](#footnote-ref-52)
53. Deng Xiao Ping [↑](#footnote-ref-53)
54. Rapport d’information du Sénat n° 400, 15 juin 2006. La population chinoise est très majoritairement rurale; ceci classe la Chine dans la catégorie des pays en voie de développement. [↑](#footnote-ref-54)
55. Le terme créé en 1990 par Joseph Nye, professeur à Havard, désigne: «la capacité d’un pays A à amener un pays B à agir selon sa volonté sans avoir recours à la menace mais par son simple pouvoir d’attraction (ou de séduction)». Selon Wu Jianmin le président de l’université des affaires étrangères: «Le *softpower* devient une obligation pour la Chine». Pékin chercherait à mettre au point un nouveau concept le *soft making* qui engloberait le *softpower* en politique étrangère et le «développement harmonieux» en politique intérieure. [↑](#footnote-ref-55)
56. «Le Monde diplomatique», septembre 2008, pp 18-19 [↑](#footnote-ref-56)
57. Le gouvernement chinois n’a pas l’intention de délivrer de message universel à l’attention des autres pays mais soutient que son développement économique et social est facteur de paix. D’un point de vue chinois, Pékin n’est donc pas en contradiction avec son rôle d’acteur diplomatique responsable lorsqu’il n’accompagne pas son aide financière d’exigences politiques autres qu’une reconnaissance diplomatique de la RPC au détriment de Taïwan. [↑](#footnote-ref-57)
58. <http://www.chine-nouvelle.com/outils/dictionnaire.html?dico=%E5%8A%A9> Ba miao zhu zhang. Il s’agit d’un des multiples proverbes chinois signifiant qu’il faut se garder de gâcher les choses en contrariant les lois de leur développement pour obtenir un résultat plus rapide [↑](#footnote-ref-58)
59. Les affections pulmonaires sont la première cause de mortalité en Chine. [↑](#footnote-ref-59)
60. L’eau du sud de la chine vient du plateau tibétain ce qui peut expliquer l’attachement «affectif» de Pékin pour le Tibet. [↑](#footnote-ref-60)
61. Docteur en histoire [↑](#footnote-ref-61)
62. Renault est passé de la situation de constructeur d’automobiles assurant 80 % de la fabrication de ses modèles dans les années 1950 à celle de «concepteur» d’automobiles n’assurant plus que 20 % de la fabrication aujourd’hui. [↑](#footnote-ref-62)
63. Les deux premiers conflits américains où l’US Army n’intervient pas. [↑](#footnote-ref-63)
64. Mais aussi de combat rapproché; le nombre de soldats américains ayant réellement appliqué des feux sur un ennemi précis ne dépasse pas 1% du contingent engagé en Irak en mars-avril 2003. En témoigne le très faible nombre de *Medal of honor* décernées. [↑](#footnote-ref-64)
65. Et actuel adjoint du Général Petraeus en Irak. [↑](#footnote-ref-65)
66. Il y a, fin 2003, moins de fantassins américains en Irak (27 millions d’habitants) que de policiers à New York (8 millions d’habitants). [↑](#footnote-ref-66)
67. La tendance actuelle est de faire venir des volontaires angolais dans les SMP, car ce sont les moins chers sur le «marché». [↑](#footnote-ref-67)
68. Docteur en histoire [↑](#footnote-ref-68)
69. Cinq avions Jaguar sont également perdus. [↑](#footnote-ref-69)
70. Pour reprendre une typologie de Max Weber, des objectifs axiologiques (prestige, influence) tendent à s’imposer à des objectifs téléologiques (la victoire sur l’ennemi par exemple). [↑](#footnote-ref-70)
71. On pourrait développer (ce qui ne sera pas le cas dans le cadre de cet article) les problèmes de l’interministériel sensiblement selon les mêmes termes. [↑](#footnote-ref-71)
72. Cela impose aussi bien sûr d’accepter, en réciprocité, d’être commandé par d’autres comme lors de l’opération Alba en 1997 sous commandement italien. [↑](#footnote-ref-72)
73. Selon le Sunday Times du 13 avril 2008, les forces britanniques auraient tué 7 000 rebelles dans le Sud afghan depuis 2006. [↑](#footnote-ref-73)
74. Collection Bouquins, Robert LAFFONT, 1184 pages [↑](#footnote-ref-74)
75. Editions Robert Laffont, 306 pages, 20 € [↑](#footnote-ref-75)
76. Grand reporteur au *Nouvel observateur* depuis vingt-cinq ans, Jean-Paul Mari a publié cinq livres traitant des drames humains dans les différents conflits internationaux. Il a reçu le prix Albert-Londres (1987), le prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre (1997-1998), le prix Louis-Hachette (2001). Il est l'auteur des Carnets de Bagdad et de La Nuit algérienne (prix Méditerranée 2002). [↑](#footnote-ref-76)